

**Association of African Historians
Association des historiens africains**

Afrika Zamani

**An Annual Journal of African History
Revue annuelle d'histoire africaine**

No. 24, 2016



**Council for the Development of Social Science Research in Africa
Conseil pour le développement de la recherche
en sciences sociales en Afrique**

Afrika Zamani is a yearly journal published by CODESRIA for the Association of African Historians. Devoted to the history of Africa, the journal covers all periods. It solicits articles that analyse historical processes, reflect critically on methodological approaches and historiography. Its languages of publication are English, Arabic, French and Portuguese.

Afrika Zamani est un périodique annuel publié par le CODESRIA pour le compte de l'Association des historiens africains. Consacrée à l'histoire de l'Afrique, la revue couvre toutes les périodes. Elle sollicite des articles portant sur l'analyse des processus historiques et la réflexion critique sur les approches méthodologiques et l'historiographie. Les langues de publication de la revue sont l'anglais, l'arabe, le français et le portugais.

Please send manuscripts for publication and subscription enquiries to:
Prière d'adresser les manuscrits à publier et autres correspondances au :

Publications Programme / Programme des publications
Avenue Cheikh Anta Diop X Canal IV,
P.O. Box 3304, CP 18524 Dakar, Senegal
Tel. : (221) 33825.98.22/23 Fax: (221) 33824.12.89
E-mail: codesria@codesria.sn
Website / Site web: www.codesria.org

Subscription rates / Tarifs d'abonnement

- | | |
|--------------------------|-----------------------|
| (a) Africa / Afrique | \$ US / dollars EU 10 |
| (b) Elsewhere / Ailleurs | \$ US / dollars EU 15 |

Cover / Couverture

Kwele (Congo), Masque (Bois, Pigments, Hauteur: 55 cm)
Anciennes collections Aristide Courtois, Charles Ratton, Musée Dapper, Paris

Typesetting / Mise en page

Daouda Thiam (CODESRIA)
Copyright 2017 CODESRIA & AHA

ISSN 0850-3079

Afrika Zamani
No. 24, 2016
Contents / Sommaire

Itinéraires et terroirs du Sahel: La poussée méridionale de longue durée dans le peuplement de l'Afrique de l'Ouest <i>Mamadou Fall</i>	1
Patterns of Migration and Population Mobility in Sudanic West Africa: Evidence from Ancient Kano, c. 800–1800 AD <i>Akachi Odoemene</i>	11
Religion, Economy and the Pre-colonial Dimensions of the Jos Conflict <i>Jacinta Chiamaka Nwaka</i>	31
La politique rizicole de l'administration coloniale en Côte d'Ivoire (1898–1959) <i>Gouédan Richard Meignan et Goly Tschiwily Bérenger</i>	45
Transformations in Beliefs and Practices of Ecological Inviolability: Historical and Contemporary Perspectives on Mamfe-Akuapem Sacred Forest in Ghana <i>Kwabena Akurang-Parry</i>	65
La revue <i>Afrika Zamani</i> et la vulgarisation de l'histoire africaine (1972–2001) <i>Eugène Désiré Elounou et Jonasse Roland Nkada Myondo</i>	91
From the Hub of Lagos: Horizontal Integration for the Southwest Region of Nigeria, a Development Imperative <i>Kenneth Chukwuemeka Nwoko and Omon Merry Osiki</i>	111
La politique de la culture de maïs et de riz en campagne sèche : atouts et achoppements au Burkina Faso (2001–2016) <i>Zara Dao</i>	129





Itinéraires et terroirs du Sahel : la poussée méridionale de longue durée dans le peuplement de l'Afrique de l'Ouest

Mamadou Fall*

Résumé

En Afrique de l'Ouest, malgré les bouleversements de l'espace atlantique au XVe siècle, les mêmes populations, à partir de dynamiques séculaires, ont investi les mêmes terroirs pour établir une remarquable continuité de l'espace des communautés humaines. Depuis l'Adrar mauritanien jusqu'au cœur de la nébuleuse mandingue qui a traversé le Rio Grande, ces dynamiques allaient rejoindre l'espace Akan et les multiples excroissances Bantu au centre et au sud du continent.

Abstract

From the Adrar in the southern edge of the Sahara to the Rio Grande in the Mandingo settlements in the Atlantic shore, this paper emphasizes the role Fulbe, Soninke, Berber and Mandingo migrations and settlements played in the formation of West Africa. Pre-modern and post-colonial transformations in African society gain therefore a major role in space configuration and indigenous collective identities becoming part of modern universalism, nation building and development processes.

Introduction

Fernand Braudel, Marshal Sahlins et Cheikh Anta Diop sont les véritables annonceurs d'une jonction entre l'histoire et l'anthropologie pour une vision dynamique et pragmatique des sociétés africaines, en ce *degré zéro de l'expérience de l'universel* d'un espace international (Braudel 1969 ; Braudel *et al.* 1997 ; Sahlins 1994).

Sans le vouloir, du fait de réalités très anciennes et résistantes parce qu'elles sont sa structure même, chacune se trouve placée dans une position

* Maître de conférences, Département d'histoire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar. Email: mamadouf@gmail.com

particulière. C'est du conflit ou de l'accord entre attitudes anciennes et nécessités nouvelles que chaque peuple fait journallement son destin, son « actualité », écrivait Braudel à propos des civilisations.

Comme en écho à Braudel, Sahlins renchérisait : « *The people's cultural assumption of external condition that they do not create and cannot escape is the very principle of their action...constructed in relation to the forces of nature and typically also in relation to pressures of their societies.* »

Hair avait établi depuis des décennies la continuité de l'occupation humaine depuis le XVe siècle (Hair 1967), les mêmes populations occupant les mêmes terroirs malgré les bouleversements de l'espace atlantique. Il est aussi établi une continuité de l'espace des terroirs et des communautés humaines depuis l'Adrar mauritanien jusqu'au cœur de la nébuleuse mandingue qui a traversé le Rio Grande pour rejoindre l'espace Akan et les multiples excroissances Bantu au centre et au sud du continent.

Il y a un rapprochement à faire entre Lamanat, Kafou, Toksoba, Kunda et Dougou. Du ouolof au mandingue, cette taxonomie semble se référer aux mêmes ensembles qui s'identifient aux terroirs qui sont demeurés les matrices du peuplement et des identités collectives de l'Afrique de l'Ouest. Le fonds sociologique reste composé d'agriculteurs céréaliers, de pasteurs nomades, de pêcheurs et de marchands. Depuis des siècles, des populations de culture céréalière, bousculées par les nomades, se sont installées dans des berceaux et terroirs agricoles qui semblaient avoir été préparés pour elles. On peut ainsi résumer la séquence qui, fondamentalement, informe depuis des siècles les dynamiques sociales pré-modernes en Afrique au sud du Sahara (Porteres 1962). Berbères-soninké, Tuareg-mandingues, Floups-bainouk-diola, pêcheurs bozo et riziculteurs marka (nono), pasteurs tuaregs et fermiers rimaibe, négociants songhays et pêcheurs ou courtiers somono, pasteurs fulbé et fermiers bambaras, Marka avec les Dogon, Maures avec les Oulofs sont autant de séquences qui, par récurrences, ruptures et continuité, ont fini par définir le paysage des terroirs et communautés historiques en Sénégal. Ces mouvements, du reste, recourent le tracé d'une ligne verte qui depuis des millénaires couvre le haut Niger, le bassin du Haut et Moyen Nil jusqu'à la vallée du rift en Afrique orientale.

L'Afrique au sud du Sahara semble ainsi définir un foyer de production entre une récurrente ceinture verte du Haut Niger au Moyen Nil et, au-delà, vers le bassin du Haut Nil et le rift valley de l'Afrique orientale entre le IXe et le VIIIe millénaire AJC (Krzyzaniak 1978). C'est le mouvement nord-sud cité plus haut qui s'y est greffé à partir du second millénaire qui a donné la géographie des terroirs de la quasi-totalité de l'Afrique subsaharienne.

Méridionalisation des terroirs céréaliers et communautés transculturelles

Terroirs céréaliers et communautés transculturelles ont défini un mouvement nord-sud depuis le deuxième millénaire, apportant des civilisations pastorales et agricoles. L'écosystème de la savane, avec ses 400 millimètres de précipitation, son sol fertile et ses eaux de surface, s'est déplacé vers le sud avec la faune, la flore, les gens et leur système agraire, en somme, leur terroir et leurs identités fondamentales. Les effets combinés de la dessiccation du sol et la diminution des précipitations dues à l'affaiblissement du front intertropical ont abouti à l'adaptation, à la domestication des animaux et des plantes dans les vallées du Sénégal et du Niger, et au-delà, jusque dans les forêts.

À leur entrée dans la forêt, ne sachant que faire de l'héritage ancestral et de leur capacité d'agriculteurs des steppes, et contraints par le destin à rester pour des siècles dans la forêt équatoriale où les céréales qu'elles ont créées ne peuvent croître, elles se trouvent dans l'obligation de recourir à la cueillette et au ramassage, puis de tenter des mises en culture de plantes à réserves amylacées souterraines (Portères 1962).

Ce scénario (*ibid.*) décrit deux aires de production :

- (a) type de savanes tropicales à agriculture steppique ne produisant que des céréales (sorghos, digitaires, mils pénicillines, eleusine) et des graines de légumineuses ;
- (b) type forestier équatorial, agriculture de fouissage et de buttage ne produisant que des féculs, des fruits, des tubercules, des rhizomes et des racines, que complète un apport important de feuilles comestibles.

Dans son acception courante, le terroir représente la terre considérée sous l'angle de la production ou d'une production agricole caractéristique, espace exploité par un village, une communauté rurale. Il suggère ensuite un composé du sol et du climat correspondant à un espace sans limite autre que la spécificité d'un produit, ou un trait de culture. Province, campagne considérée sous le rapport de certaines habitudes spécifiques, ainsi que de la relation au passé, aux morts (Larousse 2013). Cette définition plus ouverte nous semble bien appropriée pour caractériser une configuration de l'espace qui ne saurait se résoudre à un ensemble politique contrôlé par un prince avec des limites politiques non établies, encore moins à une province qui en serait le démembrement.

Le terroir berbère, le terroir soninké, le terroir ouolof, le terroir fulbé, le terroir mandingue, le terroir sérère sont autant d'ensembles historiques

identifiables depuis des siècles par le jeu complexe de la terre, du mode de culture dominant, du type de l'habitat, de la communauté linguistique et de la vie de relation. C'est ce que l'observation directe à partir du vécu historique, des langues et des réseaux locaux d'échanges nous permet de retenir comme identité collective avérée et non comme identité prédéfinie à partir d'un modèle théorique surimposé. Le terroir nous apparaît comme le seul vestige social qui ait traversé la longue durée comme identité collective. Les langues, par-delà leur diversité et leurs nuances dialectales, gardent cette commune référence à cette communauté du sol et des échanges de biens, services et symboles qui identifient un terroir. De nos jours encore, en plein jacobinisme post-colonial et malgré la force des creusets urbains, c'est la référence aux terroirs du Walo, du Cayor, du Fuladou, du Sine, du Pakao, du Ganar ou du Gadiaga qui persiste dans les consciences individuelles, ces références renvoyant à un vécu historique qui ne saurait se résoudre à une quelconque construction politique.

Ainsi, le terroir tel que nous l'entendons n'est pas seulement l'aire de diffusion d'une langue, encore moins un simple ensemble défini par les conditions géographiques. De fait, les terroirs ont survécu aux tribulations politiques comme aux flux et reflux des échanges de longue distance parce qu'ils ont une vie de relation propre, et des acteurs qui se reconnaissent entre eux par la langue et les mœurs. Le commerce de longue distance et les relations entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires, de même que les diasporas, groupes-relais et leur *lingua franca*, sont aussi les éléments fédérateurs des terroirs, mais ils ne suffisent pas pour en définir les contours et les spécificités.

L'élément constitutif du terroir reste la spécialisation sur un produit dont une communauté assure la production, la préparation et l'échange local, en amont de l'intervention des diasporas marchandes spécialisées que sont les Dioulas, les Maures ou Niominkas. L'aire de la production du fer autour du fleuve Sénégal, le pays du mil de l'espace oulof et des sérères, les placers du sel saharien, les pêcheries du fleuve, la civilisation du riz des Mandingues du sud ou la ceinture de la cola en Haute-Guinée sont autant de terroirs très tôt identifiables et qui ont, avec des fortunes diverses, traversé les périodes historiques avec les mêmes communautés de langue et de vie de relation. C'est à partir de ces noyaux que se définissait le premier système d'échange de produits naturels, de produits agricoles ou artisanaux dans un système de partage, d'emprunt, de dons réciproques et d'entraide. C'est ce système qui prolonge les familles élargies dans un réseau complexe de relations de proximité qui définissent le terroir. C'est là sans aucun doute ce que les anthropologues ont identifié sans pouvoir le nommer ou le définir objective comme l'assise d'une communauté de langue.

La convergence linguistique dans un terroir, en plus de la forme collective d'adaptation au milieu, se fonde sur un système local d'échange et de solidarité suffisamment généralisé pour amener les membres d'une communauté à vouloir s'identifier collectivement (Nettle 1996). Le terroir apparaît donc comme une communauté qui, sur un espace continu, partage la même langue, les mêmes cultures, les mêmes formes d'habitat, mais surtout entre dans un même réseau local de réciprocité, de partage des produits, des informations et des rites. L'espace dans lequel s'exprime un réseau local d'échange généralisé des produits de la terre et du milieu, où la solidarité ethnique et la communauté de langue sont une réalité perceptible pour tout observateur contemporain.

Abdoulaye Bathily a bien eu raison d'insister sur la place des logiques de terroirs des communautés humaines, notamment dans les mutations de l'environnement. Il souligne, concernant le haut fleuve Sénégal :

De nombreuses pratiques propres à la civilisation urbaine séculaire de cette région du Haut-Sénégal ont conduit à la dégradation du milieu. On peut citer à titre d'exemple : l'extension continue des terroirs agraires au détriment des terres vierges et le raccourcissement du cycle des jachères sous l'effet d'une pression démographique permanente, aussi bien que la coupe excessive de bois soit pour l'industrie domestique (métallurgie du fer, fabrication d'acide et de colorants pour la teinturerie), soit pour la construction (bâtiments à terrasse), (Bathily 1985).

De façon récurrente, il nous semble que les communautés rurales ont bien gardé une autonomie et un impact dans leur environnement naturel, dans la configuration de leur espace comme de leur société. Le terroir a gardé un impact beaucoup plus durable que l'habitude de pensée et la force de l'écrit n'en ont donné aux princes et à leurs institutions politiques. Il s'agit donc de revenir à cet espace (Copans 1978) qui donnait une cohérence universelle à des sociétés marquées par un continuum culturel avant le paradigme de l'État territorial européen. L'apport de l'archéologie proto-historique et de la géographie rurale reste déterminant sous ce rapport lorsqu'elles nous permettent, au-delà du simple tableau géographique, des nomenclatures ou de la typologie des vestiges, de définir des strates culturelles et leurs cultures matérielles spécifiques, mais aussi les enjeux de pouvoir, la division du travail, la dynamique des échanges, les formes de l'habitat, les supports du sacré, de l'esthétique et surtout la cohérence de l'espace.

La longue marche des Soninké

Sur un fond soninké, un terroir berbère, un terroir ouolof et sérère, un terroir foubé et un terroir mandingue sont clairement identifiables dans une remarquable continuité depuis des siècles. Ces terroirs jamais cloisonnés sont restés soudés par des groupes-relais, des diasporas marchandes et une vie de relation qui défient le temps et l'instabilité des sphères politiques. La langue, la localisation géographique et les identités collectives sont restées paradoxalement vivaces (Hair 1967), bravant le temps, les guerres et les querelles dynastiques qui ont souvent donné une image chaotique à l'histoire de la Sénégambie. La terre et les hommes semblent restituer un décor et une trajectoire qui donnent plus de sens et de consistance à une histoire jusque-là confinée dans les tumultes des guerres, des ruptures politiques ou gestes dynastiques.

Nous avons adopté, après Hair, la continuité, depuis le XVe siècle, des noms de groupes, leur localisation géographique et leur langue pour définir ces identités. Les noms, malgré leur mauvaise transcription ou corruption, peuvent être des indicateurs d'identités que d'autres sources peuvent corroborer. Même l'anthropologie moderne atteste cette continuité en constatant, dans la période post-coloniale, un spectre linguistique composé du ouolof, du mandingue, du pulaar, du sérère, du diola, et du soninké. Ce spectre linguistique reste le meilleur témoin des terroirs historiques que les différents projets de construction nationale peinent toujours à effacer ou à recomposer (Cruise O'Brien 1998).

Dès les XVe et XVIe siècles, les localisations géographiques à travers la toponymie de la découverte sont associées à des repères géographiques comme les fleuves, les caps ou des plateaux qui sont d'abord des repères de navigation qui ne peuvent tenir lieu de limites politiques, mais permettent au moins une approximation de la distribution spatiale des communautés. Enfin, les langues auxquelles les sources se réfèrent, comparées aux langues actuelles, peuvent servir de moyens d'identification des communautés et ainsi permettre d'établir leur continuité malgré leur évolution ou l'élargissement de leurs locuteurs.

C'est sur cette base qu'on peut distinguer les trois champs historiques qui ont enserré tous les terroirs de la Sénégambie depuis l'Adrar mauritanien jusqu'au Rio Grande : l'espace berbère, l'espace ouolof-foubé, l'espace foubé-mandingue. L'espace berbère part des marges sud du désert depuis l'Adrar mauritanien jusqu'au fleuve Sénégal. L'espace ouolof-Foubé part du fleuve Sénégal à la Gambie avec des enclaves sérères, lébous, niominka. Cet espace présente une configuration dont rend bien compte le Tariq el Fettach, autant que les différents récits de voyage européens depuis Diego Gomez,

Cadamosto, Duarte Pacheco Pereira ou Valentin Fernandes et Alvares De Almada. Enfin, l'espace mandingue Foulbé qui commence avec les deux rives de la Gambie et traverse le cœur de l'espace guinéen jusqu'au-delà du Rio Grande. Cet espace comporte plusieurs terroirs de refuges de Bainouks, Floups, Nalou, Landoumans...

Pour chacun des groupes nomades berbères sanhaja, pasteurs peul, agriculteurs toucouleur, sonynké, ouolof, bambara, mossi, le milieu écologique, les réseaux d'échanges, le dynamisme des diasporas méditerranéennes se sont conjugués dans l'érection de formes politiques à travers des lignées familiales à la fois matrilineaires et patrilineaires. Ainsi, de l'Adrar mauritanien au fleuve Sénégal et à la boucle du Niger et au-delà, par d'innombrables excroissances yarsé, diakhanké, diawambe, dioula, azer, laobé, la même déferlante sahéenne a imprimé sa marque dans toute la Sénégalie.

Il existe du reste une frappante homogénéité culturelle qu'on retrouve dans la proximité linguistique, la communauté des traditions et des formes politiques. Du désert saharien à la boucle du Niger, dans l'espace politique occupé par le Ouagadougou, le Mali et le Ngabou, nomades et groupes sédentaires ont pu créer une communauté transculturelle dénommée Sénégalie, que le fait colonial allait transformer en AOF à la fin du XIXe siècle.

La généralisation du terme Sarakhollé serait le fait des Ouolofs, principaux informateurs des Européens au moment de l'ouverture de l'Atlantique. Dans la littérature de la découverte, le terme sarakhollé est décliné sous plusieurs formes à partir du XVIe siècle. Bathily émet une hypothèse selon laquelle le mot sarakhollé serait le dérivé d'une onomatopée en langue ouolof : « crier en faisant claquer la langue dans la bouche », pour désigner les Soninkés dont la langue leur paraissait rude (Bathily 1985). La fondation de Bono vers la fin du XIIIe siècle s'inscrit aussi dans cette tradition qui fait écho aux mouvements de populations de cette période depuis Djénné en direction de l'est sur le Niger et du sud vers la Côte de l'or (Meyerowitz 1951, 1960).

Il semble qu'à partir du XIVe siècle les migrations soninké aient atteint la Volta noire et les mines d'or Akan tandis que d'autres vagues de marchands et forgerons suivent les guerriers du Mandé vers la Haute-Guinée où elles s'établissent en Kafu. Il semble même très probable que les Akan, les Fanti et les Ashanti proviennent du même fonds migratoire à partir de la dispersion des populations du Ghana. La fréquence chez certaines de ces populations de la référence à Walata ou Dia atteste d'un probable rattachement de larges segments des populations de la Côte de l'or à l'empire soninké (Balmer 1925).

Les diasporas soninké ont d'abord essaimé dans le Haut-Niger où on retrouve leur trace dans le rayonnement de Djénné au XIIIe siècle. Les Soninkés ont alors subi une influence mandingue très nette à la faveur de l'expansion

de l'empire du Mali qui accompagne la geste de ses généraux avec une forte influence culturelle renforçant la mandinguisation des Soninkés comme de bon nombre de populations autochtones (Barbara 1974).

Vers le XV^e siècle, ils atteignirent le Bafing au débouché des mines d'or du Bambouk. Maurice Delafosse dans son Haut-Sénégal Niger présente un tableau des populations soninké qui rend bien compte de leur intégration précoce dans le paysage humain de toute la Sénégalie. Les Maures, selon Delafosse, ont donné aux Soninkés le nom d'Azer ou Adjer ; les Ouolofs les appellent Sarakhollé... Les Peuls les appellent Sébé (sing Tièdo) ou parfois Nononkobé, Sillabé, Sossobé ou Sossébé ou Ouangarbé. Il précise en outre que le terme Nononkobé s'applique à la tribu soninké qui fonda la ville de Djénne, celui de Sillabé au clan des Silla, celui de Sossobé ou Sossébé aux Soninkés du Sénégal et de la Gambie, notamment ceux restés païens et mélangés de Malinkés. Diaganka (Diakhanké), Marka et Maraga sont aussi d'autres désignations des Soninkés au sein de populations foulanké, malinké, bamana, dioula et mossi.

Le rayonnement des Soninkés se retrouve chez les Haoussa sous l'appellation de Ouangaraoua, Ouakoré chez les Songhai, Yarsé chez les Mossi de Ouagadougou, Kambossé chez les Mossi du Yatenga, Sakersé chez les Nankana, Yourou chez les Samo, Sorko chez les Koulango, Tiorbo chez les Sénoufo, Nzoko chez les Agni.

Bibliographie

- Balmer, W. T., 1925, *A history of the Akan peoples of the Gold coast*, London, Atlantis.
- Barbara, M. P., 1974, « Notes on dyula origins and nomenclature », *Bulletin de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire*, Tome XXXVI, p. 682.
- Bathily, A., 1985, *Guerriers, tributaires et marchands*, thèse d'État en histoire, Dakar, Université Cheikh Anta Diop.
- Braudel, F., 1969, « L'histoire des civilisations: le passé explique le présent », *Écrits sur l'histoire*, p. 255–314.
- Braudel, F., R. de Ayala, & P. Braudel, 1997, *Les ambitions de l'histoire*, available at: <http://philpapers.org/rec/BRALAD-3> [Consulté le décembre 1, 2016].
- Copans, J., 1978, « Ethnies et régions dans une formation sociale dominée: hypothèses à propos du cas sénégalais », *Anthropologie et Sociétés*, 2(1), p. 95–115.
- Cruise O'Brien, D., 1998, « The Shadow-politics of Wolofisation », *Journal of Modern African Studies*, 36(1), p. 25–46.
- Hair, P. E., 1967, « Ethnolinguistic continuity on the Guinea Coast », *The Journal of African History*, 8(02), p. 247–268.
- Krzyzaniak, L., 1978, « New light on early food-production in the Central Sudan », *Journal of African History*, 19(2), p. 159–172.
- Larousse, P., 2013, *Le Petit Larousse illustré: dictionnaire*, Paris, Larousse.

- Meyerowitz, E. L.-R., 1960, *The divine kingship in Ghana and ancient Egypt*, Faber and Faber, London, Oxford University Press, available at: <http://afraf.oxfordjournals.org/cgi/content/short/51/202/79>.
- Meyerowitz, E. L.-R., 1951, *The Sacred State of the Akan* Faber and Faber, London, Oxford University Press. Available at: <http://afraf.oxfordjournals.org/cgi/content/short/51/202/79>.
- Nettle, D., 1996, « Language diversity in West Africa : An ecological approach », *Journal of Anthropological Archaeology*, (15), p. 412-413.
- Porteres, R., 1962, « Berceaux agricoles primaires sur le continent africain », *The Journal of African History*, 3(02), p. 195–210.
- Sahlins, M., 1994 « Cosmologies of capitalism: The trans-pacific sector of « The World System » », *Culture/power/history: A reader in contemporary social theory*, p. 412–455.





Patterns of Migration and Population Mobility in Sudanic West Africa: Evidence from Ancient Kano, c. 800–1800 AD

Akachi Odoemene*

Abstract

In the last three decades historians of migration in Europe and the Americas have increasingly criticised the idea of a ‘mobility transition’, which assumed that pre-modern societies were geographically fairly immobile, and that people only started to move in unprecedented ways from the nineteenth century onwards. This paper takes this perspective as a point of departure, and further presents evidence of remarkable population mobility from ancient Kano, taking a *longue durée* viewpoint. It reconstructs the nature and transformative roles of constant and consistent migration and population mobility in Kano, which ensured enormous social interactions within and between culturally distinct communities and led to socio-cultural changes. This earned Kano a reputation as an important, formidable and large medieval urban metropolis in Western Sudan. Thus, ancient Kano, like elsewhere in Sudanic Africa, had a rich history of massive and systematic migration and population mobility since the ninth century AD.

Résumé

Au cours des trois dernières décennies, les historiens de la migration en Europe et dans les Amériques ont de plus en plus critiqué l’idée d’une « transition de la mobilité », qui supposait que les sociétés prémodernes étaient géographiquement assez immobiles et que les populations n’ont commencé à se déplacer de manière inédite qu’à partir du dix-neuvième siècle. Partant de ce point de vue, le présent article présente des éléments attestant de la remarquable mobilité démographique dans l’ancienne Kano, sous une perspective de longue durée. Il reconstruit la nature et les rôles transformateurs de la migration constante et de la mobilité de la population à Kano, qui a permis d’énormes interactions sociales au sein des communautés culturelles distinctes et entre celles-ci et conduit à des changements socioculturels. Cela a valu à Kano sa réputation de grande métropole urbaine médiévale importante et remarquable dans l’ouest du Soudan. Ainsi, l’ancien Kano, comme ailleurs dans l’Afrique soudanaise, a connu une riche histoire de migration massive et systématique et de mobilité de la population depuis le neuvième siècle après Jésus-Christ.

* Department of History and International Studies, Federal University Otuoke, Nigeria. Email: akaigolo@yahoo.com

Introduction

Zelinsky's (1971) 'mobility transition' model claimed that the type of migration that occurred within a society depended on how developed or what type of society it was. He drew a connection from migration to the stages of the development transition model (DTM). In the first phase, the 'pre-modern traditional society', that is, before the nineteenth century and the onset of urbanisation, Zelinsky assumed that there was very little migration among groups while natural increase rates were about zero. Thus, based on this model, scholars akin to Zelinsky have argued that most, if not all, pre-modern societies of the developing world were geographically fairly immobile, and that people only started to move in unprecedented ways from the nineteenth century onwards (Zelinsky 1971). Following from the foregoing arguments, two distinct errors of judgement could be established. The first is the assumption that 'pre-modern traditional societies', particularly in the global south, were essentially lacking 'urban' statuses. As research has shown, many pre-colonial, 'pre-modern' and 'traditional' African societies were very urban in nature. Kano, the focus here is, indeed, a case in point. The second is the idea and assumption of 'mobility transition' itself; the challenge of these notions would be the point of departure for and forms the fulcrum of the discourse.

In the last three decades, migration historians in Europe and the Americas increasingly criticised the 'mobility transition' idea, showing evidence from their specific locales for their positions. Likewise, the present study essentially seeks to present evidence from the Western Sudan. Historically, a great deal of demographic mobility took place in the distant past; African societies were not exceptions to this phenomenon. Indeed, pre-colonial Western Sudan has a long history of population mobility, both regionally and internationally, and many of its communities often contained alien residents. A remarkable example of such societies was ancient Kano, whose magnificent history started around the seventh century. From then onwards, Kano's history was underlined by consistent and massive population movements, within and between it and other geopolitical regions, for more than one thousand years.

This paper reconstructs the nature and transformative roles of migrations and population mobility in ancient Kano over a one thousand years' time frame. It identifies and interrogates four evidences of basic mobility forms: (a) existence of segregated neighbourhoods, (b) inward migration by 'foreigners', (c) outward emigration by indigenes/locals, and (d) seasonal cross-community migrations (by both ; foreigners' and indigenes/locals). While all these forms have often included both voluntary and forced migratory or settlement processes, they have, equally, been permanent or semi-permanent patterns, as well as short-term engagements. The paper has four sections and proceeds in the following order: after this section (general

introduction), the second discusses foundations of Kano from its ancient origins, highlighting some of its eventual notable characteristics. In the third section, the nature and trends of the four forms of mobility trends are articulated and interrogated. The fourth section attempts a synthesis of the main arguments, thus concluding the paper.

Ancient Kano: Origins, Growth and Development

Kano lies in Hausaland (Kasar Hausawa) in present-day Northern Nigeria. The Bayajidda myth of origin noted Kano, alongside Daura, Biram, Katsina, Zaria, Rano and Gobir, as one of the seven 'legitimate' Hausa states ('Hausa *Bakwai*') (Hodgkin 1975; Barkindo 1989; Falola and Heaton 2008:28). These, together with another group – the 'Hausa *Banza*'¹ – form the bulk of today's Northern Nigeria (Odoemene 2008:232). The *Kano Chronicle* (n.d.), (hereafter *KC*) noted Gaya, a small village, about 60 kilometers from Kano, as playing an important role in the founding of Kano. In the first instance, Gaya was an important terminus of a migratory corridor through which there were influxes of immigrating peoples especially from Eastern Sudan, the Maghreb and Middle East. Secondly, Willet suggests that Gaya provided a name to the settlement founded in the seventh century by certain blacksmiths led by a man named Kano from Gaya ethnic group (Willet 1971:368). The blacksmiths came in search of iron ore (*tama*) used for manufacturing farming and hunting implements. They reached Dala (Dalla) Hill where they found iron ore, and met the area's earliest settlers (Smith 1983:31; Albert 1996:24–9).² The Gaya group eventually settled permanently at Dala Hill, leading to settlement patterns, which formed the core of the eventual new town (Odoemene 2008).

Interestingly, Angela Fagg's archaeological discovery confirmed the remote presence of such skilled groups of blacksmiths, miners and smelters at Dala hill (Willet 1971:368). Thus, it would be safe to argue from the foregoing that Kano developed from a local society enriched by migratory trends. This led to an eventual mixture of groups through integration and assimilation into an emergent identity – the Kano Hausa. For instance, the indigenous natives of Kano, the *Kanawa*, alongside the *Abagayawa*, claim descent from Kano's original inhabitants (Njeru n.d.). These natives' skirmishes and relations with the Kwararafa led to the assimilation of Kwararafa slaves into the *Kanawa* society (Abubakar 1989). Furthermore, intermarriage between Sudanic migrants and the earlier settlers in the area brought about the establishment of the first political community in Kano, which contained eleven occupational tribes (*Kano Chronicle* n.d.). As Adamu (n.d.) opined:

From this humble beginning, a smallish cottage industry seemed to have been established ... Since all the migrants came along with their own skills in other areas of craftsmanship, this resulted in new industries such as weaving,

dying, tanning and others being established. It also led to the establishment of a loose confederation of related elements in the form of eleven occupational tribes in the basin. Thus as early as 6th to 7th century the Dala basement provided Kano with its first urban cluster.

Kano became particularly famous as a unique trans-Saharan and Sahelian commercial/trades terminal from the thirteenth century (Paden 1970; Osaghae 1994; Albert 1996; Odoemene 2008; Ehrhardt 2008:2). Falola and Heaton (2008:28) argued that Hausa states owed their rise 'to the instability created by the collapse of the first Kanuri Empire to the east and the fall of the Western Sudanic kingdoms of Mali (in the fifteenth century) and Songhay (in the sixteenth century)'. Indeed, these coincided with the period of Kano's 'coming of age', which 'took advantage of the shift of important trans-Saharan trade routes from Mali and Songhay (empires) towards the central savanna' (Falola and Heaton 2008:28). Kano became even more notable as an Islamic learning centre, owing to the introduction of Islam in the fourteenth century and its emergence as state religion by the fifteenth century (Paden 1973:42). Indeed, Islam is noted as 'the greatest influence in the socio-political organization of Kano' (Osaghae 1994:26). These ensured enormous social interactions within and between culturally distinct communities and quickly earned Kano a reputation as a formidable medieval urban metropolis – the largest of such in Sudanic West Africa (Odoemene 2008:232). By the turn of the nineteenth century, Kano became the most important commercial, religious and educational centre in the area (Odoemene 2008).

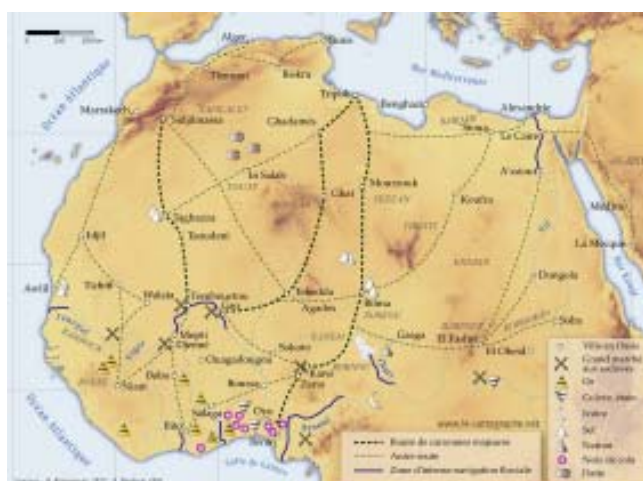


Figure 1: Sudanic Africa showing Kano in the trans-Saharan Trade

Ancient Kano fought many battles and, over time, grew both in magnitude and might, mainly by ‘dominating and incorporating several old chiefdoms, equal in age and status ...’ (Smith 1997:68). However, its war with the Fulani *Jihadists* at the beginning of the nineteenth century, in which it was worsted in 1807, was the most significant, Kano thus became an *Emirate* under Sokoto Caliphate, and from then, was radically transformed in various aspects, becoming ‘the strongest state in Hausaland, possessing an organised army and a well-fortified town’ (Olaniyi 2005:13) by the turn of the twentieth century. Due to its military magnificence, it was noted that Kano ‘represented the principal military power of the northern states, and it was well understood that Kano was the power with which the British strength would be first seriously measured’ (Shaw 1905:439). Kano fell to the British colonisers’ military expedition in 1903, though fiercely resisted by its emir, Aliyu, and his subjects (Albert 1996:29). Consequently, Kano was effectively incorporated into the British ‘Nigerian project’.

A distinctive feature of Kano from ancient times was the imposing defensive wall surrounding the old city-state. Its foundation was laid by *Sarkin* Gijimasu (Gigi) (1095–1134) and was completed during the reign of *Sarkin* Osumanu Zamnagawa (1342–1349). As Njeru (n.d., p. 28) noted, the wall was further extended by 54 per cent (to its current position) in the reign of *Sarkin* Muhammadu Runfa (1463–1499). Oddly described as ‘stupendous’ by Lugard (1904:20), this massive mud-wall stood at ‘30 to 50 feet high and 40 feet thick at the base, with a double ditch in front. Their [sic] perimeter was 11 miles, with thirteen gates set each in a massive entrance tower’ (Lugard 1904:20). Instructively, the gates were used to control people’s movement in and out of the city (Ancient Kano City Wall, n.d.). The nucleus of the ancient Kano city-state lies between latitude 13°N in the north and 11°N in the south, and longitude 8°E in the west and 10°E in the east (Olaniyi 2005:12).

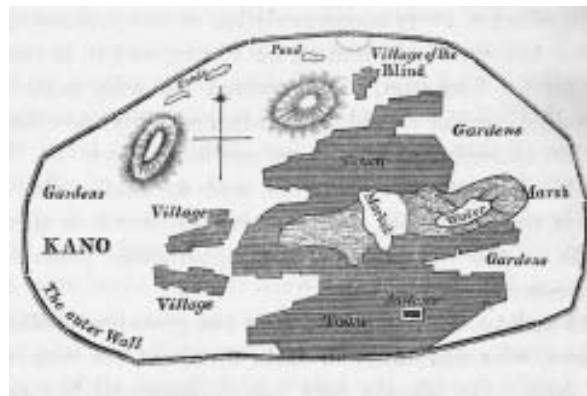


Figure 2: Outlay of Kano (sketched 1826) showing the famous defensive wall.

Evidence of Population Movements: Forms and Implications

There is sufficient evidence of cumulative population movements within and around the ancient Kano region between the ninth and nineteenth centuries AD to suggest that such an attractive country as Kano received substantial immigration from north and east (Smith 1983:41), and emigration out of the city. This section would attempt an exposition of the different forms of evidence of continuous and consistent population mobility in ancient Kano, contrary to the opinions of some scholars of absence of the same. In articulating these evidences, the section is delineated into four distinct sub-sections for better understanding.

Segregated Residential Neighbourhoods

In discussing the evidence of pre-colonial population mobility and concentration in Kano, a strikingly remarkable point of departure should be some discourse on its segregated residential neighbourhoods, which divides, both socially and otherwise, the 'natives' and 'foreigners' of the city. The colonial Land and Native Rights Ordinance of 1910 in Nigeria's Northern Protectorates discouraged free immigration of southerners to the north (Odoemene 2008:234). It was manipulated to limit such migrations,³ and was eventually reinforced by the 1912 Sabon Gari Policy, which established structured residential segregation in Northern Nigeria (Osaghae 1994; Olaniyi 2003; Nnoli 1978).⁴ This forced southerners who migrated to the north to live separately away from their northern hosts (Nnoli 2003; Odoemene 2008:234). These colonial developments – the 1910 ordinance and 1912 policy – were, however, not the origin of 'residential segregation' in Kano, historically. Rather, this is traceable to a pre-colonial development in the city-state.

The present Kano's segregational system has roots in the pre-colonial traditional setting of the *Birni* and *Waje* introduced in the fourteenth century. These were different in operational mode from the later colonial developments. The *Birni* (walled, traditional city), on the one hand, is almost exclusively reserved for the *Kanawa* and other Hausa. No stranger is unduly welcomed in this exclusive settlement, except in occasional cases when Muslim immigrants were quartered therein (Nwaka 2008:5). The other was the *Waje* (the outside city) where 'foreigners' lived (Albert 1993a). Indeed, the traditional society-sanctioned importance of this system was clear and understood.

It is noteworthy that a significant feature of the pre-colonial *Waje* quarter for aliens was the subsequent further division into many other wards (settlement patterns), essentially based on ethnicity and occupation (Albert 1993a). For instance, the *Tudun Nupawa* and *Yakassai* wards were created for Nupe weavers and traders, who also settled early Yoruba traders in Kano therein (Fika 1978:158; Olaniyi 2004:88). Similarly, by the seventeenth century

when Yoruba traders in the city had turned into a sizable colony, a separate ward, *Tudun Ayagi*, was allocated to them (Olaniyi 2004:88). Furthermore, as the *Birni* could host Muslim immigrants, Wangarawa migrants and those of Arab origin who came into Kano were quartered therein. The *Sharifai* and *Durimin Turawa* settlements, respectively, were set up for these groups (Albert 1994:50; Olaniyi 2006:389–390).



Figure 3: Residential Structures in Kano (late eighteenth Century)

Three important points need to be made about the existence of the segregated neighbourhoods/quarters in pre-colonial Kano. First, it should be noted that the original idea of these quarters was not to emphasise the differences of the diverse groups inhabiting Kano city at the time, but to prevent and safeguard, as much as possible, the undesirable pollution of Islam by *Kafirs* (*Kafurai* – unbelievers/infidels), while maintaining good relations with all men (Albert 1993a; Osaghae 1994; Olaniyi 2003; Odoemene 2008). Second, these neighbourhoods meant the existence of group commercial diaspora – trading groups of spatially dispersed but socially interdependent communities outside of their indigenous homelands (Cohen 1971). The essential point to note here is that the establishment of such commercial and/or trading diaspora networks in Kano was an indication of international trade. Third, and most importantly, their existence only emphasised the actuality of migrations and the presence of alien resident groups of sizable numbers in the city in ancient times on account of such migrations.

Immigration into the City-state

Right from the origins of Kano, its history has been marked by trends in immigration into the city. These immigrations were by diverse groups of blacksmiths, scholars, preachers, itinerants, merchants and invaders who came in large numbers and many of whom eventually made Kano their home. Historically, the bulk of these immigrations – apart from those of the foundation group, the Gaya animist blacksmiths, to the Dala Hill in the seventh century – began since the eleventh century, well before Kano evolved as a commercial centre on the trans-Saharan trade route (Lacey 1985:688). While many migrated over long distances, others only moved within a single geographical region.

A second wave of migration was by Bagauda-led Maguzawa immigrants in the eleventh century. They conquered the Dala settlement and established a formidable political entity in the region. These two streams remained the most significant primary immigrations into Kano area – but not the only – until in the fifteenth century. The Kwararafa and Bornu states had at several times invaded the settlement and had some of their subjects incorporated into Kano before the city-state's integration into the trans-Saharan trade and the eventual arrival of the Arabs (*Kano Chronicle*, n.d.; Fisher 1975:134–136). Other notable neighbours of Kano, like Kanuri, Gobir, Kebbi, Yauri, Zazzau, Asben, and Nupe, were not just early arrivals in Kano, but equally continuous immigrants into the area – a situation which defies any strict allotment of a period that could be linked to their movements (*Kano Chronicle*, n.d.). This is more so as most of these city-states in question were also Hausa-speaking like Kano, thus making their identification a bit difficult.

The Fulani began migrating from the Futa Jalon and Futa Toro mountains areas of Senegambia country and settling down in permanent quarters in the Hausa towns since the end of the thirteenth century (Whittlesey 1937:184). In Kano, the Fulani (and other more recent immigrants) commonly built their compounds south of the Jakara, and by the end of the eighteenth century they were numerous enough to have doubled the walled area of the town (Whittlesey 1937). Their influence in the region kept growing and by the turn of the nineteenth century they had become so powerful as to overthrow the incumbent Hausa leadership through the reformist *jihad* of 1804, aimed at arresting the growing degeneration of Muslims into syncretism (Naniya 2000:3). Reaching Kano in 1807, it supplanted its leadership with that of the Fulani-led *emirship*, which still exists.

Since Kano was essentially a commercial confluence from the tenth century, it was necessarily linked with several regions and markets through arteries of trade routes and caravan traders. Kano served as the terminus of

the two central caravan routes through Ghadames, Ghat, Tintellus, Agades and Katsina (Smith 1997:1). The second trade route, to the East, linked Murzuk through Kauwar and Bilma to Bornu (Olaniyi 2004:80). Similarly,

Kano was also one of the major centers of the trans-Sudanic commercial traffic through which Kukawa and Wadai were linked with Gwanja and Timbuktu on the Niger bend to Kumasi, Bida Katunga (Oyo ile), Zamfara, Kebbi, Zaria and Zinder. ... various trade routes connected Kano with the interior and coast of Yorubaland. From the coasts of Lagos, trade routes passed through Abeokuta, Ibadan, Oyo, Iseyin, Igboho, Igbeti, Ogbomoso and Ilorin to Kano. There were [also] several trade routes from Kano, which crossed the river Niger through Lafiagi, Ogudu and Jebba terminating at Ilorin (Olaniyi 2004:80).

Through these intricate and complex networks of commercial activities, Kano became a ‘melting pot’ of a sort for different groups from Arabia, North Africa and diverse Sudanic West African peoples, as trade tied many regions together in an interdependent network of production and exchange. More convincing is the fact that evidence points to the trade caravans involved in the various routes often consisted of traders numbering about 1,000 people and beyond (Olaniyi 2004; Lydon 2009; Baier 1977). In reality, it was this ‘melting pot’ phenomenon, by virtue of its strategic location at the trans-Saharan and Sahelian trade routes, and the correspondingly large numbers of population mobility involved, which set the stage for the immigration of diverse groups into Kano, some of which we shall now explore.

Around 1380 AD, the Wangarawa (Wangara), a group of Mende-speaking Muslim clerics, scholars and merchants from the ancient Mali Empire began to come into Kano (East 1933:5–6; Albert 1994:48). Led by *Sheikh* Abdurrahman Zaitte (Abd al-Rahman Zagaiti), they came in very large numbers during the reign of *Sarkin* Yaji (1349–1385 AD). The Wangarawa were credited with the introduction of Islam to Kano (*Kano Chronicle* n.d., p. 70), apparently working hand-in-glove with another distinguished missionary, the *Sheikh* Muhammad bin Abd al-Karim al-Maghili of Tlemsen, and his group, who had arrived in Kano only three days before *Sheikh* Zaitte and his large following (Al-Hajj 1968:10–11). This position is supported by the *KC* which noted that *Sheikh* al-Maghili ‘... had established the faith of Islam and the learned men had grown numerous in Kano, and all the country had accepted the faith ...’ (*Kano Chronicle* n.d., p. 77). In collaboration with Bagauda kings then in power in Kano, the Wangarawa facilitated Islam becoming the official state religion in the fifteenth century and subsequently hosting a number of Islamic scholars whose activities facilitated the overthrow of the pagan Hausa natives, otherwise known as the Maguzawa (Paden 1973:42). Following the gains made from the fifteenth century upwards,

Kano has remained a renowned centre of Islamic civilization and scholarship (Osaghae 1994:26), welcoming Islamic scholars from far away Middle East, North Africa and all around Africa (Odoemene 2008:233). During the eighteenth century there was also another recorded large migration of people from the city of Agades of Mali Empire to Kano (*Kano Chronicle* n.d.).

An indispensable group, probably the most notable, of major immigrants and settlers in Kano since pre-colonial times has been Arabs of diverse origins, but predominantly from Tripoli, Tunis, Egypt, Algiers and elsewhere in the Far East and Arabia (Paden 1970; Albert 1993b; Naniya 2000). Indeed, Arabs more than any other group, have had the greatest influence in the socio-cultural and economic development of Kano. Naniya (2000:1) noted that '[B]etween 1000 and 1500 A.D. not only was the influence of the Arabs felt in these areas, but quite a substantial number of them established settlements especially in the Central Sudan, particularly Kanem and Borno, Katsina and Kano'. As a result of extensive processes of interactions and incorporations, Arab settlers in ancient Kano rubbed-off on its socio-cultural and economic development over time. These have shown evidence in several ways: scholarship, administration, architecture, arts and crafts, food and language areas show great Arabic influences.

For instance, by the fifteenth and sixteenth centuries, Kano had some indigenous scholars who pioneered literary scholarship in the region. During the seventeenth and eighteenth centuries the tradition of this scholarship matured and gave birth to an indigenous form of writing, the *Ajami*, using Arabic letters, which was used for communication among the wider spectrum of the population who might not be privileged to speak and understand Arabic (Naniya 2000:9). Again, the authorship of *KC* is believed to lie with a small community of Ghadames Arab scholars who arrived and settled in Kano in the reign of *Sarkin* Yakubu (1452–1463 AD) (Smith 1983:34). Another intellectual influence was brought about through the proliferation of the culture of *Sufism* among Muslims of Central Sudan. Prominent among the Sufi orders introduced or strengthened in the region included *Qadiriyya* (from Baghdad), *Tijjaniyya* (from North Africa, but through Senegal) and the *Arusiyya* (from Tripoli). Many of these *Sufi* orders maintained (and still maintain) their links with their countries of origin in the Arab world (Naniya 2000:5). Again, many Arab scholars learned in the *Shari'a*, apart from being Islamic instructors/teachers, were also often appointed as *Alkalai* (in *Shari'a* courts) in Kano, especially in the sixteenth century (Naniya 2000:6).

As far as architecture is concerned, evidence shows that from the fifteenth century when contact with North Africa became very extensive, the structure and make of houses in Kano changed significantly. Saad (1989) also noted that the early walls of Kano were made of wooden stockade, but by the

fifteenth century the development of clay or mud houses with geometric decoration and *Azara* roofing became prominent. Remarkably, the layout design for the market established by *Sarkin* Rumfa in a town centre with a mosque erected within 'represented a plan standard at this time' in the Maghreb (Last 1985). In terms of language, Kano's native Hausa language has borrowed extensively from the Arabic vocabulary (Naniya 2000: 9). All these are evidence of strong Arabic influences in Kano, which occurred over time, due to the settling of Arab immigrants in the city. The Arabs were equally noted as 'gifted' in terms of arts and crafts. It was in recognition of all this specialised expertise of Arab settlers that Kano made conscious efforts to encourage more of them to settle permanently (Naniya 2000:8). Noting the strategic place Arabs occupied, it was argued that:

In Kano ... Arab settlers had occupied various quarters such as Alfindiki, Alkantara, Dandali, Dukurawa, Sanka and Sharifai, to mention the better known. Gradually the interaction culminated in intermarriages, a development that left a number of Kanawa and Kanuri with a tradition of tracing their origin to Libya, Algeria, Tunisia, Morocco or Egypt. Suffice it to say that some of these descendants obtained appointments in the service of their areas of residence. In Kano, for example, the title of *Ma'aji* (Treasurer) was reserved for them in the Kano Native Authority at the beginning of the colonial period in recognition of the tremendous contributions of their forefathers in the development of trade and in fiscal policy administration in the Emirate (Naniya 2000:10–11, 1990).

Again, it has been argued that the fifteenth century expansion of the city's walls was necessitated by the desire to accommodate immigrants from Bornu and North Africa (Frishman 1986). For instance, a case recorded by the *Bornu Chronicle* noted that Othman Kalama and his large group of supporters took refuge in Kano in 1432 AD (Palmer, 1908:60). Similarly, *KC* reported a similar situation where a great prince from South Bornu, Dagachi (meaning ruler/king) arrived and settled in Kano 'with many men and *mallams*' during the reign of *Sarkin* Dauda (1421–1438) (*Kano Chronicle*, n.d.; Palmer 1908:60).⁵

From the fifteenth century, commerce and Islamic religion formed an intractable web of linkages between Yorubaland and Hausaland (Adamu 1978:123; Olaniyi 2004:81). With its control of some principal ports along the Atlantic coast, the Yoruba became one of the major dispersers of such European goods and products as copper dishes, calico and cotton (from Manchester), French silk, red cloth (from Saxony), beads (from Venice and Trieste), eye glasses and needles (from Nuremberg), and cowry shells (from Portugal) (Barth 1966),⁶ through the northward extensive trade routes and

markets up to Kano. Eventually, many of such products from the Atlantic coast passed through the trans-Saharan trade to North Africa and Arabia. In the same vein, products from Arabia, North Africa and the Sahelian regions, some of which included sword blades, razors and Egyptian linen striped with gold (Naniya 2000:7), were equally re-distributed by the Yoruba among groups of the forest regions, south of Kano.

Through these networks, Yoruba settlers' colonies were eventually founded – for instance *Tudun Ayagi*, as was noted earlier – thus effectively establishing the Yoruba commercial diaspora in Kano (Olaniyi 2006:389–390). Similarly, as Smith noted, there was 'a colony of traders from the Oyo town of Ogbomoso in eighteenth century Kano' (Smith 1976:33–34; Abdulsalam 1980:15–18). Such commercial colonies or diaspora had immense benefits and provided diverse range of services in Kano, which included 'language interpretation, informal banking services, and more specifically, free provision of accommodation for creating an enlarged clientele network and patronage' (Olaniyi 2004:86). With these developments, the Yoruba became one of the notable and formidable pre-colonial immigrant settlers in ancient Kano.

In all, therefore, Kano's sojourners were drawn from the limits of Senegambia in the west, over the oases of the Sahara to the borders of Tunis, Tripoli, Egypt and Darfur in the north, and into the countries of Wadai, Bagirmi and Adamawa in the south-east and south-west frontiers. From the forest regions southwards, the Nupe and Yoruba were also drawn to the magnificent city-state. This influx of diverse groups had great effects on the culture, language and architecture of Kano over time.

Emigration out of Metropolitan Kano

Permanent or semi-permanent exit out of Kano occurred for diverse reasons. Undeniably, it has been noted that the *Kanawa* often engaged in long-distance trade, pilgrimages and warfare (Nwaka 2008:3). Though voluntary emigrations occurred, as has been noted, most of the city's native stocks were often dispersed *en masse* due to violent circumstances, which included internal dissensions, slave raids and trade, as well as wars, both civil and 'international'. For sure, many such cases of large dispersion of local natives are well documented.

KC recorded that in the reign of *Sarkin* Usumanu Zamnagawa (1343–1349), the Maguzawa, whom Hunwick asserted have in modern times come to stand as relics of pre-Islamic Hausa culture (Hunwick 1994), flocked out of the city to Fongui (Fankui) (Smith 1983:37). A slightly different account claimed that Zamnagawa had killed many of the Maguzawa, thus causing many of the survivors among them to flee Kano (El-Arabi 1933; Shankar 2005:291). But, they were not the only Hausa group who fled Kano with the

ascendency of Islam. The persecution was also directed against the Santolo whose men were all murdered, while the lives of the women and children were spared, and Tsibiri members who were vanquished by *Sarkin* Yaji (1349–1385 AD) (Shankar 2005:291). Others affected included Chadic-speakers (Hausa, Bolawa) and groups of Niger-Congo speakers, who were perhaps the descendants of Mbau (including Mbutawa and Warjawa). The fleeing of peoples of these persecuted groups occurred in successive waves (Shankar 2005:291). The main reason for persecuting these groups was religious differences: these peoples were animists while Kano, at this period, had become an Islamic state (*Kano Chronicle* n.d., p. 37). Importantly, *KC* aptly noted that Yaji was praised in songs as ‘the scatterer of hosts and lord of the town’ (*Kano Chronicle* n.d., pp. 104–107).

Many neighbouring and equally strong empires engaged in warfare with ancient Kano at one time or the other. For instance, during the reign of *Sarkin* Kanajeji (1390–1410) Kano ‘suffered a great defeat at the hands of Zaria’ (Shankar 2005:292). Again, *Askia* Muhammad el-Hajj of Songhay (1493–1528) was reported to have ‘waged war against the king of Kano, whom after a long siege, he took and compelled him to marry one of his daughters, restoring him again to his kingdom’ (Leo 1896:830). Kano had equally been subject, at some time in the sixteenth century, to both Borno and Kebbi Empires (Smith 1983:47), while the Kwararafa (Jukun) state warriors to the city’s southeast boundary also engaged Kano in a prolonged war in the seventeenth century (*Kano Chronicle* n.d., pp. 107–8; 120–22; Shankar 2005:283). The war with the Jukun was somewhat decisive as ‘Kwararafa ate up the whole country and Kano became weak’ (*Kano Chronicle* n.d., p. 116).⁷

Similarly, the men of Katsina on Kano’s western boarder were reported to have kept ‘harrying Kano’ (*Kano Chronicle* n.d., pp. 116) in the time of *Sarkin* Abubakar Kado (1565–1573 AD). This usual enemy reportedly worsted Kano so badly that ‘the country was denuded of people’ (*Kano Chronicle* n.d., pp. 114; Shankar 2005:283). Furthermore, the Kebbawa invaded Kano in the first part of the sixteenth century (Lovejoy et al. 1993:49; Shankar 2005:294). The Fulani *jihadists* also ravaged and conquered Kano during the reign of *Sarkin* Mohamma Alwali (1781–1807), on account of which the ousted leader initially fled to Zaria (Smith 1983:47; *Kano Chronicle* n.d.) but was eventually assassinated by the *Jihadists* at Burum-Burum (*Kano Chronicle* n.d.). *KC* further recorded issues of dynastic conflicts, of civil war, rebellion, internal revolt and the likes, all in Kano (*Kano Chronicle* n.d.; Smith 1983). Necessarily, such civil strife within Kano or between it and its neighbours must have produced ‘prisoners of war’ or ‘human booties’ which were disposed of in the equally inglorious, though less notorious trans-Saharan

slave trade.⁸ As ancient Kano served as a redistribution centre and emporium where North African and Arab traders exchanged goods and services for products from the forest regions south of Kano and crafts produced in the northern region (Lacey 1985, p. 688), slaves were, arguably, a prominent article of trade in such markets at the time. Thus, the slave trade also served as a major process of dispersal of people in ancient Kano.

Reacting to what was noted as ‘a thrilling description of the great Slave-market at Kano [having] ... usually about 500 Slaves on sale’, as reported in the *Pall Mall Gazette* of 29 October 1895, Allen opined that

...considerable numbers of slaves passed through Eastern Tripoli, and were shipped in small batches to various ports in Turkey; and this bears upon the statement of ‘Pioneer’ that one of the markets for slaves sold in Kano and other towns is the far distant province of Tripoli (Allen 1895:255).

Other important contributors to migrations out of ancient Kano were natural disasters, a few of which were documented. For instance, during the reign of Alwali, the city-state experienced widespread and long-lasting famine. Again, Kano was host to a deadly plague (*waba*) that ravaged the metropolis for about four years, causing the death of many people, including those of *Sarkin* Kisoke (Kisoki) (1509–1565 AD) and two of his successors, Yakubu (Yakufu) (1565 AD) and Dauda Abasama (1565 AD), both of whom died in less than a year (*Kano Chronicle* n.d.). Naturally, such natural disasters were strong enough triggers of population mobility, as people were bound to ‘move’ in search of a safer abode and a quest for survival. This was, apparently, the case of Kano at these times.

The central argument and critical point being made in this subsection is that the different factors that have been discussed, both individually and sometimes collectively, were destabilising to socio-political order. Thus, they were necessarily responsible for and engineered a massive exodus of Kano’s population, ensuing in refugees emigrating for safety reasons. The emigration was often either on a permanent basis or, in some notable cases, on a semi-permanent basis. For instance, the Maguzawa were said to have come back again and again, despite the persecutions they faced.

Seasonal/Periodic Migrations

It has been amply established that commerce and religion were central in the life and development of Kano over the years. With these in mind, therefore, the main argument here would be rather deductive from these two remarkable trends, following some plausible threads of reasoning derived from the lived experiences of Kano inhabitants, rather than from conventional sources. Certainly, this in no way makes them any less plausible or acceptable.

Essentially, many, if not most ancient Kano residents became involved with trade and commerce of one kind or the other, as the opportunities for these were enormous and rewarding. While many of these commercial activities entailed transacting such businesses in Kano, some equally required the participant to embark on journeys or migrations of sorts. These could have taken such traders all the way to the Maghreb, North Africa, and/or the Arabian country (in the north), and to the frontiers of the Yoruba, Nupe and Bini kingdoms respectively, or even to the Igbo country and its environs (to the south). In other words, quite unlike a case where traders would be part of groups' commercial diaspora, as mentioned earlier, the situation here necessitated traders embarking on trade migrations on a short-term basis, and returning to Kano or their other settlements as soon as such economic/trade transactions had been completed.

On the second level is the religious dimension of the periodic/seasonal migrations engaged in by Kano residents. It is common knowledge that the great king of Mali Empire, Mansa Musa, made his flamboyant religious pilgrimage (*Hajj*) to Mecca in 1326 AD (Palmer 1908:59) and soon after, in the same century, Islam was introduced into Kano city and got established as state religion a century later. Since it is obligatory that at least once during their lifetime all Muslims made the *Hajj* to the holy city (Mecca) to participate in some special rites, ancient Kano Muslims were not left out in this spiritual obligation tradition. From the foregoing it would be plausible to argue that many Kano residents must have performed the religious pilgrimage to Mecca, especially from the fifteenth century when Kano evolved into an Islamic theocratic city-state. Indeed, a CIA 'country studies' report on Islam in modern Northern Nigeria which noted that '[T]he ancient custom of spending years walking across Africa to reach Mecca was still practiced' ('Islam' n.d.) corroborates this claim. Such pilgrimages were most often seasonal and short-term in nature.

Conclusion

One is at a loss as to why Zelinsky's 'mobility transition' thesis has been 'influential' among many migration scholars to date. Indeed, its flaws are numerous, but a single point has been focused on and dealt with in this paper: that pre-modern societies were geographically fairly immobile and that people only started to move in unprecedented ways from the nineteenth century onwards is clearly fallacious. This position has been amply demonstrated using the case of Kano, amongst many other evidences of interest all around Africa. The arguments in this paper were essentially directed towards four threads of evidence of vibrant population mobility in ancient

Kano. The paper ascertained the presence of ancient ethnic- and occupational-based segregated neighbourhoods, which only points to the presence of 'alien' groups in the area. Also, an interrogation of the ancient emigration, immigration and seasonal migratory trends of ancient Kano residents and visitors further affirms the position on mobility vibrancy in Kano within the 'pre-modern' era.

Kano has grown from a small settlement of a group of people to a large metropolitan city within a heavily populated region in its over one-thousand-year history (Frishman 1977:245). Undeniably, as has been amply demonstrated in this paper, the city's attainment of a reputation for boisterous commerce, political vibrancy, religiosity and liberal accommodation policy (Olaniyi 2005:12) has been engineered and foisted by consistent and continuous population mobility of diverse kinds in and out of the city. Thus, contrary to the claimed 'immobility' of peoples before the dawn of the nineteenth century, ancient Kano, like elsewhere in West Sudan, has a rich history of massive, constant and systematic migrations and population mobility since the seventh century.

Notes

1. The seven "Hausa *Banza*" ("illegitimate" or "Bastard" Hausa states) include Zamfara, Kororofa (Kwararafa), Kebbi, Nupe, Yoruba (Ilorin), Gwari, and Yauri.
2. Smith suggests in his work that the earliest settlers in the Dala Hill region must have been an autochthonous group.
3. The colonialist believed that the southerners were capable of undermining the alliance between them and the Fulani ruling class, which they deemed crucial for colonial enterprise in Nigeria.
4. This colonial arrangement was primarily employed so as to keep the northern elements from the 'corruptive' nationalist tendencies of the migrant southerners, among other reasons.
5. Palmer argued that very probably from these circumstances, Dagachi is Othman Kalama.
6. It is noteworthy that cowries imported by Portuguese traders became a leading currency system in Western Sudan from the 18th century. For more details, see: Marion Johnson, (1970) "The Cowrie Currencies of West Africa," *Journal of African History*, Vol. 11, 17-49.
7. It has been established that Kwararafa was able to collect tribute from Kano for some time in this period. For some discourses on this, see Paul Lovejoy, Abdullahi Mahadi and Mansur I. Mukhtar, (1993) "Notes on the History of Kano [1909]: A Lost Chronicle on Political Office," *Sudanic Africa*, Vol. 4.
8. This comparison is being made in the light of the reputation and legacies of the "Trans-Atlantic Slave Trade" which was bigger in volume, more inhuman and deadly than its Trans-Saharan version.

References

- Anon, n.d., 'Ancient Kano City Wall (Kano)'. Available online at <http://wikimapia.org/11477750/Ancient-Kano-City-Wall>. Accessed on 27 September 2010.
- Anon, n.d., 'Islam'. Available online at <http://countrystudies.us/nigeria/46.htm>. Accessed on 17 March 2011.
- Abdulsalam, I. K. O., 1980, 'A Socio-economic Study of the Introduction and Impact of Islam to Ogbomoso, 1800–1979', unpublished B.A. History Project, Bayero University Kano, Nigeria.
- Abubakar, S., 1989, 'The Kwararafa Factor in the History of Kano', in B. M. Barkindo, ed., *Kano and Some of Her Neighbours*, Zaria: Ahmadu Bello University Press for the Department of History, Bayero University, Kano.
- Adamu, M., 1978, *The Hausa Factor in West Africa History*, Zaria: Ahmadu Bello University Press.
- Adamu, M. U., n.d. 'Historical Origins of Kano'. Available online at <http://www.kanostate.net/origin.html>. Accessed on 28 September 2010.
- Albert, I., 1993a, *Inter-ethnic Relations in a Nigerian City: A Historical Perspective of the Hausa-Igbo Conflicts in Kano, 1953–1991*, Ibadan: IFRA.
- Albert, I. O., 1993b, 'The Growth of an Urban Migrant Community: The Hausa Settlement in Ibadan, 1830–1979', *IFE: Annals of the Institute of Cultural Studies*, No. 4, 1-15.
- Albert, I. O., 1994, 'Urban Migrant Settlement in Nigeria: A Historical Comparison of the Sabon-Gari in Kano and Ibadan, 1893–1991', unpublished Ph.D. Dissertation, Department of History, University of Ibadan, Ibadan, Nigeria.
- Albert, I., 1996, *Women and Urban Violence in Kano, Nigeria*, Ibadan: Spectrum Books Limited and IFRA.
- Al-hajj, M., 1968, 'A Seventeenth Century Chronicle on the Origins and Missionary Activities of the Wangarawa', *Kano Studies*, Vol. 1, No. 4, 7-42.
- Allen, C. H., 1895, 'Kano', *The Anti-Slavery Reporter and Aborigines' Friend*, Vol. 15, No. 4 (December).
- Baier, S., 1977, 'Trans-Saharan Trade and the Sahel: Damergu, 1870–1930', *The Journal of African History*, Vol. 18, No. 1, 37-60.
- Barkindo, B. M., ed., 1989, *Kano and Some of Her Neighbours*, Zaria: Ahmadu Bello University Press for the Department of History, Bayero University, Kano.
- Barth, H., 1966, *Travels and Discoveries in North and Central Africa*, Vol. 1, London: Frank Cass.
- Cohen, A., 1971, 'Cultural Strategies in the Organization of Trading Diaspora', in C. Meillassoux, ed., *The Development Trade of Indigenous Market in West Africa*, London: Oxford University Press, 266-281.
- East, R. M., 1933, 'Littafin Tarihin Kano', in R. M. East, ed., *Labarum Hausawa da Makwabtansu*, Lagos: C.M.S. Bookshop.
- Ehrhardt, D., 2008, 'Struggling to Belong: Explaining Social Conflict in Kano', Conference paper, Central European University, Popper Room, Monument Building, 25 September 2008.
- El-Arabi, Muhammadu Adamu (1933) 'Al-ilan bi .tarikh Kano', Unpublished Manuscript.

- Falola, Toyin and Heaton, Matthew (2008) *A History of Nigeria*, Cambridge and New York: Cambridge University Press.
- Fika, Adamu M. (1978) *The Kano Civil War and the British Overrule*, Zaria: Ahmadu Bello University Press.
- Fisher, H.J. (1975) 'The Sahara and the Central Sudan', in Richard Gray, J.D. Fage, and R.A. Oliver (eds.) *The Cambridge History of Africa: From c.1600 to c.1790*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Frishman, Alan (1977) 'The Spatial Growth and Residential Location Pattern of Kano,' Unpublished Ph.D. Dissertation, Northwestern University, United States of America.
- Frishman, Alan (1986) 'The Impact of Islam on the Urban Structure and Economy of Kano, Nigeria,' *Journal of the Institute of Muslim Minority*, Vol. 7(2), 464-475.
- Hodgkin, Thomas (1975) *Nigerian Perspectives: An Historical Anthology*, London: Oxford University Press.
- Hunwick, John (1994) 'A Historical Whodunit: The So-called 'Kano Chronicle' and its Place in the Historiography of Kano,' *History in Africa*, Vol. 21, 127-146.
- Johnson, Marion (1970) 'The Cowrie Currencies of West Africa,' *Journal of African History*, Vol. 11, 17-49.
- Kano Chronicles* n.d. 'Tarikh Arab Hadha al-balad el-Musamma Kano,' the oft-quoted "Kano Chronicles" as translated by Palmer, H.R. (1908) *Journal of Royal Anthropological Institute*, Vol. 38, 59-98.
- Lacey, Linda (1985) 'Interurban Flows of Population and Occupational Skills to Three Cities in Nigeria,' *International Migration Review*, Vol. 19, No. 4 (Winter), 686-707.
- Last, Murray (1985) 'From Sultanate to Caliphate: Kano, ca.1450-1800,' in Bawuro M. Barkindo (ed.), *Studies in the History of Kano*, Ibadan: Heinemann, 67-92.
- Leo, John. (Africanus), (1896) *Histories and Description of Africa*. Translated by G. Pory (London: Hakluyt Society, Vol. 3).
- Lovejoy, Paul; Mahadi, Abdullahi and Mukhtar, Mansur I. (1993) 'Notes on the History of Kano [1909]: A Lost Chronicle on Political Office,' *Sudanic Africa*, Vol. 4, 7-76.
- Lugard, Frederick (1904) 'Northern Nigeria,' *The Geographical Journal*, Vol. 23(1) (January), 1-27.
- Lydon, Ghislaine (2009) *On Trans-Saharan Trails: Islamic Law, Trade Networks, and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, New York: Cambridge University Press.
- Naniya, Tijjani M. (1990) 'The Transformation of the Administration of Justice in Kano Emirate 1903-1966,' Unpublished Ph.D. Dissertation, Bayero University Kano, Nigeria.
- Naniya, Tijjani M. (2000) 'Arab Settlers in Sub-Saharan Africa: A Survey of their Influence on Some Central Sudanese States,' *Kano Studies: A Journal of Savanna & Sudanic Research*, Vol. 1(1), 1-12.
- Njeru, Purity. 'The History of Kano,' <http://www.africanexecutive.com/modules/magazine/articles.php?article=2277>. Accessed: 28 September 2010.
- Nnoli, Okwudiba (1978) *Ethnic Politics in Nigeria*, Enugu: Fourth Dimension Publishers.
- Nnoli, Okwudiba (2003) 'Ethnic Violence in Nigeria: A Historical Perspective,' www.indiana.edu/~workshop/papers/nnoli_021003.pdf. Accessed: 21 December 2006.

- Nwaka, Chiamaka (2008) 'Dynamics of Conflict in Kano: Response to a Threatened Identity,' paper presented at the Berlin Roundtables on "Urban Planet: Collective Identities, Government and Empowerment in Megacities", Social Science Center, Berlin (WZB), (10-16 June).
- Odoemene, Akachi (2008) 'The Contexts of Colonialism and Ethnicity in indigene – Settler Relations: Comparative Historical Evidence from Social (Dis)Order in Two Nigerian Cities,' in Zewde, Bahru (ed.), *Society, State and Identity in African History*, Addis Ababa: Association of African Historians and Forum for Social Studies, 231-256.
- Olaniyi, Rasheed (2003) 'Ethnic Conflict, Security and Civil Society: Metropolitan Kano in Contemporary Times,' in Fourchard, Laurent and Albert, Isaac Olawale (eds.), *Security, Crime and Segregation in West African Cities since the 19th Century*, Paris and Ibadan: Kharthala and IFRA, 333-343.
- Olaniyi, Rasheed (2004) 'Yoruba Commercial Diaspora and Settlement Pattern in Pre-Colonial Kano,' in Falola, Toyin (ed.), *Nigerian Cities*, Trenton and Asmara: Africa World Press, 77-79.
- Olaniyi, Rasheed (2005) 'Community Vigilantes in Metropolitan Kano, 1985-2005,' *IFRA Occasional Paper*, No. 17.
- Olaniyi, Rasheed (2005) 'Kano: The Development of a Trading City in Central Sudan,' in Ogundiran, Akinwumi (ed.), *Precolonial Nigeria: Essays in Honor of Toyin Falola*, Trenton and Asmara: Africa World Press, 301-318.
- Olaniyi, Rasheed (2006) 'From Citizens to Strangers: British Rule and the Transformation of Yoruba Migrants' Identity in Kano, 1913-1958,' in Akinwumi, Olayemi; Okpeh, Okpeh and Gwamna, J.D. (eds.) *Inter-Group Relations in Nigeria during the 19th and 20th Centuries*, Makurdi: Aboki Press, 387-403.
- Osaghae, Eghosa E. (1994) *Trends in Migrant Political Organizations in Nigeria: The Igbo in Kano*, Ibadan: IFRA.
- Paden, John (1970) 'Urban Pluralism, Integration and Adaptation of Communal Identity in Kano, Nigeria,' in Cohen, R. and Middleton, J. (eds.), *From Tribe to Nation in Africa: Studies in Incorporation Processes*, Scranton, Pennsylvania: Chandler Publishing, 242-270.
- Paden, John (1973) *Religion and Political Culture in Kano*, Berkeley: University of California Press.
- Palmer, H. Richmond (1908) 'The Kano Chronicle,' *The Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland*, Vol. 38 (January-June), 58-98.
- Saad, H.T. (1989) 'Continuity and Change in Kano: Traditional Architecture,' in Barkindo, B.M. (ed.) *Kano and Some of Her Neighbours*, Zaria: Ahmadu Bello University Press for the Department of History, Bayero University, Kano.
- Shankar, Shobana (2005) 'Religion, State, and Society in Hausaland: History and the Politics of Incorporation in the Kano Chronicle,' in Ogundiran, Akinwumi (ed.), *Precolonial Nigeria: Essays in Honor of Toyin Falola*, Trenton and Asmara: Africa World Press, 281-300.
- Shaw, Flora L. (1905) *A Tropical Dependency*, London: James Nisbet and Co. Ltd.
- Smith, Michael G. (1983) 'The Kano Chronicle as History,' in Bawuro M. Barkindo (ed.) *Kano, Nigeria*, Heinemann and Department of History, Bayero University, 31-56.

- Smith, Michael G. (1997) *Government in Kano, 1350-1950*, Boulder, CO: Westview Press.
- Smith, Robert S. (1976) *Kingdoms of the Yoruba*, London: Longman.
- Whittlesey, Derwent (1937) 'Kano: A Sudanese Metropolis,' *Geographical Review*, Vol. 27(2) (April), 177-199.
- Willet, Frank (1971) "A Survey of Recent Results on the Radio Carbon Chronology of Western and North Africa," *Journal of African History*, Vol. XII(3), 368-384.
- Zelinsky, Wilbur (1971) 'The Hypothesis of the Mobility Transition,' *Geographical Review*, Vol. 61, No. 2 (April), 219-249.



Religion, Economy and the Pre-colonial Dimensions of the Jos Conflict

Jacinta Chiamaka Nwaka*

Abstract

Contrary to the popular view that the current Jos conflict is traceable to the effort of the Islamic leaders of the nineteenth century religious movement (jihad) to proselytise the people of the Jos Plateau, this article calls for the extension of the searchlight beyond religion. Using archival documents, oral interviews and secondary materials, it identifies the basis of the nineteenth century conflict between the local groups in the location of the present day Jos and the flag bearers of the Dan Fodio Jihad from the Bauchi Emirate not in religion, but in the latter's attempt to exploit and dominate the region and its people economically through slave raiding, *amana* (tribute paying) relationship and some other means using religion. The article argues that almost a century of pre-colonial resistance to the Dan Fodio Jihad in the Jos Plateau, particularly by the three ethnic groups at the location of the present day Jos, does not find explanation in the people's aversion to Islamic religion, but in the rejection of their economic exploitation by the flag bearers of the religious movement in the area.

Résumé

Contrairement à l'opinion populaire selon laquelle le conflit actuel dans la région de Jos a son origine dans l'effort des dirigeants islamiques du mouvement religieux du dix-neuvième siècle (jihad) visant à convertir le peuple du plateau de Jos, le présent article appelle à analyser la question au-delà de l'angle de la religion. À l'aide de documents d'archives, d'entrevues orales et de documents secondaires, l'article atteste que ce conflit du dix-neuvième siècle sur le territoire de l'actuel Jos entre les groupes locaux et les porte-drapeaux du Jihad de Dan Fodio originaires de l'émirat de Bauchi n'est pas d'origine religieuse, mais résulte de la tentative de ces derniers d'exploiter et de dominer économiquement la région et son peuple par l'esclavage, l'*amana* (paiement de tribut) et d'autres moyens en utilisant la religion. L'article soutient que près d'un siècle de résistance précoloniale au jihad de Dan Fodio dans le plateau de Jos, en particulier par les trois groupes ethniques sur le territoire de l'actuel Jos, ne trouve pas d'explication dans l'aversion du peuple à la religion islamique, mais dans le rejet de leur exploitation économique par les porte-drapeaux du mouvement religieux dans la région.

* Department of History and International Studies, University of Benin, Benin City, Nigeria. Email: jacinta.nwaka@uniben.edu

Introduction

One of the cities that have become the epicentre of religious violence in Nigeria, particularly with re-democratisation of the country since 1999, is Jos. A colonial city established following the discovery of a large quantity of tin deposit in Dilimi River and its surroundings, Jos developed into the commercial emporium of central Nigeria accommodating all the major ethnic groups in the north and south regions of the country. With the name 'Home of Peace and Tourism', it was, in relation to other major cities of northern Nigeria known for a high level of insecurity, taken to be one of the safest parts of the north until recently.

The current Jos conflict is largely located in the struggle for the ownership of the city by the Berom, Afizere and the Anaguta, known as the indigenous group and the Hausa Fulani referred to as settlers. Although it dated back to the colonial and pre-colonial period, the creation of Jos North LGA out of the Jos LGA by the then military government of General Ibrahim Babangida in 1991, inaugurated a new chapter in the history of the conflict. The new local government did not only leave the bulk of the indigenous group in Jos South LGA less developed than the Jos North, the King of the Berom, generally referred to as the *Ghong Gwom Jos* (King of Jos), following this creation, found himself isolated from the bulk of his people. To remain in Jos North LGA dominated by the Hausa implied a loss of his power. To leave the heart of the city and his seat of government right from 1947 and follow his people to Jos South represented, by implication, a loss of Jos to the Hausa settlers. Hence, the struggle for the ownership of Jos assumed a violent political dimension manifesting at every opportunity of political re-arrangement. Standing on the indigeneship-settlers' clause enshrined in the Nigerian constitution, the indigenous group maintained that political positions in Jos were not to be occupied by the settlers. Hence, the appointment of a Hausa-Fulani, Alhaji Mato, as the chairman of the Caretaker Committee of Jos North Local Government in 1994 by the then Plateau State Military Government, produced the first violent clash between the two as protests and threats from the indigenous groups forestalled the handover to Mato (Dung 2005).

Such resistance to the Hausa Fulani's occupation of a top political position was sustained up to 2001 when it generated the first major clash in the city. Though it manifested as a religious clash between the Hausa-Fulani Muslims and the largely Christian indigenous group, at the basis of the September 2001 crisis in Jos was the appointment of Alhaji Usman Mohammad, a Hausa-Fulani, as the co-coordinator of the National Poverty Eradication Programme (NAPEP) in Jos North. The indigenous group decried the appointment through protest letters. Threats and counter-threats were issued by each party. From

the above, it was obvious that open conflict was imminent. The rough handling of a Berom lady, Rhoda, by a Muslim paramilitary group, which restricted movement along the Congo Russian Mosque during worship sparked off a clash that was already imminent. One consequence of the 2001 crisis was that it re-configured the city of Jos producing settlement along religious lines. This development further strengthened the role of religion in the conflict and explained the magnitude of destruction along religious lines in subsequent conflicts. The Jos and its environs became the epicentre of violent clashes often manifested as ethno-religious confrontations. The introduction of bombing into the conflict has added a new dimension to the conflict projecting it as part of the current terrorist agenda in Nigeria.

Though it became prominent in the twenty-first century, the Jos conflict, as noted earlier, is not a twenty-first century development. The conflict, according to Nwaka (2013), Usman (1994), dates back to the nineteenth century with the activities of the flag bearers of the Sokoto Jihad in the plateau and local resistance it generated. In its quest for labour particularly in the tin mines of the Jos area, the British colonial administration in Northern Nigeria added another dimension to the conflict upgrading it to a status of host-settler conflict (Mwadkwom 2001; Nnoli 1978; Dung 2005; and Nwaka 2014a). The politics of decolonisation, military rule, the Structural Adjustment Programme (SAP), re-democratisation and religious extremism of the post-cold war period have all helped in reshaping the conflict further (Danfulani and Fwatshak 2002; Nwaka 2012; Mwadkwom 2001; Alozieuwa 2009; and Omotola 2006). Hence, the Jos conflict appears to be hydra-headed.

Some scholars have also paid attention to conflict management in Jos, particularly in the area of peace building (Nwaka 2014b; Gafwen 2011; Gaya-Best 2007; and Kwaja 2011). However, one unsettling development in the conflict in recent times is its gradual articulation to newer forms of twentieth century religious extremism, which has led scholars like Fwatshak (2006) to interpret it as a continuation of the nineteenth century Jihad. The study is not geared towards a repetition of the established scholarship, but rather the interrogation of the economic basis of the conflict before the colonial period by analysing the interplay of religion and economy in the attempt of the flag bearers of the Dan Fodio Jihad to conquer the Jos Plateau. The aim is to provide a historical basis for a further analysis of the nexus between the nineteenth century Jihad in the Jos Plateau and the present Jos conflict.

The Pre-colonial Peopling of the Jos Plateau

Jos city, the capital of the present day Plateau State, is located in the northern senatorial district of Plateau State.¹ It was under a larger enclave of Plateau and later Jos Plateau² in the pre-colonial and colonial times. Though not

known by the name 'Jos', the area that later became Jos was according to Plateau Indigenous Development Association Network (PIDAN 2010:14) inhabited by the Berom, Anaguta and Afizere (Jarawa) before the colonial period. Kudu (2001) attributed the peopling of the Jos Plateau before the colonial period to three main sources. These varied from autochthony to short and distant migrations. The migratory accounts seemed to be more common. In their work on various ethnic groups in the Plateau, Danfulani (1995) and Davies (1949) virtually agreed with Jonah Madugu (1996:2) who asserted that: 'virtually all the groups in the region have various traditions of origins pointing to the east.' Tracing the information of various groups on the Jos Plateau, Mangvwat (1984:4) identified four migratory phases: The first one (200 BC to 1000 AD) was called the pre-historic phase. The second (1100 to 1700 AD) was occasioned largely by a development in Kanem Bornu region especially with the establishment of the second Kanuri empire.³ He associated the third (1600 to 1800 AD) and fourth (1800 to 1907) migratory phases with Jukun-Kwararafa activities and the Sokoto Jihad.

Affirming Mangvwat's position, C. G Anes (1934), a colonial writer, earlier argued that the Berom came from the Middle Belt, probably Wukari owing to the rise of the Jukun empire, or perhaps, at a later date – all in the attempt to be freed from the yoke of Jukun. Still in line with Mangvwat's (1984) position, the Jarawa/Affizere, (of the Dere and the Zur) of northern Plateau, according to Abubakar (1980), migrated from Borno. A second version of the history of the Afizere claimed migration from Chawai in the present day Kaduna to Shere Hill in Jos⁴. All the accounts agree on Afizere's migration to the Jos Plateau before or during the nineteenth century. The Anaguta also has a history of migration prior to the nineteenth century as well as after the Jihad from Bauchi to Shere Hill where they settled near the Afizere.⁵

In spite of the dominance of migration accounts, there are pieces of evidence supporting the claims to autochthony. The Berom of Kabong, Kwogo and Vwang refer to the rock surrounding them as their cradle.⁶ The Anaguta, according to Bitrus (1985:2–9), also claim descent from an ancestor, Uga, who emerged from a cave called Akotom around the Shere Hill. Indeed, all the groups have narratives that claimed the ancestors originated from the location of the present day Jos. This claim is supported by archaeological evidence from York (1979) and James (1981), which placed the human occupation of the Jos Plateau at more than two thousand years, as the area formed part of the famous Nok culture. Although there is still much debate about the original owners of Nok culture, the material culture of the three ethnic groups in Jos and those of Nok have some striking similarities. It could, therefore, be argued that both the claims to autochthony and centuries

of migratory accounts point to the antiquity of most groups in Jos Plateau. Mwadkwom (2001:134) contends:

... the present conflicting myth of migration of the Berom to the Jos Plateau may not be unconnected with their long stay in the area, in the presence of which the story of where they migrated from is lost. Otherwise we may be forced to accept that they never migrated from anywhere and concurred to the claims by the Beron of Vwang and Kabong who pointed to the rocks surrounding them as their cradle from where internal migration took place to other villages of Berom land.

The migratory and the autochthonous accounts therefore provide a clearer picture of the inhabitants of Jos Plateau in general in the nineteenth century.

In addition to these three indigenous groups, the Hausa-Fulani was another group that was present in Jos before the colonial period. The Hausa (Habe) and Fulani (Fulbe) were two distinct groups before the Jihad of Uthman Dan Fodio in the early nineteenth century. Following the conquest of the Hausa by the flag bearers of the Sokoto Jihad, the latter imposed their political authority on the Habe rulers. However, while the Hausa lost the reins of power, their culture prevailed in the whole of Hausa land and some areas where the emirate rule was extended. The result was a quasi-fusion of the two groups, politically and culturally, in Nigeria. It was this relationship between the two groups that the political elites of northern Nigeria promoted to achieve their political ambitions, during and after the colonial period. The fact that the Hausa-Fulani are considered as one group in Nigeria today is relatively a recent development. This point was vividly portrayed by Bala Usman (1994:13) in the following words:

The notion of the 'Hausa-Fulani' with the primary sources of the history of the Emirate and Borno even in the 20th century is a ridiculous contradiction in terms. The Fulbe are Fulbe because they are not Habe. A Pollo cannot be a Kado! What we have are Hausawa, Kanawa, Zagezegi of varied antecedents and Fulbe (Fulani) of diverse backgrounds. But it suited the elites of foreign and local power-brokers and power-managers to promote the Hausa-Fulani and thus stereotype complex processes of community formation and nation building.

Re-echoing this point, Niki Toby in his report on the 2001 Jos crisis asserted:

The expression Hausa-Fulani is a double-barrel coinage of relatively recent history, a nomenclature aimed essentially at achieving political, economic and religious ambition and relevance. Hausa is a tribe. Fulani is a tribe. The expression Hausa/Fulani in our view does not have any historical, cultural and even ancestral meaning or relevance. There is no tribe in Nigeria called Hausa/Fulani and the expression has no background in the culture and sociology of the two distinct Nigeria tribes.⁷

However, for the purpose of this study, the Hausa-Fulani will be taken as one group *vis-à-vis* their relations with the Anaguta, Berom and Afizere of Jos Plateau in the nineteenth century. The presence of the Hausa-Fulani in the Jos Plateau area was largely a nineteenth century phenomenon that resulted from the Dan Fodio's Jihad. The Jihadists, however, did not conquer the whole of Jos Plateau; some parts of it were subdued by the Hausa-Fulani forces from Bauchi and Zaria emirates. There were some other areas where the Hausa traders and Fulani pastoralists settled following the failure of the Islamic movement to make inroad into the interior. Part of the outskirts of the Anaguta, as will be shown in the course of this discussion, was among the areas in this category.

Religion, Slave Raiding and the Development of Hostility

The Fulani Jihad of Uthman Dan Fodio swept Northern Nigeria within the first two decades of the nineteenth century. The mountainous nature of the Plateau constituted a challenge to easy penetration into the area, but the Jihad did extend to Bauchi and Zaria, leading to the establishment of two different emirates. Lying between two rapidly expanding emirates, the Plateau was constantly harassed from its eastern and western frontiers for most of the nineteenth century. The Bauchi Emirate under Yakubu was the most successful from the less mountainous eastern border of Plateau⁸. The eastern border of the Plateau was affected as early as 1820. Parts of the Buji and Jere districts were subdued by Yakubu forcing them to pay tribute to the Bauchi Emirate up till the late nineteenth century (Morrison 1982:143). The Gindiri district was also conquered by the Bauchi Emirate. Consequently, there was a flight of the non-Muslim inhabitants of settlements from the outskirts of the Plateau into the highlands of the Jos Plateau.

The Anaguta of the present day Jos was one of those groups that fled to the highlands of the Jos Plateau in order to avert the menace of the Bauchi Emirate.⁹ Together with the Afizere, they formed a military alliance to resist the forces of the Emirate. While the Emirate extorted tribute from conquered groups, those who provided stiff resistance in various ways were subjected to constant raids for captives, who were then enslaved¹⁰ (NAK 1915). Such raids appeared to be the basis of hostility between the unconquered Jos Plateau groups and the Bauchi Emirate in the early days of their encounter. A member of Heinrich Barth's expedition, Edward Vogel, who visited the Plateau in 1855 noted that the people of the area whom he referred to as 'cannibal races', had very little to do with the Muslim inhabitants (Vogel, cited in Tambo, 1979:102). Vogel in the above statement tried to emphasise that there was no co-operation or peaceful relation between the Muslim and the Plateau

groups and not necessarily that there was no contact. The hostile relationship between the two groups was captured by him in another context:

The country between Bautshi and Salia is entirely inhabited by heathens. ... The Sultan had the following system of catching slaves. He occupied with an imposing force the fields in the valley, driving all his horses in the then green harvest until the poor devils on the mountains surrendered for fear of starvation and sent down the number of boys requested by him, so he got marched off immediately to Sokoto for sale. (Vogel, cited in Tambo *ibid.*, p. 103)

Eleven years later, another explorer, Gerhard Rohlfs (cited in Tambo *ibid.*, pp. 103–104), after passing from Bauchi to Katah warned other visitors in the following words:

... do not venture too far from the city ... oh wanderer, or you may find an arrow in your breast. For the armed heathens do not distinguish the Christians from the Muslims, they know only the latter who steal their children and women and carry them into slavery. And when they so revenge themselves, who can blame them? Without support, without military leadership, without guns, they are too weak to fight an open war.

The Anaguta and the Afizere of Shere Hill were said to be victims of this raid, a development that later encouraged military alliance against the Fulani and their Hausa ally.¹¹ Morrison (1982) also mentioned the Berom (Du) military assistance to the Afizere of Shere Hill against the Bauchi raid around the 1840s. Available records showed that such raids for slaves continued till the eve of the colonial period (PIDAN 2010). In other words, rather than religion, slave raids for economic gain accounted largely for the hostility between the local groups in Jos and the Hausa-Fulani in the nineteenth century. Perhaps, the hostility would not have lasted for almost a century had religion been the sole or primary motivating factor for incursion into the Jos Plateau.

From Amana to Open Confrontation

In addition to slave raiding, another development that helps in understanding the interplay between religion and economy in the pre-colonial development of the Jos conflict is the *amana* relationship. *Amana* according to Last (1985:29) is a relationship between a Muslim state and non-Muslims in the state in which the latter accept the protection of the Islamic state with the right to practise their own religion by making some form of payment to the Islamic government. The financial contribution or payment is paid by able non-Muslim men in lieu of or in return for security and protection offered them. The *Amana* or *Dhimmah* (entrusted or protected) can be traced, as Bunza (2007) argued, to the Medina period of the foundation of Islam when

Prophet Mohammed entered into a peace treaty with Jews and Christians to co-exist in the fledgling Islamic state of Medina. Following this, Islamic leaders were enjoined to maintain justice and see to the welfare of both Muslims and non-Muslims in their states. In fact, such tax could only be collected from those who could afford to pay it. The Muslim prophet, Mohammed, in his last message before his death, was according to Ratif (1988) said to have enjoined his successor to take special interest in the care of the rights and privileges of non-Muslims within his state by not overburdening them beyond their limit. The *amana* was therefore supposed to be a means of ensuring peaceful co-existence between non-Muslims and an Islamic authority in an Islamic state.

Ordinarily, non-Muslims in Bauchi or Zaria Emirate were expected to pay the *amana*. However, it is disquieting how Jos Plateau groups like the Anaguta who, according to available records, were not conquered by the Bauchi Emirate entered into such relationship. According to the PIDAN (2010:4–5):

during all the jihad years of the early 19th century, the ethnic groups (Jos-plateau-particularly Anaguta, Berom and Afizere) were not subjugated under the Fulani Emirate rule. The advance of the jihadist forces were [sic] continuously repulsed by them until the jihadist had to skirt round the Plateau to move into other parts country.

However, the PIDAN (ibid, p. 4) referring to the cause of the Naraguta (Anaguta) war of 1873 stated:

The origin of the war is rooted in what could at best be described as the fight for independence by these indigenous ethnic groups. The whole saga started with the decision of the Anaguta to sever their *amana* (trust) relationship with the Bauchi Emirate.

Two points are discernible here. The first is that a number of Jos Plateau groups, including the groups that are the local inhabitants of the present day Jos, were under the Bauchi Emirate and so could enter into the *Amana* relationship. Where available records as stated earlier prove that this was unlikely to be the case, then the second position comes in, namely, that the Emirate contracted the *amana* relationship beyond its political influence.

The question is: why would the emir enter into such relationship beyond the confines of the Bauchi Emirate? Makar (1979) has argued that some emirs who bordered non-Muslim kingdoms offered them protection and in many instances embarked on war for the defence of their non-Muslim neighbours. For instance, between 1860 and 1870, the Muri Emirate fought a series of wars against the Tiv in protection of a non-Muslim kingdom of Jukun. Since there was no available evidence of such a protective offer to

the Jos Plateau groups by other emirates, it was not likely that the *amana* relationship between the Bauchi Emirate and the people was for protection against such external forces. On the other hand, pockets of evidence abound pointing to inter-group and inter-communal wars between and among various groups in Jos Plateau over hunting grounds, farmlands, women abduction, etc. (Mangwat 1984; Kudu 2001). It is possible that some of the groups may have secured the protection of the emirate against their neighbouring Jos Plateau groups? Such protection may require some form of relationship which may be expressed in *amana*.

The most plausible reason for the *amana* relationship seems to be the attitude of the later emirs towards non-Muslim groups. Trimingham (1976), Turaki (1982) Isichei (1977) are of the opinion that the earlier leaders of the Islamic Movement were more committed to the growth of Islam than the later ones. They argued that the religious favour of the Jihad waned after the death of Muhammed Bello in 1837. Henceforth, emirate rulers expanded and consolidated their grip on non-Muslim areas for economic interests. Lamenting on the attitude of the later flag bearers of the movement, Dauda (1995:14) asserted: 'Instead of using the state power for proselytization of the non-Muslim countries, the latter emirate leadership turned their cavalry power into instrument of slave raids of such communities for trade purposes.' Commenting on the state of the Islamic Jihad when it got to Plateau, Anes (1934:4) writes:

The religious aspect, which was its main one when its first standard was raised at distant Sokoto, was lost long before the followers of subsidiary standards reached the boundaries of the Province. ... The administrative energies seem to have been concerned mainly with the appointment and succession of chiefs and collection of tribute.

Trimingham (1976), Turaki (1982) and Isichei (1977) also demonstrated in their works the decline of the religious component of the emirate rule in central Nigeria, noting in particular the disappearance of justice, transparency and asceticism in pursuit of material aggrandizement. It is therefore possible that the *amana* relationship was entered into to extort the people thereby freeing them from slave raids. What the emirate could have got from acquired slaves, the people were made to pay as tribute (trust) through a mutual pact known as *amana*. *Amana* thus became a way of forestalling expeditions and attacks from the emirate forces by the groups in Jos Plateau that were yet to acquire the sophistication needed to repel, permanently, such raids.

This argument becomes stronger with the Bauchi account of the 1873 expeditions from the Bauchi Emirate against the Anaguta for daring to terminate the *amana* relation with the Islamic emirate. The combined forces of the

Anaguta, Afizere, Beron and their other neighbours, Ama and Buyi, repelled this expedition by a humiliating and crushing defeat of the latter's forces at the Dilimi Valley of Jos Plateau. This incidence was, according to the available document, reported by an eye witness, Abdul Waziri (from Bauchi), and recorded in 1915 by Mr O. P Landore, the then D.O. of Naraguta thus:

Ahmadu Sarkin Yaki (war lord) told his son to go up to Leme and follow Ciroman Bauchi dan Sarkin. We found him and his fighting men at Rijin, With him was his Ajiyan Bauchi, the Baraya, Magajin Bauchi, Garkuwan Bauchi and sons of Galadima and Madaki. From Rijin Mukur, then we went to Bargo, then to Toro, then to Tide and then to Naraguta. Thence we proceeded to Jos where close to the present site of the canteen, we were attacked by a large number of Naragutawa, Jos, Bukurawa, Jarawa, Bujiawa and Amo men. They beat us and were still separated in fight reaching Tide at night. The pagans turned from Rafin Jaki. The Bauchi was killed near Naraguta on the Buji road as he was fleeing. Forty-one (41) of us were killed, twelve (12) of our horses were captured. We captured eighteen (18) of their cattle. After this, we did not fight them again until the white men came ¹².

The readiness to do away with the contract, as depicted by the Anaguta, is a pointer to the fact that the *amana* relationship was an unwelcome one. Such relationship was, from the start, an unbalanced one, sustained perhaps, by fear and intimidation.

Following the failure of the Bauchi forces to subjugate their opponent, Hausa-Fulani forces camped at a border section of the Anaguta, which is today called Naraguta, using it as a base for further slave raiding in Anaguta and its other surrounding groups.¹³ Consequently, they moved further move away from Naraguta. Unable to make further conquests, the camp metamorphosed into a settler community of the Hausa traders and Fulani farmers. It became a fulcrum of their activities in the location of the present day Jos up to the arrival of the British in 1902 (Bingel 1978). Resumption of slave raiding after the failed attempt in 1873 to conquer the people supports a further claim that *amana* was probably used to forestall the raiding of communities that entered into such relationship with the Bauchi Emirate. Similarly, the establishment of a settler trading and farming community at the outskirts of Anaguta (Naraguta), after unsuccessful attempts to penetrate the enclave and its surroundings, further strengthened the economic motivation for the conquest.

In addition to slave raids and *amana*, other areas of conflict bordering on the economy abound. The Anaguta tradition recounted how Fulani cows were often captured for destroying their crops.¹⁴ Similarly, Bauchi traditions referred to the people of northern Jos as dangerous cattle raiders.¹⁵ Awugbade (cited in Mangywat 1984) equally observed in his research the hostilities

between the Fulani and the Jos Plateau groups arising from cattle theft by the latter. The stolen cattle were either slaughtered for consumption or herded into the native *muturu* breed of cattle. Such hostilities can be explained, among other things, from the destruction of the peoples' crops by the cattle. Thus, beyond the political class, the ordinary men and women of both groups were often in conflict as a result of their economic interests.

Conclusion

The Jos conflict is complex, and has produced various facets of interpretation. Its overwhelming manifestation as a conflict between Christians and Muslims has drawn the attention of many analysts who describe it as religious conflict. While its religious character should not be downplayed, it is equally important to understand the instrumental use of religion in the conflict. This article has demonstrated that such instrumental deployment of religion was part of the development of the conflict in the nineteenth century. While the founding fathers of the Jihad of the nineteenth century in Northern Nigeria raised a religious flag to spread what they were convinced was a divine mandate, some of their successors seemed to have derailed in the motivation for their mission. Economic interest appeared to be the fulcrum of Islamic expansion in the low and high lands of the Plateau, particularly the Jos Plateau, which is the focus of this study. Economic advancement encapsulated in religious garb met stiff resistance, breeding conflict between the 'evangeliser' and those to be evangelised. If the nineteenth century Jihad in the Jos Plateau was more of an economic Jihad, has the 'twenty-first century Jihad' turned different?

Notes

1. The name 'plateau' is derived from the bulk of the landmass of the area. It is sometimes called the central Nigerian highland. Its landscape is formed by a massive tableland ranging from 1,200 to 1,800 m above the sea level interspersed by rocks, valley and plain hills. The southern part of the plateau is composed largely of the lower part.
2. Jos Plateau corresponds to the present Map of Plateau State.
3. The crisis occasioned by the establishment of the Second Kanem Borno Empire brought about a wave of migration particularly by those who refused to be incorporated into the new Kanem polity.
4. Interview with D. Rwang, 74 years retired headmaster, 27th January 2012, Jenta, Jos.
5. Most of the groups in northern Jos claim migration from somewhere, but these were migrations from relatively short distant areas; see Isichei, 'Change in Anaguta Traditional Religion', *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 25, No. 1, pp. 34–57; NAK, SNP 10490 p/1915 'The Anaguta and Jarawa Tribes'; the Anaguta following the menace of the Bauchi Emirate moved to the highlands of Jos Plateau around 1820 and settled in a hill near the Afizere. Both farmed in a fertile valley known as Maza.

6. Interview with Du Dung Pam, 77 years old, a traditional chief, Tafawa Balewa Way, Jos on 4 December 2012.
7. Justice Niki Toby was the head of the Judiciary Commission of Enquiry set up by the Plateau State Government to investigate the September 2001 crisis in Jos. For details of his comment on the Hausa-Fulani, see Government White Paper on the Report of the Judicial Commission of Inquiry into the Civil Disturbances in Jos and its Environs, 2001, p.4.
8. National Archives Kaduna (NAK) SNP 15/1ACC. No 39, Bauchi Province, Report for the Third Quarter of 1902. The location of the present day Jos was within the eastern Plateau during the period under review
9. Interview with Gyang Jeremiah Rwang, 72- year-old farmer from the Anaguta ethnic group, 12 November 2012, Naraguta, Jos. This was confirmed by Du Dung Pun as well.
10. NAK SNP 10490 /1915 The Anaguta and Jarawa Tribes.
11. Interview with Pwat David Pam, 53-year-old civil servant 14 November 2012, Jenta Apata, Jos.
12. NAK 53359/1915 Bauchi Province Persona memo of O. P. Lonsdale, D.O Naraguta, 1915.
13. Amana was a form of tribute that was often paid with slaves, cattle, other valuable goods and labour.
14. Interview with Pwat David. See also Isichei, 'Change in Anaguta Traditional Religion'.
15. Ibid.

References

- Abubakar S., 1980, 'People of the Upper Benue Basin and the Bauchi Plateau Before 1800', in O. Ikime, *Groundwork of Nigerian History*, ed., Ibadan: Heinemann, pp.165–186.
- Alozieuwa, A., 2009, 'Beyond the Ethno-Religious Theory of Jos Conflict', *African Peace and Conflict Journal*, Vol. 2, No. 4, pp. 10–34.
- Anes, C. G., 1934, *Gazetteers of the Northern Provinces of Nigeria, Vol. IV The Highland Chieftaincies*, London: Frank Cass.
- A.D. Bingel, Jos: *Origin and Growth of the City*, (Jos: University: Department of Geography, 1978).
- Bitrus, A., 1985, 'Inter Ethnic Relations in Jos: A Case Study of the Anaguta, Beron, Buji and Jarawa'. B.A. History Project, University of Jos.
- Bunza, M. U., 2007, *Christian Mission Among Muslims: Sokoto Province, Nigeria 1935–1990*, Trenton: Africa World Press.
- Danfulani, H. U., 1995, *Pebbles and Deities, Pa Divination Among the Ngas Mupum, and Mwaghaval in Nigeria*, Frankfurt: Peter Lang.
- Danfulani, U., and Fwatshak, S. U., 2002, 'Briefing: The September 2001 Event in Jos, Nigeria', *Journal of African Affairs*, Vol. 101, pp. 243–255.
- Dauda S., 1995, 'The Non Penetration of Islam Among the Minorities of Southern Bauchi 1807–1902: A Historical paper presented at the International Conference on Islam and the Political Challenges of Modern Times', Usman Dan Fodio University Sokoto.

- Davies, J. G., 1949, 'The Berom: The study of a Nigeria Tribe', unpublished manuscript at the Jos National Museum Library, Jos, Nigeria.
- Dung P. S., 2005, *The Politicization of Settler-Native Identities and Ethno-Religious Conflict in Jos Central Nigeria*, Ibadan: Stirling-Horde.
- Fwatshak, S. U., 2006, 'A Comparative Analysis of the 19th and 21st Century Religious Conflicts in Jos, Plateau, Central Nigeria', *Swedish Missiological Themes*, Vol. 94, No. 3, pp. 259–280, 274.
- Gafwen, R., 2011, 'Historical Overview of Ethno-Religious Conflict in Plateau State: Interventions and Strategies', in J. Para-Mallam, *Finding Durable Peace in Plateau*. Ilorin: Haytee Press, pp.11–57.
- Gaya-Best, S., 2007, *Conflict and Peace Building in Plateau State*, Nigeria, Ibadan: Spectrum.
- Isichei, E., 1977, *History of West Africa since 1800*, Ibadan: Longman.
- James, P. A., 1981, 'The Middle Stone Age, North of the Jos Plateau: A Preliminary Report', *African Journal or Archaeology*, Vol.10 *Journal of Archaeology*. Vol. 8, 1979, 139–163.
- Kudu, A. A., 2001, 'The Rukuba and Their Neighbours: A History of Inter Group Relations on the Jos Plateau of Central Nigeria 1800- 1900'., Ph.D. Dissertation, Department of History, University of Jos.
- Kwaja, C., 2011, 'Government and Civil Society Efforts in Promoting Peace in Plateau', in J. Para-Mallam, pp. 77–88.
- Last, M., 1985, 'Reform in West Africa', in A., Ajayi, and M. Crowther, eds, *History of West Africa*, Vol. 2, Benin: Ethiope.
- Madugu, J., 1996, *The Biography of His Royal Highness, Dr. Fom Bot, the Gbon Gwom Jos*, Jos: Ehindero Nig. Ltd.
- Makar, T., 1979, 'The Relationship Between the Sokoto Caliphate and the Non-Muslim People of Middle Benue Region', in Y. B. Usman, ed., *Studies in the History of Sokoto Caliphate*, New York: Third Press International.
- Mangywat, M., 1984, 'Warfare on the Jos Plateau in 19th Century', in T. Falola and R. Law, eds., *Warfare and Diplomacy in Pre Colonial Nigeria*, Wisconsin: Madison, pp. 111–117.
- Morrison, J., 1982, 'Plateau Societies' Resistance to Jihadist Penetration', in E. Isichei, ed., *Studies in the History of Plateau State, Nigeria*, London: Macmillan, pp. 137–149.
- Mwawkwom, S. D., 2000, 'Silencing the Spirits of the Shrines: The Impact of Tin Mining on Beron Religion and Ecology', Ph.D. Dissertation, Department of History, University of Jos.
- Mwawkwom, S. D., 2001, 'Religion, the Settlers Question and the Emergence of Ethnic Conflict in Nigeria: A Survey of Jos', *Swedish Missiological Themes*, Vol. 89, No. 1, pp 54–71.
- Nnoli, O., 1978, *Ethnic Politics in Nigeria*, Enugu: Fourth Dimension, 1978.
- Nwaka J. C., 2014b, 'Speaking to Peace or about Peace: Analyzing the Strategies of Managing Conflict in Jos, 1947–2008', *Journal of International Politics and Development*, Vol. 12, No. 2, pp. 25–46.

- Nwaka, J. C., 2012, 'Religious Violence in a New Democracy: A Historical Analysis of Kaduna and Jos Crisis of 2000 and 2001', *Ibadan Journal of Humanistic Studies*, Vol. 22, No. 1, pp. 37–47.
- Nwaka, J. C., 2013, 'Intergroup Relations in a Nigeria City: A Historical Analysis of the Jos Conflict', unpublished manuscript.
- Nwaka, J. C., 2014a, 'Ours is the City of "Peace": British Colonial Administrative Policies and the Struggle for the Ownership of Jos', *Kiabara, Journal of Humanities*, University of Port Harcourt, Vol. 20, pp. 114–132.
- Omoshola, S., 2006, 'Citizenship, Ethnic Violence and Governmental Response: The Declaration of State of Emergence in Plateau State Nigeria', in O. Akinwumi, O. Okpeh, and J. Gwamna, eds., *Inter-Group Relation in Nigeria During the 19th and 20th Centuries*, Markurdi: Aboki, pp. 749–773.
- Plateau Indigenous Development Association Network (PIDAN), 2010, *The History, Ownership and Establishment of Jos and Misconception about the Recurrent Jos, Conflicts*, Jos: Dan-Sill Press.
- Ratif, A., 1988, *The concept of Islamic State with Particular Reference to the Treatment of Non-Muslim Citizens*, Malaysia: University Press.
- Tambo, D., 1978, 'The Hill Refuges of Jos Plateau: Historiographical Examination', in *History in Africa*, Vol. 5, pp. 201–223.
- Trimingham, J. S., 1976, *A History of Islam in West Africa*, London: Q.U.P.
- Turaki, Y., 1982, 'The Institutionalization of the Inferior Status and Socio-Political Role of the Non-Muslims Groups in the Colonial Hierarchical Structure of the Northern Nigeria: A Socio-Ethical Analysis of the Colonial Legacy', Ph.D. Dissertation, Wisconsin University.
- Usman, B., 1994, 'Formation of the Nigerian Economy and Polity in ECPER', *Journal for Political and Economic Studies*, Vol. 1, No. 1, pp. 1–18.
- Usman, B., ed., 1979, *Studies in the History of Sokoto Caliphate*, New York: Third Press.
- York, R. N., 1979, 'Excavation of Dutsen Kongba, Plateau State Nigeria' in *West African Journal of Archaeology*, Vol. 8, pp. 139–163.



La politique rizicole de l'administration coloniale en Côte d'Ivoire (1898-1959)

Gouédan Richard Meignan*
et Tschiwily Bérenger Goly**

Résumé

Parmi les denrées vivrières traditionnellement cultivées par les populations ivoiriennes pour leur consommation quotidienne, s'il en est qui ont fait l'objet d'une attention particulière de la part du colonisateur français, c'est bien sûr le riz et, dans une moindre mesure, le maïs. En effet, dans un contexte agro-économique marqué d'abord par l'exploitation des produits naturels du cru, puis par la promotion sous tous azimuts des cultures de rente, la riziculture va faire l'objet d'une intervention plus ou moins marquée de l'administration coloniale. Utilisant selon l'occasion l'encadrement, la coercition ou l'incitation, celle-ci va pousser les paysans locaux à la création ou à l'extension des périmètres rizicoles irrigués. Cette politique à plusieurs facettes, visant un accroissement conséquent de la production rizicole locale, ne donna cependant pas des résultats à la mesure des espérances. De sorte que tout au long de la période coloniale, les importations de riz à destination du territoire ivoirien demeurèrent constantes malgré une production locale croissante, mais insuffisante.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, époque coloniale, politique rizicole, riz des marais, riz irrigué.

Abstract

Among the foodstuffs traditionally cultivated by the Ivorian population, rice has a particular attention from the French colonialists and to a small extent maize. In fact, concerning the economic context dominated by the exploitation of natural products and the promotion of benefits cultures, rice has interested the colonial administration. Some strategies like supervision, constraint and motivation are used to lead the farmers to create and produce rice in biggest dimensions. This policy with various aspects, which aim to produce more local

* Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

E-mail : richardmeignan@yahoo.fr

** Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

E-mail : rolyberenger@gmail.com

rice has not given expected results. In such a way, during the colonial period, in spite of the increase of local production of rice, we can also notice that the importation of rice towards Côte d'Ivoire remained constant.

Key words : Côte d'Ivoire, colonial period, rice policy, marshed rice, irrigated rice

Introduction

S'il y a un constat qui ressort de l'analyse de la politique agricole conçue et mise en œuvre par les autorités coloniales en Afrique Occidentale Française (AOF) en général et en Côte d'Ivoire en particulier, c'est que celle-ci a fait la part belle aux produits de cueillette et autres cultures de rente. Les denrées vivrières produites par les populations locales pour leur consommation quotidienne ont été, dans une large mesure, ignorées par les planificateurs coloniaux. Dans ce contexte marqué par la promotion et l'exploitation tous azimuts des cultures de rente, seuls le riz et, dans une moindre mesure, le maïs bénéficieront d'une « politique » d'encadrement et d'encouragement à la production orchestrée par l'administration coloniale. Pourquoi cette exception faite pour cette denrée parmi tant d'autres ? Quelles ont été les différentes modalités de l'intervention du colonisateur dans la riziculture ? Quel bilan peut-on dresser de « l'opération-riz » coloniale ?

Il nous paraît opportun de souligner au premier abord que cette réflexion tire l'essentiel de sa substance de l'exploitation méthodique des sources imprimées du Fonds des archives nationales de Côte d'Ivoire (plus particulièrement les documents des séries IRR et 1 QQ et plusieurs numéros du Journal officiel de la Côte d'Ivoire) et des ouvrages de quelques auteurs et acteurs de l'époque coloniale (Chevalier 1912 ; Sarraut 1923 ; Chauleur 1956 ; Schnell 1950, etc.). À ces sources, l'on a adjoint des travaux plus récents d'universitaires et autres analystes des politiques et productions agricoles africaines de l'époque coloniale (Tourte ; Chauveau 1985 ; Canale 1964 ; Bonneuil 1990 ; Domergue-Cloarec 1974 ; Meignan 2015, etc.). Si la première catégorie de documents présente la vision et les actions du colonisateur sous leur meilleur jour, la seconde, quant à elle, expose des points de vue plus nuancés de scientifiques ayant bénéficié du recul du temps et de la confrontation de plusieurs sources et courants de pensée. Finalement, les informations croisées et épurées tirées de tous ces documents nous ont permis de dégager trois axes d'étude dans notre démarche. Ainsi, nous allons analyser d'abord les fondements, puis les modalités et étapes de la mise en œuvre de cette politique rizicole coloniale en Côte d'Ivoire. Un bilan des résultats obtenus sur le terrain sera proposé à la fin de notre parcours.

Les fondements de la politique rizicole coloniale : réduire les importations en riz par une production locale à haut rendement

Pour comprendre les raisons qui ont poussé les autorités françaises à entamer, entre autres, une politique de promotion de la riziculture en AOF en général et en Côte d'Ivoire en particulier, il est important d'étudier au préalable le mode d'approvisionnement alimentaire de l'appareil colonial dominé par une constante : la place privilégiée accordée à l'importation de denrées alimentaires de grande consommation.

Une politique alimentaire dépendante des importations massives de vivres

Dès le début de l'aventure coloniale en Côte d'Ivoire lancée à la fin du XIXe siècle, les autorités françaises ne misèrent pas sur une politique de production de denrées vivrières locales pour approvisionner le personnel d'exploration, puis de conquête et d'administration. En effet, à côté des achats, ponctions et autres réquisitions de denrées alimentaires opérées ici et là, on comptait surtout sur l'importation massive de vivres pour alimenter le personnel colonial et, dans une certaine mesure, les populations locales. Ainsi donc, l'essentiel des denrées consommées par les Européens et assimilés de Côte d'Ivoire provenait de l'extérieur. Ces denrées étaient importées par les soins des maisons de commerce européennes qui y étaient installées depuis le début du XXe siècle¹. Les articles ainsi mis à la disposition de la clientèle européenne constituaient une gamme très variée, où l'on trouvait un peu de tout ce qui était susceptible d'équiper les ménages et de garnir une table européenne :

- on retrouvait par exemple, sur les rayons des factoreries, de nombreux articles de chasse (fusils, cartouches, lorgnettes, poudre...), de pêche (ligne, hameçons, flotteurs-mouches, boîtes à appâts...) et de ménage (récipients émaillés, couverts, cafetières, services de verres, tasses, cantine-popote, etc.) ;
- les conserves alimentaires ou « *preserved in tin* » figuraient aussi en bonne place sur les étagères. On y retrouvait aussi bien des préparations pour les fins gourmets français que des articles plus communs (boîtes de petits pois, de lentilles, de macaroni, de pois chiches, etc.) ;
- les condiments et autres exhausteurs de goût d'origine occidentale n'étaient pas non plus oubliés par les importateurs, ainsi que toute une variété de boissons alcoolisées ou non d'importation, et divers autres aliments. Autant de mets dont la consommation contribuait chez les Blancs à raviver le souvenir de la Mère patrie.

Outre ces mets destinés surtout à la clientèle européenne, la colonie ivoirienne bénéficiait aussi d'arrivages de denrées alimentaires en provenance d'Asie, d'Europe ou du continent américain, lesquelles étaient destinées cette fois aux populations locales. On avait ainsi le lot constitué par les boîtes de conserve et autres préparations alimentaires et celui des nombreux produits laitiers d'importation vendus aux populations noires. Par ailleurs, le sel et le sucre faisaient aussi partie des produits recherchés par les populations des colonies. Enfin, dans la catégorie des produits vivriers, ce sont surtout les céréales en général, et le riz en particulier, qui occupaient les premiers rangs dans ces importations. Le riz, qui provenait en général d'Asie, arrivait en sacs de 100 kg environ, de différents types et prix : riz Cargo, riz Saïgon n° 1, brisures 1 et 2, mélangé, etc. (Vaquier 1986:162). Affectées au ravitaillement des troupes de conquête, de la main-d'œuvre des chantiers et autres exploitations agricoles et forestières, de la population civile et plus tard aux troupes africaines mobilisées pour la Grande Guerre, les importations de riz vont croître considérablement durant les premières décennies de la colonisation². C'est cette situation qui va amener les autorités françaises soumises à la loi d'autonomisation financière des colonies depuis le 13 avril 1900 à envisager sérieusement une politique de production locale de cette denrée en vue de réduire les dépenses de ravitaillement. D'autres raisons inhérentes au riz vont également militer pour le choix de cette denrée.

Le riz, une denrée aux multiples atouts

Le premier atout, et non des moindres, que l'on connaît au riz est son ancienneté dans les pratiques culturelles et la consommation des populations de la Côte d'Ivoire. En effet, depuis l'époque pré-coloniale, le riz était cultivé et faisait l'objet de transactions commerciales. Il constituait la base de l'alimentation de nombreuses populations localisées à l'ouest, dans le Bas-Sassandra et Bas-Cavally. L'une des variétés les plus anciennes, de l'espèce *oryza glaberrima Steud* ou riz rouge, était un riz authentiquement africain, domestiqué dans le delta du Niger. Il y était la principale consommation des populations et s'était diffusé au gré des migrations humaines vers les régions du Sud Sahara, après le déclin des grands empires soudanais (Tourte vol. IV:212). Les peuples mandingues du nord, dont les céréales constituaient les éléments essentiels de la subsistance, jouèrent un rôle important dans la diffusion de ce riz vers les populations « fétichistes » des zones forestières de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Il convient toutefois d'ajouter que la riziculture locale s'enrichira d'arrivages de variétés étrangères de riz, à la faveur des premiers contacts avec les Européens sur les côtes atlantiques. Ce fut par exemple le cas du riz asiatique *oryza sativa* qui finit par supplanter la première dans les échanges dans les régions maritimes situées entre la Côte d'Ivoire et la Casamance (Tourte: vol. IV:212).

Ainsi, le développement spectaculaire de la riziculture locale s'appuya aussi bien sur les variétés africaines qu'étrangères, entre-temps domestiquées par les agriculteurs. Ceci révèle une autre des qualités du riz, à savoir sa grande capacité d'adaptation au climat et à un environnement parfois même hostile (bas-fonds, zones marécageuses, flancs de montagnes, etc.). C'est ce qui explique la prolifération des rizières villageoises dans plusieurs régions du pays, comme en témoignent plusieurs rapports de mission d'exploration datant du milieu et de la fin du XIXe siècle (Blondiaux 1834 ; Marchand 1893 ; Clozel 1899).

Autre atout, le cycle végétatif du riz s'inscrivait bien dans le calendrier agricole des paysans et tout particulièrement dans celui du café-cacao. La période de la récolte intensive et du transport des cultures arbustives correspondait à une phase où le riz lui-même venait d'être récolté et où les rizières étaient laissées en jachère. Il était ainsi possible de faire deux bonnes récoltes par an, sans épuisement sensible du terrain (Journal officiel de la Côte d'Ivoire 1912:104-105).

Par ailleurs, sur le plan agro-économique, il offrait des rendements supérieurs à ceux des autres céréales (fonio, mil ; maïs), comme en rend compte le commandant Laurent dans sa monographie sur le cercle de Man (Archives nationales de Côte d'Ivoire 1911, cité par Sohi 2014:410). Cette situation était une aubaine pour les paysans, car le riz fournissait, grâce à un commerce assez florissant, des revenus nécessaires d'appoint pour payer l'impôt et les achats en produits manufacturés. Cependant, malgré l'abondance des rizières, tout particulièrement en vallées, en pentes de montagnes et en mangroves, la production, probablement autosuffisante en économie fermée dans les régions productrices, apparaît rapidement insuffisante dès lors que le riz s'affirme sur le marché comme une denrée particulièrement appréciée des populations africaines, d'une part, et hautement stratégique pour l'administration coloniale, d'autre part, au début du XXe siècle. La demande est alors telle que très tôt les importations explosent. Pour les limiter, et en même temps garantir à la colonie un approvisionnement régulier en riz, il devient alors impérieux d'envisager une politique de production locale d'espèces de riz à haut rendement. C'est ce à quoi vont s'atteler les autorités coloniales.

Les différentes étapes et modalités de l'intervention de l'État colonial dans la riziculture

Les premières mesures de promotion de la riziculture (1898-1919)

L'idée de promotion des denrées alimentaires locales dans les colonies n'est pas nouvelle et ce, d'autant plus que l'importance desdites denrées a été établie très tôt par les explorateurs devenus plus tard colonisateurs (Chauveau 1985:286). C'est en effet, en 1898, après avoir achevé la pacification du

Soudan français et du nord de la Côte d'Ivoire, avec la reddition de l'Almamy Samory, que le général-gouverneur Edgar de Trentinian commandita une mission scientifique dans ces régions afin « d'inventorier les richesses du pays et éclairer la politique à suivre » (Paul Brasseur cité par Tourte, vol. IV:61). Plus tard en 1905, Auguste Chevalier, botaniste de son état, se vit confier par le gouverneur général de l'AOF, Ernest Roume, « une mission permanente pour l'étude de l'Afrique occidentale... de recherches botaniques, agricoles et forestières » (Schnell 1950:13-14). C'est à ce titre que ce dernier effectua un premier voyage en Côte d'Ivoire de décembre 1906 à août 1907, puis un second de 1908 à 1909. Pendant son périple, Chevalier, arrivé dans le Baoulé, constate que cette région « semble appelée à un réel avenir du point de vue agricole [...] il y aurait le plus grand intérêt à introduire... la culture des riz d'eau qui donnent des rendements trois ou quatre fois plus élevés que les riz de montagne » (Chevalier 1912:20). Chevalier acheva sa mission en soulignant « l'importance à donner à de nouvelles introductions de plantes utiles à soumettre à des expériences effectuées dans les jardins d'essai et autres stations agricoles » (Chevalier 1912:43).

Cette idée sera reprise à son compte par le gouverneur Angoulvant dès 1912. En effet, dans une note circulaire qu'il adressa aux administrateurs-commandants des cercles, ce dernier évoqua les dangers que faisait courir à la colonie la monoculture axée autour des seuls produits de cueillette (palmistes, caoutchouc...). Il souligna en outre la nécessité qu'il y avait « d'introduire dans chacune des colonies des cultures nouvelles à grand rendement, tout en développant simultanément celles déjà pratiquées par les indigènes » (JOCI 1912:103).

En matière d'introduction de nouvelles cultures alimentaires, le choix de l'administration coloniale se porta surtout sur le riz irrigué ou riz des marais, dont on devait encourager la culture par les autochtones. Pour ce faire, ladite circulaire vanta les nombreux avantages liés à cette culture (JOCI 1912:104). Les arguments développés furent par ailleurs appuyés par un exemple précis d'expérimentation réussie de riz irrigué, celui mis en œuvre en 1911 par le lieutenant Pravaz, chef du poste de Diapko (cercle du N'Zi-Comoé), avec le concours des paysans de ladite localité. Enfin, une page *d'Instructions pratiques pour la culture du riz de marais* fut publiée en annexe de la note circulaire. Cette page contenait les dispositions pratiques à prendre pour réussir cette expérience (JOCI 1912:104-105).

C'est toujours dans l'objectif de mieux orienter la politique agricole que le gouverneur général W. Ponty procéda, en 1913, à l'organisation et à la mise en fonctionnement d'un service de l'agriculture à la Côte d'Ivoire (JOCI 1913:504). Par ailleurs, pour mener à bien l'exécution du programme de ce

service, la colonie fut à l'occasion divisée en quatre circonscriptions agricoles pourvues chacune de stations agricoles ou autres fermes-écoles (JOCI 1913:602).

Un plan d'apprentissage et de vulgarisation agricole fut aussi ébauché dès 1913. Ce plan prévoyait aussi bien la formation de moniteurs d'agriculture qu'un renforcement de l'enseignement théorique de l'agriculture dans toutes les écoles (JOCI 1916:327). L'autre volet du plan était plus pratique. Au niveau villageois, la vulgarisation devait se faire au travers de cultures de démonstration dans les champs avec la participation des paysans. Au niveau scolaire, il avait été décidé qu'à chaque école, sans exception, serait annexé un jardin où tous les élèves seraient exercés à des travaux pratiques sous la direction de l'instituteur. La mise en valeur de ces jardins devait prendre en compte toutes les cultures, dont les vivriers. Enfin, tout cet arsenal de mesures incitatives devait être mis en œuvre en tenant compte des possibilités agricoles de chaque région identifiée dans le cadre d'une politique de spécialisation agricole. À ce titre, le nord et l'ouest de la colonie furent désignés comme les « rizières de la colonie » (Aubertin 1983:30).

Malheureusement, la Première Guerre mondiale, qui se déclencha en 1914, entraîna une désorganisation dans les plans de développement agricole conçus par l'Administration. Les nécessités du moment rejetèrent aux calendes grecques les projets de recherches sur les plantes alimentaires et remirent au goût du jour les bonnes vieilles méthodes de ponction et de réquisitions de denrées alimentaires expérimentées pendant la pacification. En effet, dans le cadre de la « Défense nationale », toutes les colonies africaines, dont la Côte d'Ivoire, furent mises à contribution pour fournir à la métropole française de grandes quantités de vivres afin de ravitailler les troupes au front. Au nombre des denrées réclamées, le riz figurait en bonne place. Ainsi, des quotas de production de riz par région furent plus ou moins arbitrairement fixés avec obligation de les atteindre (Domergue-Cloarec 1974:453).

Dans les dernières années du conflit, l'on assista toutefois à un adoucissement de la politique agricole en général et rizicole en particulier, caractérisé par la mise en œuvre de mesures incitatives telles que l'amélioration des prix proposés aux producteurs locaux. Le chantre de cette nouvelle politique fut le gouverneur général de l'AOF, J. Vollenhoven. Ce dernier avait en effet remarqué que « l'indigène... est venu offrir son travail et ses produits chaque fois qu'on lui a offert des prix rémunérateurs. Par contre, il s'est refusé à travailler chaque fois qu'il estimait son salaire insuffisant... » (Vollenhoven cité par Chauveau 1985:310-311). Partant de ce constat, il encouragea ses collaborateurs à susciter l'engouement des producteurs grâce à une libéralisation des prix des vivriers et du riz en particulier. Il fut suivi en cela par le gouverneur par intérim de la Côte d'Ivoire Raphael, Antonetti, lequel,

tout en ordonnant que la production de paddy de tous les cercles de la colonie soit doublée afin de remplacer le riz importé, promit cette fois-ci de rémunérer « complètement et équitablement » les paysans à la livraison. Les producteurs avaient néanmoins l'obligation de vendre toute leur récolte à l'Administration qui avait l'exclusivité de la redistribution (Domergue-Cloarec 1974:452).

Après la guerre, on remit d'actualité l'idée de promouvoir et d'améliorer cette agriculture indigène qui avait montré toute sa capacité à répondre aux besoins de la métropole en difficulté. C'est dans ce contexte que se tint à Paris du 21 au 25 mai 1918, à l'initiative de l'Union coloniale, un congrès de l'agriculture coloniale. On y évoqua la nécessité d'élaborer une politique agricole pour l'outre-mer à long terme. Celle-ci devait aller bien au-delà du « mercantilisme passé » qui, de l'exploitation des colonies, avait fait « une affaire commerciale... une simple récolte des produits de la terre » (G. Wery cité par Bonneuil 1990:30). Pour piloter ce projet ambitieux, le congrès décida de la mise en place d'un organe permanent : le Comité d'action agricole et colonisatrice. Ainsi, avant même la fin de la guerre, la classe politique, les milieux d'affaires et même l'opinion publique française étaient favorables à une aide organisée, une véritable politique coloniale en faveur de ces pays qui avaient soutenu leur métropole dans l'épreuve. Ce sont ces thèmes que reprendront Albert Sarraut et ses successeurs, dans le cadre de leur politique de « mise en valeur des colonies ».

La politique rizicole à l'ère de la mise en valeur du territoire et de la crise économique (1920-1938) : les efforts pour une plus grande rationalisation de la production locale

C'est le 12 juin 1921 qu'Albert Sarraut, alors ministre des Colonies, présenta à la tribune de la Chambre des députés, au nom du gouvernement, son désormais célèbre projet de loi portant « fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises ». Pour ce dernier, après les tâtonnements et autres atermoiements du début de l'aventure coloniale, « l'heure est venue de substituer à des directions isolées et incertaines une méthode d'action générale et précise touchant à tous les domaines de la vie des colonies » (Sarraut 1923:23). Concernant le volet agricole en général et la production rizicole en particulier, le plan prévoyait, entre autres, la mécanisation des outils, le développement de la recherche agronomique dans des stations et fermes expérimentales et l'extension autant que possible des périmètres irrigués (contrairement aux cultures sèches, pluviales et inondées pratiquées par les paysans). C'est dans ce contexte que les stations agricoles de Man et Ferkessédougou se consacrèrent à des recherches sur le riz. Les travaux de ces stations consistaient à réaliser des essais comparatifs de cultures en vue de privilégier les meilleures. Il s'agissait aussi d'effectuer le

remplacement de la multitude de variétés locales par au moins cinq variétés ayant fait leurs preuves. Ce sont notamment les variétés de riz suivantes ; *Indochine, vary-lava, douéga, la Mé et zapkalé ou zagbalé* (ANCI 1925:2).

Par ailleurs, l'on tenta également d'améliorer les techniques de production et de favoriser la multiplication des petits barrages afin de promouvoir l'essor de la riziculture irriguée. De vastes régions autrefois inexploitées et les abords de la voie ferrée furent ainsi transformés en greniers pour le ravitaillement des chantiers (Aubertin 1983:29).

En outre, face à la persistance des habitudes culturelles traditionnelles, et ne pouvant transformer radicalement les systèmes agraires locaux, l'État colonial s'était résolu à une intervention indirecte sur l'agriculture indigène par le perfectionnement, le stockage et la distribution des semences en amont aux paysans. Les Sociétés indigènes de prévoyance et de crédit agricole (SIP) furent chargées de piloter ce processus. Malheureusement, la grave crise économique mondiale qui se déclara au début des années 1930 et dont les effets se firent durement ressentir jusque dans les colonies mit un frein au vent de réformes qui soufflait sur la colonie. Il fallut toute la détermination du gouverneur Reste pour redonner une impulsion nouvelle à l'agriculture locale dans ce contexte de crise. Celui-ci, en effet, lança un vaste programme d'intensification de la production agricole et pastorale dans lequel le riz occupait une place importante. Ainsi, certains cercles furent désignés pour une extension de la production rizicole. Ce sont : les cercles de Daloa, de Bondoukou, des Tagouanas, de Man, du N'zi-comoé, du Ouorodougou, des Gouros, de l'Indénié, de Kong et du Baoulé. Le gouverneur exposa par la même occasion les moyens pouvant permettre cette relance agricole, à savoir l'amélioration de l'outillage agricole pour augmenter les rendements, le développement de l'hydraulique agricole pour accroître les cultures irriguées, l'initiation de foires-expositions pour vulgariser les productions locales, et l'institution de primes à la plantation pour encourager les planteurs les plus méritants (JOCI 1931:224-230). La foire-exposition organisée en 1934 à Abidjan, par exemple, permit à l'autorité coloniale de récompenser ceux qui s'étaient particulièrement distingués dans la pratique de la riziculture (JOCI 1934:100-101).

L'impulsion donnée à l'agriculture locale en général et à la riziculture en particulier, pendant la crise, fut maintenue à la reprise par l'administration coloniale. Celle-ci entendait poursuivre sa campagne de vulgarisation et de diffusion de la production du riz. À l'occasion, elle annonça l'augmentation de l'effort administratif sur le riz pluvial et la mise en œuvre de mesures de protection du secteur vivrier contre les effets néfastes de la croissance des produits agricoles d'exportation. Les stations agricoles se consacrèrent davantage à la sélection et à l'amélioration de la qualité des semences locales et ce, d'autant plus que les autorités s'attelaient désormais à remplacer les

semences de riz importé par des semences locales déjà vulgarisées et continuellement améliorées dans les stations spécialisées. En somme, l'amélioration qualitative et quantitative orientait la politique rizicole locale, et ce, grâce à la distribution de semences sélectionnées et l'emploi de méthodes culturales rationnelles par les paysans locaux.

Cependant, une fois encore, une grave crise mondiale vint porter un coup d'arrêt à l'élan de réformes commencé par le Front populaire : la Deuxième Guerre mondiale. Ce conflit entraîna, sur le plan agricole, la résurgence des mesures de contrainte. En effet, l'intensification de la production de vivres était redevenue un objectif prioritaire à atteindre dans cette période difficile.

La politique rizicole pendant et après la Seconde Guerre mondiale (1939-1959) : l'encouragement à une production de masse

Avec la guerre et surtout en raison de difficultés d'importation, les produits vivriers locaux redevinrent un enjeu stratégique pour les autorités coloniales, qui envisagèrent de les produire, ou du moins de s'en assurer un ravitaillement régulier. C'est ainsi qu'en plus des structures déjà existantes, fut créée en 1939 en Côte d'Ivoire une sous-section de l'Agriculture et de l'Élevage, chargée

d'organiser, renforcer, contrôler la production agricole afin que les ressources locales suffisent à assurer le ravitaillement de la colonie (troupes stationnées, travailleurs recrutés, services administratifs, population européenne et population indigène) et la contribution de la colonie au ravitaillement de la métropole (JOCI 1939:824).

Par ailleurs, le 9 avril 1941, le gouverneur M. Hubert Deschamps adressa aux administrateurs et commandants de cercles de la Basse Côte d'Ivoire une note circulaire au sujet de l'intensification des cultures vivrières dans les entreprises particulières. Dans cette note où il est fait mention des « difficultés économiques actuelles qui ne permettent plus de fournir aux planteurs, exploitants forestiers et entreprises diverses employant de la main-d'œuvre indigène plus de la moitié de leurs besoins en produits vivriers », le gouverneur invitait les intéressés à prendre toutes les mesures afin d'intensifier « leurs propres cultures vivrières, soit dans la partie non utilisée de leur concession, soit dans les terrains avoisinants » (JOCI 1942:151).

Dans le but de susciter une plus grande adhésion des masses paysannes à cette politique d'intensification de la production vivrière, l'administration coloniale décida, comme elle l'avait fait auparavant, de racheter toutes les récoltes à des prix plus ou moins incitatifs. Le riz local, une denrée dont l'importance n'était plus à démontrer, vit ainsi ses prix d'achat aux producteurs et de vente en gros fixés par l'Administration en 1940 et 43. (JOCI 1940:2 et JOCI 1943:191-192). En réalité, cette politique permettait

au colonisateur d'acheter à des prix relativement bas de grosses quantités de riz qu'il revendait ensuite avec une marge bénéficiaire appréciable aux consommateurs.

En outre, toujours pour permettre « l'évacuation du riz dont l'acheminement depuis les lieux de production jusqu'aux centres de consommation nécessite des frais de transport très élevés et, d'autre part, assurer une rémunération suffisante au producteur », il fut institué dès 1942 une caisse dite Caisse de compensation pour le riz ». Cette caisse avait pour but de prendre à sa charge ou en recette, suivant le cas, la différence entre le prix de vente en gros et le prix de revient au poste d'évacuation (JOCI 1942:436). En 1943, ladite caisse fut remplacée par un compte spécial dit « Compte-riz ». Ce compte était destiné à subventionner les frais de transport entre les acheteurs des différents cercles (JOCI 1943:262). Enfin, pour mieux rationaliser la gestion des stocks de riz, il avait été institué un « Bureau de répartition du riz » dépendant du service de la production agricole. Ce bureau était chargé du contrôle de la production du riz, de son rassemblement et de sa redistribution à la consommation. Il avait donc autorité pour centraliser tous les stocks de riz disponibles et en assurer la répartition par délivrance d'ordres de livraison (JOCI 1942:415).

Au lendemain de la guerre, et plus précisément dans le cadre du Plan décennal de développement économique et social de la Côte d'Ivoire, le secteur agricole bénéficia, comme appui à la production, d'une prévision budgétaire de 2 023 millions de francs, ce qui représentait 7,40 pour cent des sommes totales devant être investies pour la période allant de 1947 à 1957. Du total de cette somme, et ce, pour la période allant de 1947 à 1951, ce sont près de 7 millions 600 francs qui furent prévus, chaque année, pour le développement de la production vivrière. La répartition de ces fonds accordait environ 6 millions 700 francs chaque année à la seule riziculture, contre 1 million de francs annuel pour les autres cultures vivrières (ANCI 1947:112). En outre, pour tenir compte des problèmes alimentaires qui étaient cruciaux à cette époque, la Commission de modernisation du plan avait prévu un crédit de 100 millions de francs, notamment pour élargir les recherches et les enquêtes sur l'alimentation et la nutrition dans les Territoires d'Outre-mer (Chauleur 1956:85).

En 1954, par ailleurs, dans le rapport qu'il présenta à la session budgétaire de l'assemblée territoriale de la Côte d'Ivoire, le président Messmer mit l'accent, entre autres, sur le riz, une denrée suscitant un engouement de plus en plus grand de la population, mais dont la production locale demeurait « encore insuffisante » pour couvrir les besoins. Levant un coin du voile sur l'action gouvernementale en faveur de cette denrée, il signala que des moyens financiers relativement importants avaient pu être dégagés et allaient être

incessamment utilisés pour accroître les superficies plantées³. C'est toujours dans cette même ligne de politique qu'une Caisse de péréquation du riz fut créée en 1955, tandis qu'était formalisée, de façon plus générale, une doctrine de la « modernisation du paysannat » fondée sur les « centres d'encadrement rapprochés » et l'amélioration des connaissances sur les systèmes de production paysans (Chauveau 1985:312).

Jusqu'à la fin de l'ère coloniale, plusieurs autres actions de moindre importance furent menées, dans l'objectif affiché de rendre la colonie ivoirienne autosuffisante en denrées alimentaires en général et en riz en particulier. Y est-on parvenu ? Quel bilan peut-on dresser de l'action du colonisateur en matière de promotion de la riziculture en Côte d'Ivoire ?

La politique rizicole coloniale en côte d'ivoire : un bilan mitigé

L'intervention de l'État colonial dans la filière du riz apporta des améliorations certaines dans les rendements. Elle favorisa la diffusion rapide du riz grâce à la vulgarisation de pratiques culturelles modernes et l'encouragement à la production. Cependant, la persistance de la dépendance de la colonie vis-à-vis des importations du riz montrait les insuffisances d'une politique marquée par l'incohérence et l'opportunisme.

Le succès de la diffusion du riz dans le paysage agricole ivoirien

Les résultats relatifs à l'amélioration des rendements riziocoles n'eurent aucune incidence réelle sur la poursuite des importations de riz. Toutefois, l'action de l'administration coloniale ne fut pas nulle. Bien au contraire, elle contribua à l'augmentation des surfaces cultivées en riz et à une amélioration substantielle de la production riziicole. En effet, c'est très tôt que les rapports de l'administration coloniale firent état d'une rapide diffusion de la culture du riz dans des zones où elle était pratiquement absente (ANCI 1910-1911:43).

Cette rapide floraison des périmètres riziocoles était visible dans plusieurs régions du pays. Il en était ainsi notamment du pays Abbey où cette culture qui était peu pratiquée avant la colonisation fit l'objet d'une exportation entre 1920 et 1923. Un recensement datant de 1924 montra que près de la moitié des villages Abbey cultivait du riz de façon intensive (ANCI 1924). Les régions du littoral furent elles aussi touchées par le phénomène. C'est ainsi que le cercle de Bassam, qui ne comptait pas parmi les régions productrices de riz jusqu'en 1921, en produisit une quantité importante en 1923 et 1924 (ANCI 1924). Dans le Baoulé, région anciennement productrice, la culture du riz s'était développée considérablement sous l'action coloniale dès 1911, surtout le long de la voie ferrée. En dépit des conditions climatiques défavorables et des destructions des récoltes perpétrées par les colonnes militaires françaises, le succès de la diffusion avait permis la

commercialisation de 400 tonnes de riz pour la consommation locale en 1912 (Yayat d'Alépé 1979:304). Il en fut de même à l'ouest et au centre-ouest du pays, où la culture du riz resta pendant longtemps prépondérante sur les autres vivriers. Ainsi, le cercle de Man, par exemple, exporta plus de 70 tonnes de riz, entre 1915 et 1919 (Sohi 2014:159). À l'issue de la campagne de l'année 1932, l'on estimait dans ce cercle à 2000 ha les superficies rizicoles, avec plus de 50 tonnes de riz exportées (Sohi 2014:202).

Concernant enfin les cercles du nord, ils furent très tôt astreints à approvisionner non seulement en main-d'œuvre, mais aussi en produits vivriers « les zones utiles » du sud de la colonie. Ainsi entre 1912 et 1913, les cercles de Korhogo et Kong exportèrent vers la côte 300 tonnes de riz (Aubertin 1983: 27). En 1922, les superficies consacrées au riz augmentaient de 20 pour cent et 152 tonnes de paddy étaient livrées aux travailleurs du chemin de fer. En 1923, Korhogo et la subdivision de Boundiali récoltaient ensemble 260 tonnes de paddy (ANCI 1924). Tous ces bons résultats permirent aux paysans de constituer des réserves afin de faire face aux périodes de soudure.

Comme on peut le voir, la campagne pour le riz commencée par le colonisateur avait entraîné des transformations dans le paysage agricole de la colonie, avec notamment un accroissement des superficies et de la production de riz. Cependant, tout ceci est à mettre à l'actif des paysans locaux. En effet, certes, l'impulsion à la production rizicole relevait de l'initiative de l'administration coloniale. Mais dans la pratique, son développement et sa dynamique reposaient sur la force des bras des seuls paysans locaux. En effet, dans un système agricole prioritairement consacré aux produits de rente, c'est sur les paysans africains que l'administration coloniale misa pour le développement de la production vivrière locale. Mieux, les producteurs locaux furent les principaux animateurs d'un marché traditionnel de fourniture et de distribution du riz qui demeura actif en dépit des crises successives. Il convient aussi de dire que l'accroissement des productions vivrières en général et celles du riz en particulier au lendemain de la Seconde Guerre mondiale était en rapport étroit avec l'urbanisation accélérée dans les principaux centres urbains du pays. Situation dont avaient su profiter les agriculteurs locaux. En effet, ces derniers parvinrent à développer à l'intérieur et autour des grandes villes des périmètres vivriers afin de répondre aux besoins alimentaires des citoyens. Dans son discours à l'assemblée territoriale de 1955, le président Messmer ne manqua pas de rendre compte de cette évolution (gouvernement Messmer 1955).

Tels que présentés, ces quelques résultats directs ou indirects de la politique rizicole pourraient laisser croire que le colonisateur avait réussi à régler tous les problèmes liés au ravitaillement en riz de la population. Il n'en fut rien. En effet, cette apparente croissance de la production rizicole, imputable aux

paysans locaux, fut insuffisante à combler les attentes des populations et ce, d'autant plus que la politique rizicole mise en œuvre par le colonisateur était lacunaire à bien des égards. Son impact sur le système de ravitaillement de la colonie fut donc limité.

Les limites de l'opération-riz coloniale

Trois mots permettent de caractériser la politique rizicole commencée par le colonisateur, lesquels expliquent aussi son échec relatif : c'était une politique occasionnelle, coercitive et opportuniste à souhait. Une analyse sur le long terme de la politique vivrière en général et rizicole en particulier laisse facilement entrevoir son caractère occasionnel. Annoncée et envisagée à l'aune des grandes théories botaniques et agraires, elle ne fut en définitive qu'une politique épisodique répondant à des besoins ponctuels. En effet, l'intérêt subit manifesté vis-à-vis des vivriers locaux fut surtout dicté par le contexte de la Grande Guerre qui avait, d'une part, mis à nu les limites de la politique prédatrice du colonisateur et, d'autre part, révélé la capacité d'approvisionnement de l'agriculture locale. On songea donc à mieux perfectionner ce secteur à travers des recherches variétales organisées tambour battant dans les jardins et autres stations agricoles et un encadrement des paysans réalisé sous l'égide du service de l'agriculture. Cependant, l'expérience tourna court. En fait, passé le conflit, l'intérêt accordé par l'administration coloniale aux vivriers locaux retomba. En 1918, par exemple, un rapport de la station agricole de Bingerville faisait état de ce que les expériences sur les cultures vivrières locales avaient été abandonnées « malgré les succès enregistrés dans ce domaine » (ANCI 1918). Pire, vers la fin des années 1920, les rapports des stations agricoles ne faisaient même plus mention des cultures vivrières, à l'exception du riz. De même, les ambitieux leitmotiv d'incitation à des innovations dans la recherche et dans les pratiques agricoles, lancés à grand renfort de publicité dans les années 1930 et même après, restèrent dans l'ensemble lettre morte et ce, d'autant plus que l'administration coloniale avait échoué dans son programme d'encadrement des paysans locaux. L'action des services agricoles était demeurée superficielle et la plupart des travaux sur les périmètres vivriers furent laissés à la charge des seuls autochtones. La surveillance des cultures réalisée dans les champs d'expérimentation était confiée aux commandants ou gardes cercles, chefs de cantons et autres chefs de villages n'ayant ni les aptitudes, ni les connaissances agricoles requises pour assumer cette tâche. Dans ces conditions, la diffusion des méthodes modernes de production tant prônée par le colonisateur se trouva compromise sur le terrain (Chauveau 1985:287).

Par ailleurs, même les SIP (Société indigène de prévoyance) échouèrent dans leur mission d'encadrement et de promotion des cultures locales. En

effet, le fonctionnement de ces « greniers administratifs » laissa très tôt transparaître de nombreuses anomalies. Empêtrées dans des difficultés de trésorerie et ayant perdu toute crédibilité aux yeux des souscripteurs noirs, ces structures furent dissoutes au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, sans avoir atteint leur objectif (Suret-Canale 1964:309-310).

Une autre caractéristique de la politique agricole coloniale, appliquée aussi à la riziculture, fut l'usage quasi permanent de la contrainte administrative à l'endroit des agriculteurs locaux. En effet, la politique d'intensification de la production vivrière lancée pendant les deux conflits mondiaux, même si elle fut parfois assortie de mesures incitatives (distribution de semences, mise à disposition de terrains et de matériels de culture etc.), fut l'occasion de soumettre les populations noires, soit à de longues séances de travaux forcés sur les parcelles de l'administration, soit à des fournitures obligatoires de vivres issus de leurs propres exploitations. Ainsi, contrairement aux promesses du colonisateur, beaucoup de paysans sortirent complètement ruinés de ces épisodes. Le mécontentement desdits paysans ne permit donc pas le maintien du modèle colonial de production. En effet, ces derniers usèrent de plusieurs moyens pour se soustraire aux corvées, travaux forcés et autres fournitures gratuites ou à prix dérisoires de denrées. À ces tentatives d'opposer une force d'inertie à sa politique, l'administration coloniale, loin de se remettre en cause, répondit bien souvent par un durcissement de sa ligne (Domergue-Cloarec 1984:476-477).

Finalement, tout cela aura un mauvais impact sur la production rizicole qui demeura, néanmoins, à un niveau relativement élevé, surtout après la Seconde Guerre mondiale (Voir Tableau 1 et Courbe 1 qui montrent l'évolution comparative de la production et des importations en riz). En régime d'autarcie, une telle production aurait certainement permis de répondre aux besoins de la population. Dans le contexte colonial, cependant, les nombreuses sollicitations de l'administration exposaient rapidement les limites de la production locale et rendaient quasiment indispensable l'importation d'assez grandes quantités de riz. Une politique plus hardie et plus conséquente aurait pu permettre d'éviter pareille situation et même d'atteindre l'autosuffisance de la colonie en riz. Mais était-ce là réellement le souhait du colonisateur français ? On peut légitimement en douter et ce, d'autant plus que dans le cadre de l'organisation de l'Empire colonial français, c'était à l'Indochine que revenait le soin d'approvisionner les autres colonies françaises en riz, quand ces dernières – ce fut surtout le cas de la colonie de Côte d'Ivoire – devaient, elles, approvisionner la métropole en matières premières pour les industries. L'action coloniale fut donc davantage orientée vers le développement des produits d'exportation, dont on ne voulait en aucun cas freiner

l'exploitation par une promotion trop vigoureuse de produits vivriers, jugés moins rentables. À la vérité, l'administration coloniale et les maisons de commerce s'inquiétaient du poids de plus en plus important de la production vivrière et rizicole locale. Elles redoutaient, en perspective, de voir ce secteur concurrencer les cultures de rente. Il y avait alors une volonté délibérée de contenir la production locale, tout en maintenant un mode de production indigène traditionnel pouvant juste permettre de subvenir aux besoins primaires des populations et d'approvisionner à moindre coût le circuit officiel en cas de nécessité. Pourquoi donc cette débauche d'énergie pour une cause déjà entendue ? C'est là encore une des nombreuses contradictions de la politique coloniale française, sur lesquelles on n'a pas encore fini de s'interroger.

Conclusion

On ne peut pas valablement dénier au colonisateur français d'avoir eu, en AOF en général, et en Côte d'Ivoire en particulier, une politique rizicole. C'est-à-dire une volonté politique, clairement affichée et matérialisée sur le terrain, de reformer et d'améliorer le système et les pratiques culturelles traditionnelles en matière de riziculture en vue d'accroître les rendements. On peut toutefois déplorer que cette politique portât en elle-même les germes de sa propre inefficacité. En effet, ponctuelle, incohérente et opportuniste à souhait, elle suscita surtout la méfiance, voire l'hostilité de ceux auprès de qui elle devait avoir un effet d'entraînement. Masquant par ailleurs certaines contradictions et conflits d'intérêts, elle veilla à empêcher l'explosion d'un entrepreneuriat indigène, lequel, « pris d'une conscience bien prétentieuse de ses potentialités et face aux marchés qui s'ouvrent à lui », pouvait, par ce biais, s'émanciper de la mainmise coloniale. Finalement abonnée aux importations régulières et abondantes de riz, l'administration coloniale ne parvint pas à réaliser l'autosuffisance en riz, même si, sous son impulsion, la riziculture traditionnelle connut un bond qualitatif certain.

Notes

1. Ce sont, entre autres, la Compagnie française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO) ; la Compagnie française de l'industrie et du commerce (CFCI) ; la Société commerciale de l'ouest africain (SCOA) ; les entreprises Chauveau ; Jean Abile Gal, etc.
2. De 1908 à 1910, les importations en riz de la colonie passèrent de 2 564 t à 4 371 t selon les statistiques douanières. En 1913, elles avaient baissé, se situant néanmoins à 3 807 t. En 1914, au début de la guerre, elles atteignaient 2000 t, contre 1800 t en 1915 (G. R. Meignan 2015:70).
3. Il s'agissait notamment d'une aide de 10 millions de francs demandée au Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) et, d'autre part, des 2/3, soit 13 500 000 F d'une subvention accordée par le Budget fédéral, pour peser sur les prix du riz d'importation. L'assemblée territoriale avait en effet décidé

d'affecter la plus grosse partie de cette subvention au soutien et au développement de la culture irriguée dans les cercles du nord du pays où les rendements semblaient meilleurs (gouvernement Messmer 1955).

Sources et bibliographie

Sources

- ANCI, 1911, *Monographie de Man (17SD), monographie du cercle de Touba*.
- ANCI, 1911, 7DD 11, V-32-22:43, *Documentation générale sur la Côte d'Ivoire*.
- ANCI, 1917, IRR 97, *Service de l'agriculture, Rapports, correspondances, circulaires relatifs au développement des produits agricoles dans le cercle du N'zi-Comoé*.
- ANCI, 1918, 1 RR 18, *Colonie de la Côte d'Ivoire, service de l'agriculture, rapport d'ensemble 1918*.
- ANCI, 1919, 1QQ 90 (2), *Rapport économique du 2^e trimestre, secteur de Man*.
- ANCI, 1924, 1RR40, *Rapport du 1^{er} trimestre sur la situation agricole et zootechnique du cercle de Bassam* par le chef du bureau politique, M. Sureau.
- ANCI, 1924, 1QQ70, *Rapport économique du cercle de l'Agneby*.
- ANCI, 1925, 1RR102, *Rapport sur la situation agricole et Zootechnique du cercle de Kong*, 1919, 1922, 1923, 1924, 1925.
- Gouvernement Messmer, 1955, *Rapport présenté à la session budgétaire de l'Assemblée territoriale de la Côte d'Ivoire*, Imprimerie du Gouvernement.
- Gouvernement de la Côte d'Ivoire, 1960, *Inventaire économique et social de la Côte d'Ivoire 1947-1958*, Ministère du Plan, Service de la Statistique, 283 p.
- JOCI, 1912, *Instruction pratique pour la culture du riz de marais*, texte annexé à la circulaire n° 81 du 29 février 1912 au sujet de la culture irriguée du riz.
- JOCI, 1913, Arrêté du 1^{er} juillet 1913 portant création d'un Service de l'agriculture à la Côte d'Ivoire.
- JOCI, 1931, Circulaire du 4 avril 1931 au sujet de l'intensification de la production agricole et pastorale.
- JOCI, 1934, Palmarès de la foire-exposition d'Abidjan du 21 au 28 janvier 1934.
- JOCI, 1939, Arrêté n° 520 du 2 septembre 1939 portant création à la Côte d'Ivoire d'une sous-section de l'élevage et de la production.
- JOCI, 1942, Circulaire n° 431 du 9 avril 1941 au sujet de l'intensification des cultures vivrières dans les entreprises particulières.
- JOCI, 1942, Arrêté n° 3986 A.E. du 7 décembre 1942, portant création d'une Caisse de compensation du riz.
- JOCI, 1943, Arrêté n° 4226 du 23 novembre 1943, portant création d'un Compte-Riz.

Bibliographie

Articles de revues scientifiques

- Aubertin, C., 1983, « Histoire d'une région sous-développée, le nord ivoirien », in *Cahiers ORSTOM*, série science humaine, Paris, volume XIX, n° 1, p 23-57.

- Bonneuil, C., 1990, « Quelques éléments sur l'organisation des recherches scientifiques coloniales jusqu'à la création de l'ORSTOM », *Les cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 10, 19 p.
- Chauveau, J.-P., 1985, « Histoire de la production et des politiques vivrières en Côte d'Ivoire », *Études Rurales*, n°s 99-100, p. 281-325.
- Chevalier, A., 1912, Mission dans l'Ouest africain, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haut Sénégal, Niger, Sénégal (1908-1910), *Nouvelles Archives des missions scientifiques et littéraires*, n° 5, 131p.
- Clozel, F. J., 1899, « La situation économique de la Côte d'Ivoire », *Renseignements coloniaux*, n° 4, p. 64-67.
- Gnabro, O. G., 2008, « Colonialisme et recherche agronomique en Côte d'Ivoire 1850-1960 », *Revue Ivoirienne d'Histoire*, n°s 12-13, p 82-97.

Ouvrages et thèses

- Bonneuil, C., 1993, *Du jardin d'essai à la station expérimentale : « Mise en valeur » de l'Empire et naissance de l'Agronomie Tropicale (1880-1930)*, édition du CIRAD, 107 p.
- Chaleur, P., 1956, *Le régime du travail dans les Territoires d'Outre-mer*, Paris VI, Bibliothèque de l'union française, 689 p.
- Domergue-Cloarec, D., 1974, *La Côte d'Ivoire de 1912 à 1920. L'influence de la Première Guerre mondiale sur l'évolution politique, économique, sociale*, thèse de 3^e cycle d'histoire, Université de Toulouse-le Mirail, vol 1, 627 p.
- Meignan, G. R., 2015, *La question alimentaire en Côte d'Ivoire à l'époque coloniale (1904-1959)*, Paris, collection Études africaines, Série histoire, L'Harmattan, 383 p.
- Sarraut, A., 1923, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot et Cie, 656 p.
- Schnell, R., 1950, *La forêt dense*, Paris, Paul Lechevalier, 323 p.
- Sohi, B. F., 2014, *Le commerce dans la région de Man (1896-1940)*, Paris, collection Racines du présent, l'Harmattan, 428 p.
- Suret-Canale, J., 1964, *Afrique Noire Occidentale et Centrale, tome II, L'ère coloniale (1900-1945)*, Paris, Éditions sociales, 637 p.
- Tourte, R., *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone, volume IV, La période coloniale et les grands moments des jardins d'essais : 1885/1890 – 1914-1918*, 515 p. (disponible en ligne : gallica.bnf.fr/Bibliothèque nationale de France).
- Tourte, R., *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone, volume V, Le temps des stations et de la mise en valeur 1918 – 1940-1945*, 675 p. (disponible en ligne : gallica.bnf.fr/Bibliothèque nationale de France).
- Vaquier, R., 1986, *Au temps des factoreries (1900-1950)*, Paris, Éditions Karthala, 395 p.
- Yayat d'Alepé, H., 1979, *Une économie coloniale de transition : la Côte d'Ivoire de 1893 à 1919*, thèse de 3^e cycle d'histoire, Paris, Université de Paris VII, 557 p.

Tableau 1 : Évolution de la production et de l'importation de riz en Côte d'Ivoire à l'époque coloniale (1906-1959)

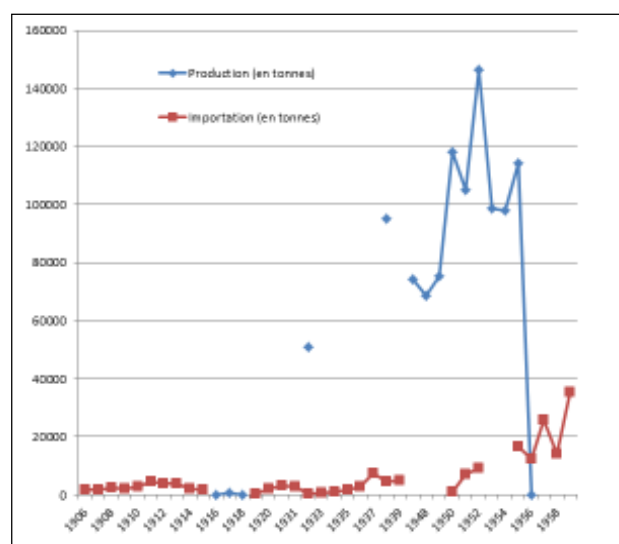
Années	Production (en tonnes)	Importation (en tonnes)
1906		1 700
1907		1 600
1908		2 600
1909		2 200
1910		2 800
1911*		4 400
1912		3 900
1913		3 900
1914		2 000
1915		1 800
1916	8	
1917	540	
1918	53	
1919		470
1920*		2 200
1929		3 000
1931		2 800
1932	51 000	460
1933		760
1934		1 200
1935		1 800
1936		2 9 900
1937		7 4 400
1938	95 000	4 500
1939*		5 000

Tableau 1 : (Suite) Évolution de la production et de l'importation de riz en Côte d'Ivoire à l'époque coloniale (1906-1959)

1947	74 400	
1948	68 700	
1949	75 200	
1950	118 300	1 000
1951	105 200	7 000
1952	146 600	9 000
1953	98 800	
1954	98 100	
1955	114 100	16 500
1956	94 100*	12 500
1957		25 900
1958		14 100
1959*		35 300

Sources : ANCI 1912 ; ANCI 1922, ANCI 1955 et ANCI 1960

Courbe d'évolution de la production et de l'importation de riz en Côte d'Ivoire coloniale (1906-1959)



Source : D'après les données chiffrées du tableau 1 ci-dessus



Transformations in Beliefs and Practices of Ecological Inviolability: Historical and Contemporary Perspectives on Mamfe-Akuapem Sacred Forest in Ghana

Kwabena Akurang-Parry*

Abstract

Sacred forests, also known as ethnoforests or forest groves, in Africa are a part of the construction of the cosmology of Africans and their effort to seek ecological harmony and biodiversity equilibrium. In sum, sacred forests are sites of deities and ancestors; ritual discourse and genealogical affirmations; and superstructures of social formations, ontology and eschatology. Much of what we know about sacred forests in Ghana and their significance comes from botanists, environmentalists, agriculturalists, anthropologists and archeologists. For their part, historians have shied away from studying sacred forests because of the paucity of written sources: colonial reports and Euro-Christian missionary accounts did not have cogent narratives on sacred forests. At best, colonial agents and Christian missionaries marginally framed African sacred forests in pejorative connotations and dismissed them as atavistic monuments of fetishised sites. What is not in doubt, based on oral history and oral tradition, in fact, major historical sources, is that African sacred forests have utilitarian uses as sites of sustained conservation. This article examines the history of transformation in beliefs and practices associated with a 150-year old sacred forest in Mamfe Akuapem, Ghana. The central thesis that informs the study is that African sacred forests, broadly framed as forest conservation, were closely intertwined with deification of land reserved for biodiversity and shaped by ontological beliefs.

Abstract

Les forêts sacrées en Afrique, également connues sous les noms de forêts ethniques ou bosquets forestiers, font partie de la construction de la cosmologie des Africains et de leurs efforts dans la recherche de l'harmonie écologique et l'équilibre de la biodiversité. En somme, les forêts sacrées sont les sites des

* Department of History, University of Cape Coast, Cape Coast, Ghana.
Email: kaparry@hotmail.com

divinités et des ancêtres; des discours rituels et des affirmations généalogiques; des superstructures des formations sociales, de l'ontologie et de l'eschatologie. La majeure partie de nos connaissances sur les forêts sacrées au Ghana et leur importance provient des botanistes, des écologistes, des agriculteurs, des anthropologues et des archéologues. Pour leur part, les historiens se sont éloignés de l'étude des forêts sacrées en raison de l'absence de sources écrites: les rapports coloniaux et les comptes rendus des missionnaires euro-chrétiens ne contenaient pas de récits convaincants sur les forêts sacrées. Au mieux, les agents coloniaux et les missionnaires chrétiens ont légèrement décrit les forêts sacrées africaines de manière péjorative et les ont qualifiées de monuments ataviques des sites fétichisés. Selon l'histoire orale et la tradition orale, qui sont en fait les principales sources historiques, il ne fait aucun doute que les forêts sacrées africaines sont à usage utilitaire en tant que sites de conservation durable. Ce chapitre examine l'histoire de la transformation des croyances et des pratiques associées à une forêt sacrée de 150 ans à Mamfe Akuapem, au Ghana. La thèse centrale qui informe cette étude est que les forêts sacrées africaines, largement décrites comme une conservation forestière, étaient étroitement liées à la déification des terres réservées à la biodiversité et façonnées par des croyances ontologiques.

Introduction

The eclectic development of sacred sites known as forest reserves and forest groves in precolonial African societies was not based on microcosmic exceptionalities of everyday life, but was central to the normative order. This study deals with the oral history and oral traditions of a sacred forest or a forest grove in Mamfe Akuapem which has existed for about 150 years. Mamfe is a small town located in the Akuapem district of southern Ghana in the area known today as the Eastern Region. Paying attention to socioeconomic change and economic transformation, the study examines temporal and spatial changes of the forest grove. Divided into five main parts, the first portion looks at the comparative literature. The second section discusses land resources and ecological balance informed by climate, vegetation and economic activities of Mamfe from the precolonial era to the period of the consolidation of British colonial rule in the early twentieth century. Thus, it surveys the utilitarian dynamism of the cultural ecology of the people of Mamfe, part of which was the evolution of the sacred forest. For its part, the third part deals with the history of the sacred forest encompassing religion, ecology and social formation. The fourth segment investigates the ways in which Euro-Christianity unleashed social change that transformed beliefs and practices associated with the uses of the sacred forest. The final part considers contemporary perspectives and challenges associated with the sacred forest, essentially emerging attitudes that have threatened the very existence, or have violated the sacred forest.

The central thesis that informs this study is that African forest groves, broadly framed as forest conservation, were closely intertwined with communal worldview, ontological and eschatological beliefs, and social formations that involved dynamic processes devoid of ‘relics of climax forests and peak cultural efflorescence’ (Sheridan 2008:16). This means that the construction of the forest grove was not temporal, but entailed perpetually active processes of structuration underscoring the community’s perspectives on the sacred forest or grove in terms of change, renewal and continuity (Giddens 1984). Alison Ormsby and Craig Edelman in a study of Tafi Atome monkey forest sanctuary in Ghana note in their introduction that ‘for generations, communities in Ghana have protected small forest areas for cultural reasons. Many of these sacred forests ... are considered to house local gods ...’ (Ormsby and Edleman 2010:233). Similarly, the Mamfe sacred forest underscores the community’s housing of a deity and their quest for an ecological harmony. The capacity of the people of Mamfe to develop their own ecological worldview is due to the fact that they acquired and transmitted ‘traditional ecological knowledge’, which simply defined, refers to a society’s ability to understand its environment and put it to good generational uses over time (Berkes 2008).

In the precolonial period, the people of Mamfe, like other Akuapem communities, had used religious sanctions to configure a forest that included not only ecology and nature, but also defined aspects of social formation, religion and eschatology to sustain their daily lives. With the introduction of Euro-Christianity, social and religious sanctions that once safeguarded the forest grove were blunted by the inexorable and antipodal dynamics of social change, diffusion of cultures and modernity in the mindset of Euro-Christian agents and recipients of the Christian faith as ‘Westernism’. Indeed, by the early twentieth century, a substantial number of the inhabitants of Akuapem, including Mamfe, had converted to Euro-Christianity. As a result, the agency of Euro-Christianity became so powerful and encompassing that even those who adhered to the indigenous religion tended to come under the sway and spell of Euro-Christianity. This was to the extent that perceptions and practices associated with the forest grove were placed in crucibles of alteration and change. In this regard, Michael Sheridan is right in asserting in his case study of Tanzania that the ‘functionalist assumption that sacred groves exist primarily as indigenous forms of conservation is mistaken’ (Sheridan 2009:73–74). Indeed, as H. N. Pandey insists ‘biodiversity has been conserved and survived against the forces of destruction due to strong ... sociocultural values attached to sacred groves which happen to be the store house of biodiversity’ (Pandey 2009:8). These observations speak to our case study of the Mamfe Akuapem grove.

The material for this work, mostly oral history, was gathered in the 1990s and early 2000s. As M. A. Kwamena-Poh, the author of the seminal and the most comprehensive history of Akuapem illustrates, much of the history of precolonial Akuapem is based on oral history and oral traditions (Kwamena-Poh 1973:x–xi). Thus, I interviewed knowledgeable people who knew the history of the town and its sacred forest. Structured interview techniques enabled me to address specific questions, but also allowed my respondents to illuminate their answers with varying details. The architecture of oral history and oral traditions provides empirical pillars for this study. The acceptability of oral history as evidence on the African past is largely the work of several scholars and institutions (Lentz 2000:191–214). Certainly, the use of oral history interrogates the written sources on African history that tend to be lopsidedly laden with perspectives chronicled by non-Africans in the precolonial and colonial periods. Admittedly, written sources have their hegemonic slant, while oral history and oral traditions have their fluidity and mutability. But oral history and oral traditions, at least, restore African voices to the history of the continent, provide alternative truths and serve as some epistemological distillation of Eurocentric-bound African history. This work has benefited immensely from the application of oral history and oral traditions.

For this particular project, search of the Ghanaian archives did not yield any written sources, thus it is wholly dependent on oral history counterpointed with local and comparative historiographies. In fact, many studies of sacred sites that had their beginnings in the precolonial period rely on oral history and oral traditions. Summing up this in his study of sacred groves in southern Ghana, Gerard Chouin states that ‘sacred groves are never mute. There are always a number of stories attached to them about characteristics and wonders of resident spirits and sometimes about those who violated the forest’s taboos’ (Chouin 2002:183). Chouin concludes that ‘every sacred grove is therefore a historic object but could also be considered as a historical source, for there is a specific kind of discourse attached to it and which disappears with it’ (ibid). This theoretical forte is applicable to this study which is framed with oral history and oral traditions.

Comparative Literature Review: Sacred Forest or Forest Grove

Sacred forests according to Sandra Greene ‘were locations defined as much by their physical properties as by the spiritual forces that the Anlo believed occupied and operated from these locations’ (Greene 2002:1). In his work on sacred forests in India, H. N. Pandey notes that sacred groves ‘manifest the spiritual and ecological ethos of local indigenous communities ... Sacred

groves throughout the world are associated with a range of traditional and cultural values related to forests, rituals and taboos' (Pandey 2010:2–3). For their part, Bas Verschuuren et al. conclude that at sacred sites 'nature and humanity meet, and people's deeper motives and aspirations are expressed through what is called "the sacred" ... Sacred and natural sites, therefore, concern the well-being of nature and humans and encompass the complex intangible and spiritual relationships between people and our originating web of life' (Verschuuren et al. 2010:1). In sum, interest in sacred natural sites has grown in recent years because they are recognised for their biodiversity in the form of animals and plants that support ecosystems and ecological dynamics. Verschuuren et al. state that 'While sacred natural sites are connected to the human spirit and intangible heritage they also have strong material components. In addition to being places where animals and plants species survive, sacred forests provide resources such as water and medicines and other ecosystem services, they are the locations of events and ceremonies, and traditionally are sites of education' (ibid., p. 5) Also Nigel Dudley et al. stress that '[m]any sacred natural sites function partly as sources for valuable plants, particularly medicinal plants, and other ecosystem services; they may be managed to enhance survival of desired species' (Dudley 2010: 25) Local conservation of sacred forests occurred before national governments established policies on environmental and biodiversity conservation. In sum 'ancient forests and trees provided, and continue to provide people with shelter, food and medicine, but also helped shape their consciousness (Barrow 2010:42–43).

Sacred forests serve as epicentres of biodiversity, ontological negotiations and ritual performance between the representatives of the communities sanctified as deities and the cosmological world beyond humanised boundaries of the earth and its cyclical agencies of rain, sun and wind, all elements that shaped the forest grove. Thus, the notion that 'many groves in Africa are by definition fragments or patches of vegetation in largely agricultural landscapes' (Sheridan 2008:18–19) may be true from secularised and spatial standpoints, but untenable in temporal and sacred sense. In their introduction to *Sacred Sites, Sacred Places*, David Michael et al. write that 'To say that a specific place is a sacred place is not simply to describe a piece of land, or just locate it in certain position in the landscape. What is known as sacred site carries with it a whole range of rules and regulations regarding people's behaviour in relation to it, and implies a set of beliefs to do with the non-empirical world, often in relation to the spirits of the ancestors, as well as more remote or powerful gods and spirits' (Michael et al. 1994:3).

Focusing on Africa, Sheridan notes that 'sacred groves exist throughout tropical Africa and typically serve as places for rituals of initiation and sacrifice' (Sheridan 2008:74). Sheridan adds that the 'term *sacred* does not imply, however, that these sites are purely religious institutions, separate from politics, social organization, and land tenure' (ibid.). Indeed, African sacred forests were not only about religions and ritual performance, but also reflected the political and social life of individual societies. Sheridan is, however, right in arguing that African sacred forests are bastions of political power, 'and as such they are critical sites in the ideological and material struggles that generate political legitimacy, ethnic and gender identities, and access to resources' (Sheridan 2009:74). Additionally, African sacred forests were not only about plant life, but animal ones as well, the latter in the Western imaginings came to be associated with exotic, primitive Africa, devoid of utilitarian validation of conservation, (Garland 2008:51–52), in fact, what Peter Castro has aptly described as 'ethnographic curiosities' (Castro 1990:277).

Furthermore, sacred forests are sites of conservation of biodiversity which preceded colonial policies of forest conservation. Unfortunately, like some aspects of African history, the literature privileges European agency and as a result the history of conservation in Africa tends to tilt in favour of policies implemented in the colonial period (Anderson and Grove 1987; Rajan 2006); von Hellermann and Usuanlele 2009:223–246). Indeed the establishment of forest reserves in colonial Africa unleashed African resistance (Guha 1989). What should be clearly delineated is that forest conservation was not alien to some parts of colonial Africa and that if Africans rose up against colonial forest conservation policies, it was not because it was foreign to African communities, rather it was due to the fact that such colonial policies constrained their way of life by compromising meaningful land use. What is not in dispute is the fact that in the Gold Coast colonial rule 'promoted concessions scramble and land alienation' triggered by economic exploitation (Ilegbune 1976:17–31).

Land Resources and Ecological Balance: Climate, Vegetation, and Economic Activities

As noted, Mamfe is located on one of the highest peaks of the Akuapem mountain range. The climate of the Akuapem area is semi-tropical and the area experiences two rainfall seasons annually. Unlike other parts of southern Ghana, Akuapem is relatively colder. It has hot and humid days and cold nights. During the rainy season, the days are very warm, while the nights are cold. The dry season known as '*harmattan*', the result of cold dry winds blowing from the Saharan region, is cold. Today, the vegetation has a

semblance of tropical forest. It is made up of tall trees with shrub-like undergrowth. The more cultivated areas have shrub-like vegetation with short trees. The slopes of the hills are dotted with short trees amidst the savanna-like grassland. The undergrowth is thick with lush vegetation, a composite signifier of the fertility of the soil.

Land tenure in precolonial Akuapem was based on usufruct use of family land. This means that family members had the right to use lands designated as ancestral and extended family property with caretaking rights vested in lineage elders or heads of families. Theoretically, all lands belonged to ancestors and since the chiefs are the spiritual bridges to the ancestors, land and its resources were placed in the hands of chiefs as custodians. Changes in indigenous land tenure occurred especially with the genesis of export cash crop production and mining in the nineteenth century. This is what Kojo Sebastian Amonor has described as 'leading to the evolution of atomistic family farms, freely buying and selling land on markets according to their needs and changing resource endowments' (Amanor 2010:104). Economic change led to the commodification of land with individual property rights. In this regard, Chouin has argued that 'in communities practicing land-consuming farming techniques such as clearing by burning and fallowing, the revealed presence of a spirit is often a reason for patches of forest not to be cleared' (Chouin 2002:178; see also Kwamena-Poh 1973:2–3). For their part, Dudley et al. argue that sacred forests 'are often the only remaining patches of natural or semi-natural habitat in cultural landscapes and can contain rich biodiversity, sometimes exceeding nearby protected areas and forest reserves' (Dudley et al. 2010:19; see also O'Neal-Campbell 2005:151–169). These theoretical perspectives mirror the economic practices and the cultural ecology of the precolonial inhabitants of Mamfe and their establishment of the forest grove.

The forest in Akuapem has gone through several phases. During the nineteenth century, from about the 1830s to the 1880s, the major economic activity was the oil-palm industry: the harvest of oil palm fruits and the extraction of oil from the fruit and its kernel for export to Europe. This formed the basis of the 'legitimate' trade, or the non-human commodity trade between West Africa and Europe that replaced the slave trade to the Americas ((Kwamena-Poh 1973:3; Dickson 1969:144–150; Law 1995). Southern Ghana, including the Akuapem area, is naturally populated with palm-oil trees (Dickson 1969:72–74 and 144–150). The palm-oil industry did not change the forest because the palm tree grew wild and one did not have to clear the land to cultivate it. Also, the palm-oil fruit was harvested without cutting down the palm tree. Thus, despite the vigorous oil-palm

industry and economy, the forest was hardly transformed. Starting from the 1880s, however, the cultivation of cocoa altered the forest.

Unlike the oil-palm economy, the cocoa industry necessitated the clearing of the forest to make way for planting. The cocoa tree took about seven years to bear cocoa fruits. Thus, in order to enable cocoa saplings to make full use of soil nutrients devoid of competing with other plants, the undergrowth was regularly cleared. Overall, cocoa cultivation had drastic effects on the Akuapem forest of the late nineteenth and the early twentieth centuries. The land, having been cultivated for several decades, had lost its fertility (ibid., pp. 165–171; Hill 1963 and Ilegbune 1976:23–24). Consequently, from about 1910 forward, Akuapem farmers, including those from Mamfe, bought lands in the Densu-Birim in Akyem Abuakwa for farming cocoa. These had two major effects. First, in the long term, the main economic activity of the inhabitants of Mamfe remained staple crop cultivation, including cassava, plantain, yam, banana, cocoyam and vegetables. Second, the outcome of the staple crop cultivation defined by shifting cultivation enabled the forest in Akuapem to regain its fertility. Thus, today the forest in Akuapem is lush and evergreen (Dickson 1969:74–80; Kwamena-Poh 1973:4–5).

Although the cultivation of these staple crops was based on subsistence, some farmers produced surplus food for the local markets. Farm sizes were comparatively small, ranging from one to a few acres, therefore, staple crop farming did not have devastating effects on the environment. Additionally, normative farming practices of shifting cultivation enabled the land to regain its fertility, but the forest did not bloom the way it was in the pre-cocoa period: much of the original semi-tropical forest has given way to patches of forests. Shifting cultivation and bush fallow entail clearing the land and allowing a few days to pass so that the felled trees and twigs would be suitably dry for burning.¹ Not every plant or shrub was cut down and burnt. For example, some medicinal plants and shrubs, slated for possible future use, were left untouched and protected from fire during the burning process. Also, tall trees were left unscathed because they would serve as canopies to protect the saplings of crops from the sun.² Planting occurred in the same farmland for about three years. Thereafter, the farmland was abandoned in the next several years, enabling it to fallow before the farmer returned to the same land. This allowed the farmland to regain its fertility and other organic ecological features.³

Another important practice of conservation that was closely associated with staple food crop production was gathering firewood, the source of energy for cooking in most homes then. There were two methods. First, homesteads obtained firewood from the twigs and trees that had been felled

and dried during the process of burning twigs that preceded the planting season. The second method was felling dead trees, or fetching dead trees that had fallen down on their own.⁴ The first method had some impact on the environment in terms of depleting forests, but given the small population size and its demands for firewood, the impact was not devastating. According to my informants, specific trees were designated as suitable for firewood and such trees had relatively quicker maturing periods. Overall, the use of firewood did not harm the forest.⁵

Hunting and fishing were also important aspects of the economic activities of the people of Mamfe. Both practices help explain the environmental and ecological forces that shaped social constructions of conservation and sustainability of natural resources.⁶ My informants surmised that while specific families and individuals engaged in hunting, overall, hunting was not a major occupation of the townsfolk.⁷ Although, Mamfe was endowed with several rivers, streams and ponds, fishing was mostly done by boys who used it as a pastime and for peer-group interaction. In fact, Akuapems, including the people of Mamfe, obtained their supplies of fish from the Ga-Adangbe littoral and the Lake Volta in the southeast.⁸ It is clear from the above that the people of Mamfe used their land and forest resources to survive. The land benefited staple food and cash crop production, and also provided forest resources, for example, medicinal plants and firewood. All these activities over time did not degrade the environment and ecology. If anything at all, the people of Mamfe like most African societies, were able to harmonise the organic relationship between humans and the environment,

The History of the Sacred Forest or Grove: Religion, Ecology and Social Formation

My informants could not pinpoint the exact origin and timing of the Mamfe-Akuapem sacred forest. However, all were of the opinion that the establishment of the forest grove may have occurred during the consolidation of the town in the mid-nineteenth century. According to them, the forest grove has been there as long as the town has existed.⁹ The size of the forest grove is about seven acres. Prior to the rapid expansion of the town, it was located at its northernmost periphery, but today it is in the central portion of the town, flanked by homesteads, businesses, a market, a school, a church-building and a police station. My informants conjectured that even parts of these build-ups and structures now occupy the ancestral and royal cemetery.¹⁰ It should be stressed that today the portion of the sacred forest that served as the royal cemetery is separated from the portion dedicated to Topre, the chief deity of Mamfe. My informants explained that in the past there was no

physical separation between the royal burial ground and rest of the sacred forest until a trunk road was constructed through the sacred forest by the British colonial government in the nineteenth century. The construction of the trunk road through the sacred forest elicited a popular protest, but at the end of the day, the corrosive dictates of colonial rule held sway.¹¹

According to my informants, the sacred forest is dedicated to Topre ((McCaskie 1990. 139). The only person who had access to the sacred forest was the priestess of Topre. She alone could visit the sacred forest during the annual Ohum festival to collect firewood to prepare food for the deity.¹² The priestess could also collect herbs from the sacred forest and use them for the purposes of ritual healing and performance. These normative practices have been identified for other parts of the Africa, for example, in a study of ancestral beliefs and conservation in Cameroon, Sebastien Kamga-Kamdem writes that 'In all sacred sites orderlies are carried out ... Certain people are allowed to collect non-timber-products, especially healing products. There are specific days and period of access to sacred areas ...' (Kamga-Kamdem 2010:123). In fact, my informants could not agree on whether the priestess had normative rights to visit the sacred forest anytime or could only do so on specific occasions, for instance, during the celebration of the annual Ohum festival, which called for a ritual performance that involved the intangible forces of the sacred forest.¹³ Exegetical interpretation of the oral evidence shows that the priestess could visit the sacred forest as regularly as she wanted because she had to collect herbs for healing as long as there were patients who needed care.¹⁴ Overall, the evidence suggests that the priestess had unlimited access to the sacred forest due to the fact that she was the custodian of the traditions of Topre.

In spite of the priestess's unlimited access to the sacred forest her activities in the forest grove were guided by social sanctions and taboos.¹⁵ For example, she could not authorise anyone to do the work required of her in the sacred forest. This means that she alone could collect herbs and perform rituals in the sacred forest. Additionally, she could not visit the sacred forest on Sundays and Mondays because both days were set aside for Asase Yaa, the earth goddess to interact with Topre and the ancestors.¹⁶ The rationale is that during these important ritual negotiations between the gods/goddesses and the ancestors, humans were not allowed because it could disturb the ensuing solemn interactions. The priestess could also not sell or dispose of any portion of the sacred forest because, in reality, she was the custodian, not the owner. There was also the strong belief that any form of abrogation of social sanctions and taboos that protected the sacred forest could lead to calamitous consequences, not only for the individual culprit, but also for the whole inhabitants of Mamfe.¹⁷ In a broader sense, therefore, social sanctions and

taboos that safeguarded the sacred forest were not only meant for the priestess and other officiants of sacred duties, but were also for the whole populace.

The forest grove was the home of Topre, and hence was also inhabited by Topre's children namely sacred animals, including monkeys and pythons. The sacred monkeys dangled in the tall trees or hopped about in the peripheral areas of the sacred forest and, as a result, were visible to the townsfolk. Also during the annual Ohum festival that celebrated Topre and paid homage to the ancestors, the sacred monkeys were ritually lured to visit the festival grounds in the town. On the other hand, the sacred pythons were hardly seen. The sacred monkeys and the pythons were never hunted or killed.¹⁸ As late as the 1960s, the monkeys were in the sacred forest. Today the monkeys, and certainly the sacred pythons, are no longer available; they deserted the sacred forest long ago, and none of my informants could explain what happened to them or the area of their relocation. One reason for the departure of the sacred monkeys and the sacred pythons is that spatial developments and other human activities encroached on their exclusive habitat. The second reason is that Euro-Christianity, economic transformation and social change undermined the indigenous religion and delimited ritual performances that honoured Topre. As a result, the 'children' of Topre, namely the monkeys and pythons, departed, exemplifying not only their disaffection in the spiritual sense, but also their inability to co-exist in an environment of seismic corrosive change and its unsuitable continuities.¹⁹

Other species that inhabited the sacred forest included squirrels, snails, tortoises, birds, grasscutters and antelopes. There were no specific restrictions or social sanctions against hunting these animals when they traversed the boundaries of the sacred forest. But their collective survival was assured because of the fact that the sacred forest, their prescribed habitation, was protected and remained inaccessible to the townsfolk.²⁰ My informants explained that the population of animals that inhabited the sacred forest grew considerably because hunters did not have access to them. The population explosion of the animals was illustrated during the biannual rainy seasons when massive numbers of snails were seen in the peripheral areas of the sacred forest. Also, compared to the larger environment, more tortoises, antelopes and grasscutters roamed the peripheral regions of the sacred forest in search of food.²¹ Thus the sacred forest nurtured and protected animal species from excessive hunting. It is patently clear that the Mamfe people's concept of a sacred forest included the preservation and protection of animal species. Indeed, there can be no doubt that the sacred forest was a site for the sustainability and protection of animal species as their kind outside of the forest grove remained easily accessible to hunters. Even if one made the argument that the species outside the sacred forest were in danger of extinction

due to hunting, it could be said that their kind in the confines of the sacred forest served the purpose of sustainability by ensuring their survival.

Although people were not allowed to freely access the sacred forest, such limitations were not imposed on animal species. This means that animals went back and forth into the sacred forest, consequently, as the population of the animals in the sacred forest increased, they were able to move out of the sacred forest to the surrounding forests where hunters could trap or kill them for food. My informants, stressing conservation, explained that the chief hunter applied vigorous religious sanctions to restrict hunting in the immediate confines of the sacred forest during the gestation periods of animals.²² Thus, the sacred forest and its immediate environs, in the words of an informant, 'served as an enclosure where animals were controlled, nurtured and eventually became available to the world beyond the sacred forest. This way the survival of the local animals was assured'.²³

Additionally, the sacred forest helps explain how the people of Mamfe re-domesticated plants and animals. The forest grove was the site where the townsfolk, supervised by the priestess of Topre, quarantined and nurtured new plants and animals. My informants stated that anytime a citizen of Mamfe returned home with a new plant or an unknown animal the sacred forest was where it was deposited and nurtured under the auspices of the priestess.²⁴ The composite role of the chief hunter and chief farmer was to learn more about the plant or the animal before allowing it to be a part of the local environment. When asked to specify some of the plant and animal species that had been nurtured in the sacred forest, my informants could not mention any except cocoa. They explained that when cocoa, which has remained Ghana's major perennial cash crop, was introduced in the locality in the late 1870s, the cocoa saplings were first planted in the sacred forest. Once the cocoa saplings survived, the priestess then distributed them to farmers who went on to plant them, eventually paving the way for the large-scale cultivation of cocoa in the area.²⁵ My informants clarified that when new plants and animals were nurtured in the sacred forest, the sacredness of the forest grove provided the plants and animals with spiritual nourishments.²⁶ Additionally, because the sacred forest was not accessible to the townsfolk, there was no human interference in the ability of the new plant or animal to thrive in its new environment. Thus, one reason for the existence of the sacred forest is that it served as a site where new plants and animals were quarantined, studied, nurtured and later made available to the Mamfe community.

Another reason for the establishment of the sacred forest is that it serves as a royal mausoleum (Chouin 2002:181–182). In the words of one informant, '*Kwae no ye mpanyinfo pow; eho na yekora ahenfo*'.²⁷ Translated, this means

that the forest is an ancestral sacred site; it is the burial place of the royalty. Choun writing about archeological sacred forests in Ghana notes that 'Much evidence attests that the spatial correlation between old settlement sites and cemeteries and the existence of sacred groves is no coincidence. Old settlements were frequently turned into burial grounds and gradually recolonized by forest' (Chouin 2002:179). Thus, it illustrates how the people of Mamfe ordered the hereafter to reflect the social structure of this world: the hereafter included social distinctions, hence the physical demarcation and social construction of the hierarchical difference between the burial places of commoners and royals. In effect, the sacred forest was also home to the memorialised spirits of the deceased royalty of the town. This explains the honour and respect accorded the forest grove because it was not only the home of the deity, but also an abode of the royal ancestral spirits that negotiated between the living and the dead.

The time-honoured custom of interring the deceased royalty in the sacred forest entailed elaborate ritual performances. Specific groups of people, normatively from a lineage called '*banmufo*', literally 'graveside' people, were assigned the role of burying the deceased royal in the sacred forest. In fact, the *banmufo*, excluding the family of the deceased royal, took part in the ritualised royal burial ceremony. The burial procession from the place of the funeral to the sacred forest began around midnight.²⁸ The timing, that is, midnight, was meant to prevent people from laying eyes on the funeral procession. My informants explained that in the past, any living thing, be it a person or an animal, that encountered the funeral procession on the way to the sacred forest was ritually killed. In order to prevent anyone from encountering the funeral procession, the *banmufo* pall bearers and others accompanying them sang dirges, mouthed appellations of the deceased royal, and also called out incessantly and loudly, '*Wonhyia oh! Wonhyia oh! Nana reba*', which translated means: 'It is a taboo to encounter us. Do not encounter this procession. Give way to the royal.'²⁹ The secrecy surrounding the burial was meant to prevent potential grave looters from knowing the exact place of burial in the sacred forest. More important, the secrecy of the burial process added mystery to the royalty even in death, therefore, solidified their unique place and role in society and ancestordom.

At the burial site in the sacred forest, rituals were performed to harness the final journey of the deceased royal to the hereafter, constructed as a cyclical path of rebirth of the deceased. Material possessions of the deceased, for example, tools, clothes, gold ornaments and beads are placed in the coffin and buried with the deceased. Also prepared local dishes, fruits, earthenware and water were left beside the grave. Additionally, my informants revealed that in the distant past when human sacrifice was practised, the grave could

contain the decapitated bodies of servants and slaves, who in the ontological worldview of the people, had to accompany deceased royals, mostly rulers, to the hereafter to serve them as they did during their lifetime. The grave site was simple, marked with stones and covered with thorny twigs to prevent animals from desecrating it.³⁰ Apart from the sacred nature of the sacred forest, the material wealth that was buried with the deceased royalty in the sacred forest was protected from grave looters by the use of powerful religious sanctions.³¹ In sum, the material wealth and sacrificial victims that accompanied deceased royals and other items left on the grave illustrate several things. First, they show how the people of Mamfe constructed this world and the world beyond the reach of humans by using the sacred forest as the ritual site for the preservation of the human spirit. Second, the grave site with its material wealth served as a monument for the memorialisation of the royal dead. Third, the materiality, spirituality, mysticism of the forest is a testimony to its generational living force. Finally, the graveside was an osmotic site where the royal spirits and nature negotiated and merged into an organic whole that sustained the ecological balance between the secular world and the sacred hereafter.

Euro-Christianity and the De-Memorialising of the Forest Groove

Kwamena-Poh writes that the 'last of the external factors and the one which had perhaps the greatest impact on the history of Akuapem was the missionary enterprise ...'.³² T. C. McCaskie's discussion of Nananom Mpow, a sacred grove of the Fantes of southern Ghana, also shows that the Euro-Christian enterprise combined with colonial rule in the nineteenth century accounted for its gradual decline and ruin (McCaskie 1990:143–147. Sheridan has also concluded that the 'threatened status of African sacred groves has been recognized since the continent's colonial days, and recognition of this threat forms part of the standard argument in favor of their conservation' (Sheridan 2008:75). Thus in so many ways, from the early nineteenth century forward, the combined forces of attrition unleashed by Euro-Christianity and colonial rule reshaped the genealogical beliefs of the Mamfe sacred forest. These theoretical positions sustained by empiricisms speak to the Mamfe sacred forest. As noted, cash-crop cultivation, for example, cocoa, in the colonial period, primarily the work of African farmers, also fuelled by the agricultural work of the Christian missionaries, brought about dramatic transformations in the Akuapem environment (Kwamena-Poh 1973:118–120). Apart from cash-crop production that compromised pre-existing forests, rapid

urbanisation and infrastructural build-up, impacted the Akuapem environment and ecology.³³

Indeed, by the noon of colonial rule in the post-First World War period, a considerable portion of the precolonial Mamfe environment had been altered. The extent to which these facets of colonial rule impacted forest of all kinds in Ghana remains to be fully studied, but Greene's work on Anlo brings ample evidence to the fact that colonial rule redefined sacred sites (Greene 2002:2–9). Greene writes that 'Shaped by the European Enlightenment that defined the material and the spiritual as not only distinct but completely separate of existence and convinced of the superiority of their own beliefs, they attempted to impose their understandings on Anlo. They used their schools, churches, and hospitals as well as colonial policy and individual exhortations to challenge the ways in which the Anlo viewed themselves and their environment' (ibid., p. 2). But what is obvious is that apart from the physical alteration of the environment based on economic exploitation, other effects of colonial rule that transformed the environment were social in character. Overall, colonial rule negatively transformed African perceptions of indigenous way of life, for example, attitudes toward local deities, ancestorhood and sacred forests. This occurred through an accompanying agency or a pathfinder to colonial rule in African: Euro-Christianity that stimulated social change, diffusion of cultures and social mobility, and inferiorised the African psyche of the self.

That social change, diffusion of cultures and social mobility radically transformed perceptions of the forest grove was agreed upon by my informants.³⁴ The Euro-Christian influence in Akuapem began in 1835 when the Swiss Basel Mission settled in Akropong-Akuapem. In 1855, they established a small church and a primary school in Mamfe, which was then about three miles away from Akropong. Thereafter the Basel Mission established a mission station at Mamfe which became known in the local parlance as *sukuum* or the school sector of the town. As in many areas of Africa, indigenous peoples who initially converted to Euro-Christianity in Mamfe tended to be commoners or people of servile background. They readily converted because the Euro-Christian ideology and community promised them equality, better opportunities, and acceptance and a place to feel at home. With their newfound association with the Euro-Christian missionaries, not to forget the increasing opportunities of social mobility available to them through Western education, the Mamfe converts overnight became powerful in the colonial society in flux. They used their radically transformed status to undermine the indigenous social formation and worldview that had hitherto marginalised and oppressed them by promoting

the Euro-Christian values that were obviously antithetical to the indigenous ontology and cultural ethos.³⁵

As the *suku* developed with its powerful Euro-Christian traditions and symbolisms, including attractive spatial layouts, unique architecture and European mannerisms, it attracted not only those in the margins of society, but the royalty as well.³⁶ This cauldron of change manifested even as the two distinct and polarised communities, namely the indigenous African quarter or *manmu* and *suku* developed apart.³⁷ Oral evidence shows that local converts, who for the most part relocated to the *suku*, whose social and political activities intersected *manmu* and *suku*, violated indigenous norms, including religious sanctions. Supported by the Basel Mission, the local converts openly flouted indigenous authority and since the Basel Mission had the strong political backing of the British colonial authorities, the indigenous rulers of Mamfe could do very little to enforce normative sanctions that were being openly flouted by the local converts.³⁸ In sum, Euro-Christianity undermined the indigenous way of life, in particular, weakening the indigenous worldview and ontology which among other things underscored the preservation of the forest.

One area impacted by Euro-Christianity is the eventual abandonment of the forest grove as a royal mausoleum. Although, the forest grove for generations was still considered as a burial place for the royals, it ceased to be the norm. My informants could not wrap their minds around when the norm of interring royals in the sacred forest gave way. However, broadly put, they hazard that the norm somewhat abated during the early twentieth century by which period Christianity had broken grounds in Akuapem. In fact, burial of the deceased royals in the forest grove has become so infrequent that my informants conjectured that the practice no longer exists.³⁹ The reality is that most deceased members of the royal family have been buried in the cemeteries of the various Christian denominations. Members of the royal families are highly educated and practising Christians. Thus the practice of burying the deceased members of the royal family can be traced to the early twentieth century and it was the result of conversion to Christianity and having Western education. Also, burial in the forest grove is now looked down upon; in fact, it is reserved for the poor and illiterate non-Christian royalty. There have been occasions when deceased royals who hardly patronised the church were buried in Christian cemeteries because they were wealthy and influential during their lifetime.⁴⁰ Thus, as a result of Euro-Christianity, the forest grove no longer serves as the only place where deceased royals are buried; the Christian cemeteries are the preferred sites of burial among the royalty.

Another area affected by Euro-Christianity was the Ohum festival which was publicly celebrated annually to honour the ancestors and the local deities, the most important being Topre. The Ohum festival was directly associated with the forest grove, because it was the home of Topre and the ancestors, the nurturers of ecological sustenance of seasons of life-giving forces exemplified by bountiful agricultural harvests. Today, the Ohum festival is still celebrated, perhaps with more pomp and pageantry than in the past, because it has become more touristic than an event dedicated to supplicating and honouring Topre and the ancestors. Presently, rituals of celebration associated with the sacred forest are not fully performed because of the corrosive effects of social change. For instance, the Topre priestess no longer goes into the forest to perform elaborate pre-festival rituals, and as noted, the sacred monkeys no longer inhabit the forest grove and hence do not visit the town during the Ohum festival.⁴¹ True, these developments may be due to forces other than the agency of Euro-Christianity, but there can be no doubt that the sum total of Euro-Christianity has formed the powerful epistemological tools that have continued to shape the consciousness of the people of Mamfe, modifying their worldview on and the perceptions of the forest grove.

The Future of the Forest Grove: Contemporary Perspectives and Challenges

Since the 1990s, African sacred forests like others elsewhere have attracted both academic interest and governmental attention regarding the growth of environmental and conservational movements that use sacred sites as instruments delineating and preserving ecological balance and sanity (Sheridan 2008:9–10). Local communities also apply the essences of their indigenous ecological epistemologies to consecrate such sites as negotiations to protect forests. To this end, Sheridan writes that ‘Sacred groves epitomize contemporary conservation policy’s goal of grassroots participation, sociocultural legitimacy, and demonstrated ecological efficacy’ (ibid., p. 10). It is well to note that Verschuuren et al. also state that ‘Many sacred natural sites have been well protected over long time periods and have seen low levels of disturbance.’ (Verschuuren et al. 2010:5). In sum, sacred forests provide intersecting ecological boundaries between the past and the present and call for periodic negotiations to sustain them. S. Joseph Wright notes that ‘forest stewardship is the responsibility of local people and governments. Protected areas are a key means of discharging this responsibility. Protected areas can be managed strictly for the conservation of nature, for cultural, recreational, and extractive use ...’ (Wright 2010:1195, 18).

It is obvious that the above propositions would be acceptable were it not for the grinding forces of social change and economic transformation over time. About this, Jane Hubert rightly asserts that there 'is no doubt that many sites, throughout the world, are currently under threat from many sources' (Hubert 1994:9). Also Sheridan avers in this regard that 'Africa's sacred groves are still disappearing today because of social and religious change, but community-based conservation promises to conserve these sites of bio- and cultural diversity' (Sheridan 2008:15). Apart from Sheridan's stress on social and religious change, one major threat to the preservation of the sacred forest comes from spatial and commercial developments in the form of roads and bridges, shopping centres, housing and industries (Hubert 1994:9). In sum, comparative perspectives on other parts of Africa bring us to the conclusion that sociocultural change and economic transitions have shaped people's attitudes toward forest groves (Githitho 2005:62–63).⁴² Thus sacred forests in Africa face great challenges and about this Sheridan, discussing the potential ruin of sacred forests in some parts of Africa, notes that 'Yet it is often the groves' poor fit with the secular and religious institutions of the contemporary nation-state that threatens their destruction. The sacredness of African groves, then, is not embedded in their trees and plants, but rather in the diverse social institutions that sacred groves manifest in particular African landscapes' (Sheridan 2008:74).

The above conclusions epitomise the problems facing the Mamfe forest grove, but the challenges transcend social institutions and include economic development defined by both the nation-state and local forces. In spite of the overwhelming challenges, the elders of Mamfe royal families are determined to preserve the sacred forest at any cost. According to my informants, the sacred forest embodies the history and culture of the town and hence is worth preserving. Also, given the rapid deforestation in Akuapem, the sacred forest promotes ecological balance in the area. Above all, the destruction of the sacred forest would desecrate the sacrosanct abode of the deities and ancestors.⁴³ Jane Hubert has rightly posited that there 'are many different kinds of sacred sites, perhaps, that have become one of the major causes of controversy in many parts of the world. What has come to be the "reburial issue" has focused attention on a wide range of issues concerning attitudes to burial sites, the relationship between the living and the dead ...' (Hubert 1994:14–15).

Contemporary discourses on the sacred forest have assumed a dichotomy of class conflict. The royal families want to preserve the sacred forest as an historical living force and a sacred monument. On the other hand, rich commoners wish that they could use the land area of the forest grove to build houses and infrastructure because the sacred forest is no longer confined

to the distant periphery of the town, but is now in the busiest section of the town, virtually flanked by homes, a hotel, a market center, a bank, a bakery, community centre, church-buildings and a school. But the royal families of the town are not willing to consign the forest grove to developers because they see the sacred forest as a transcendental extension of their lineage. In the words an informant '*Obi nfa ne nsa benkum nkyere n'agya dabere so*'.⁴⁴ This means that no one points to his father's eternal resting place with his left hand because it connotes gross disrespect for one's royal forebears and ancestors.

According to my informants some influential members of the town, especially rich commoners, have argued that the sacred forest should give way to modern developments because most of the taboos and sanctions associated with the sacred forest are either evanescent or are no longer vigorously enforced. Additionally, the sacred monkeys and pythons, the consecrated children of Topre, as well as the other animal species that inhabited the sacred forest, have disappeared without a trace.⁴⁵ Neither is the forest grove being used to nurture plant and animal species, nor does it serve as a site for the collection of herbs for healing. Furthermore, the priestess of Topre no longer plays very significant social and religious functions. In fact, she exists as a religious relic of the distant past, whose prominence is brought to the fore only during the celebration of the annual Ohum festival. Even then, her religious role is symbolic and her political presence can only be described as aesthetical, adding to the touristic and temporal nature of the neo-celebrations.⁴⁶ In sum, the supernatural entities that crystallised into the grooming and the conservation of the forest grove are rapidly becoming a thing of the past.

Oral history adequately points to the fact that there is a generational gap regarding the significance of the forest grove. While the elders attach significance to the sacred forest in the political economy of the town's history, the youth have nothing substantial to consider. The elders were able to discuss the sacred forest as the sanctified home of Topre, as a place where animal and plant species were nurtured, as the burial place of the aristocracy and the town's founding families, and as a monument of history and culture.⁴⁷ The singular composite point of view expressed by the youth was that the forest grove used to be a cemetery.⁴⁸ These two dichotomous perspectives portray the problem of memory, history and epistemology, as well as the ways in which oral history and oral traditions of the sacred forest are not being rigorously disseminated for their very preservation. Above all, the different perspectives affirm the potential threat of the destruction that awaits the sacred forest because the young people, the leaders of tomorrow, have the least understanding and remembering of the sacred forest as a site of

memory, religion and history. Thus, it is very likely that future generations may have very little to argue for the preservation of the sacred forest as social change and diffusion of cultures continue to reshape people's consciousness regarding how the past is perceived, constructed and applied.

Increasingly, social change and social mobility have eroded the foundations of ascription that placed the royalty over and above commoners.⁴⁹ Therefore, the royalty's ability to maintain the forest grove, not only as an exclusive eternal resting place of their ancestors, but also as an epistemological site to propagate their power and memory is becoming compromised. It is obvious from the oral data amassed that rich commoners, whose social standing and political influences are based on achievement rather than ascription, are forcefully putting pressures on the royal families to give up the land on which the forest grove stands for infrastructural developments. As the mechanics of achievement become stronger than ascription, it is likely that the influence of rich, powerful commoners will win over royals who wish to preserve the forest grove.

Furthermore, the sacred forest has encountered spatial challenges. Today pathways crisscross the precincts of the sacred forest, suggesting that people trespass the once sacred grounds because of accessibility devoid of effective social and religious sanctions. Spatial developments have virtually entombed the sacred forest except the majestic presence of the time-tested trees whose tall, imposing branches overpower the sky and hence overshadow the buildings around it. Another challenge that faces the sacred forest is that wealthy, influential and land-hungry people are agitating for its demise, and they pose a real threat because they can use their wealth and social standing in society to influence communal decisions on land management.⁵⁰ Closely linked with spatial problems are some topographical issues and development indices. As noted, Mamfe is located in a mountainous area. This topographical problem makes it difficult to put up structures. In fact, the Mamfe town has grown to the extent that the inhabitants are now building on the steep precipice of the mountains. On the other hand, the place occupied by the sacred forest has no hills. Thus as the population grows and space for building homes becomes limited, the land area of the sacred forest will become the preferred choice for developers who need land to build. Also, the sacred forest is on the periphery of the most developed and economically vibrant part of the town. Hence, the growing population will likely put popular pressure on the royal families to accede to the demands of the townsfolk. Additionally, Mamfe is a nodal town in the Akuapem area, and the expansion of the Accra-Mamfe-Koforidua trunk road in recent times is likely to swell up both traffic and human population because of the possibility of increased commercial and

social activities in the nodal area. In the event that this occurs, it will not bode well for the preservation of the sacred forest due to additional population pressures.

Already, the evidence shows that encroachments on the forest grove that take several forms are not vigorously questioned. This has contributed to the hunting and defaunation which is a problem affecting forested regions worldwide (Wright 2010:8–10). Unlike in the past, today children are bold enough to gather fruits, including mangoes, oranges, pawpaws and berries that grow wild in the botanical world of the sacred forest. Also, poaching of animals, including squirrels, antelopes, grasscutters as well as birds occurs in the confines of the sacred forest. Unlike what Sheridan states about some parts of Africa regarding deforestation due to using forest wood as energy sources, tree-cutting in the Mamfe forest grove as sources of energy, namely firewood and charcoal, has not become the norm; however, people unreservedly gather dead wood from the sacred forest for firewood (Sheridan 2008:75).⁵¹ These may be described as peripheral encroachments, because they do not wholly undermine the existence of the sacred forest. But more importantly, it shows that the sacredness attached to the sacred forest has been considerably eroded by the inexorable effects of social change and contemporary developments. In spite of this, the Mamfe sacred forest falls within the purview of change and continuity in the face of forces of attrition. As J. D. Hughes and M. D. S. Chandran established, ‘sacred groves serve as examples of local ownership and autonomy, and may serve as rallying points for local people when these are threatened’ (Hughes and Chandran 1998:70). Whether the Mamfe sacred forest will exemplify this remains to be seen. But overt violations of the sacred forest may eventually compromise its existence.

Conclusion

There can be no doubt, as Barrow concludes, that sacred trees and groves and their supporting institutions are an important natural and spiritual heritage: ‘Given the importance of sacred trees and sacred forest to all the world religions, a revival (re-emphasis) of their importance should translate into practical action. This requires conserving such trees and groves in the context of spirituality, and calls for greater inter- and intra-faith harmony, as well as reaching out to the environmental movement ...’ (Barrow 2010:47). Although, the exact timing and origin of the Mamfe forest grove are shrouded in obscurity, the reasons for the establishment of the sacred forest are well-grounded in oral history and oral traditions. The sacred forest used to be central to the watershed of social, economic and political worldviews of the people of Mamfe. It was an osmotic site of history, power, memory and ritualised epistemology that supported the solid foundations of religion, ontology

and eschatology. The sacred forest also served as a site where botanical, mammalian and agricultural experiments were conducted. The use of powerful ideologies and sanctions enabled the rulers of the town to preserve the forest grove as a site where the past interacted with the present, forging a harmonious relationship between the people of Mamfe and the world around them. Today, the survivability of the sacred forest is unquestionably in doubt. Apart from the forces of social change and economic transformations, the riddles of memory and history as well as the competing forces of ancient values and the temporality of modernity are a composite potential threat to the very existence of the forest grove. Put together, memory and history are powerful agencies in the preservation of tradition and norms. Hence, as the oral history and oral traditions of the sacred forest and its epistemological uses are pushed to the frontiers of the past by the inescapable pressures of modernity, the sacred forest will eventually become an institution useable in the past, but not tolerable in the present.

Notes

1. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
2. Ibid.
3. Ibid.
4. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997.
5. Interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
6. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, May 6, 1997.
7. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
8. Ibid.; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
9. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Nana Amma Ansa Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
10. Interview with Mr. Samuel Okyere, Mamfe, 23 March, 2017.
11. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
12. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
13. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
14. Ibid.

15. For taboos that protected sacred grooves, see for example, Johan Colding and Carl Folke, 'Social Taboos: Invisible Systems of Local Resource Management and Biological Conservation', *Ecological Applications*, 11, 2 (2001), 584–600.
16. Ibid; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
17. Ibid.
18. Interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
19. Ibid.; interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
20. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
21. Ibid.
22. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe-Akuapem, 5 January 2004.
23. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. See also interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
24. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
25. Ibid.
26. Ibid.
27. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. See also interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
28. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. See also interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe-Akuapem, 5 January 2004.
29. Ibid.
30. Ibid. (Chouin 2009, p. 187), shows that forest groves tend to have 'scattered potsherds and small-size whole pots' and sometimes, in abandoned forest groves, farmers dug up pottery and human bones.
31. Ibid; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe-Akuapem, 5 January 2004.
32. For the entire impact of the Basel Missionary activity in Akuapem, see pp. 111–125 in See Kwamena-Poh (1973). The Basel Mission Society founded in 1815 in Basel, Switzerland, laid the foundation in Akuapem under the leadership of Andreas Riss in 1835.
33. For Africa as a whole, see, for example, McCaan (1999).
34. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.

35. The history of the church in Mamfe punctuates the literature. See, for example, Smith (1966). For a detailed account of the evolution of Christianity in Mamfe-Akuapem, see a pamphlet written to commemorate the dedication of the Mamfe Emmanuel Presbyterian Chapel by Professor M. A. Kwamena-Poh, entitled, 'The Basel Mission Period 1828–1918: The Planting of the Presbyterian Church in Mamfe Akuapem, 1858–1993', in *Dedication of Emmanuel Presbyterian Chapel* (Accra, Akan Printing Press, n.d.), pp. 11–22; See also M. A. Kwamena-Poh (1973).
36. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. See also Kwamena-Poh (n.d.), pp. 12–14.
37. Kwamena-Poh n.d., pp. 12–14). See also McCaskie, 'Nananom Mpow of Mankessim', pp. 145–146, who shows that the British authorities tended to support Christian communities against the indigenous rulers' efforts to stem the tide of Euro-Christian encroachments on indigenous way of life.
38. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
39. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
40. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. See also interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
41. Ibid.; and interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
42. Interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
43. Ibid.
44. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997. The left hand is considered unclean among the Guans and Akans of Ghana. For example, it is considered an insult to greet someone with the left hand or point at a person with the left hand. Overall, the left hand is shelved in public, for instance, gesticulating with the left hand in public is considered disrespectful. The taboo associated with the left hand is derived from its presumed uncleanliness because it is the prescribed hand for ablutions etc.
45. Interview with Nana Amma Ansaah Sasraku I (the Queen-Mother of Mamfe) Mamfe, 5 January 2004.
46. Ibid.
47. Interview with Mena Akole, Mamfe, 5 May 1997; and interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
48. Interview with Kwaku Manteaw, Mamfe, 6 January 2004; interview with Akua Asi, Mamfe, 6 January 2004; and interview with Kofi Addo, 6 January 2004.
49. Interview with Oheneba Kwesi Akurang, Mamfe, 6 May 1997.
50. Ibid.; and interview with Abusuapanyin Obuobi, Mamfe, 8 May 1997.
51. Interview with Kwaku Manteaw, Mamfe, 6 January 2004; and interview with Akua Asi, Mamfe, 6 January 2004.

References

- Amanor, K. S., 2010, 'Family Values, Land Sales and Agricultural Commodification in South-Eastern Ghana', *Africa*, Vol., 80, No. 1, pp. 104–125.
- Anderson, D., and Grove, R., eds, 1987, *Conservation in Africa: Peoples, Policies, and Practice*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Barrow, E. G. C., 2010, 'Falling Between the "Cracks" of Conservation and Religion: The Role of Stewardship for Sacred Trees and Groves', in Vershuuren, et al., eds., *Sacred Natural Sites*, pp. 42–52.
- Berkes, F., 2008, *Sacred Ecology*, e ed., New York: Taylor and Francis.
- Castro, P., 1990, 'Sacred Groves and Social Change in Kirinyaga, Kenya', in M. Chaiken, and A. Fleurer, eds., *Social Change and Applied Anthropology*, Colorado: Boulder, pp. 277–289.
- Chouin, G., 2002, 'Sacred Groves as Historical and Archeological Markers in Southern Ghana', *Ghana Studies*, Vol. 5, pp. 177–196.
- Colding, J., and Folke, C., 2001, 'Social Taboos: Invisible Systems of Local Resource Management and Biological Conservation', *Ecological Applications*, Vol. 11, No. 2, pp. 584–600.
- Dickson, Kwamena B. *A Historical Geography of Ghana* (Cambridge: The University Press, 1969).
- Dudley, N., et al., 2010, 'Conservation of Biodiversity in Sacred Natural Sites in Asia and Africa: A Review of the Scientific Literature', in Vershuuren, et al., eds., *Sacred Natural Sites*, pp. 19–32.
- Garland, Elizabeth "The Elephant in the Room: Confronting the Colonial Character of Wildlife Conservation in Africa," *African Studies Review*, 51, 3 (2008), 51-52.
- Giddens, A., 1984, *The Constitution of Society: The Outline of a Theory of Structuration*, Cambridge: Polity Press.
- Githitho, A. N., 2005, 'The Sacred Mijikenda Kaya Forests of Coastal Kenya', in T. Joffroy, ed., *Traditional Conservation Practices in Africa*, Rome: ICCROM, pp. 62–63.
- Greene, S. E., 2002, *Sacred Sites and Colonial Encounter*, Bloomington: Indiana University Press.
- Grove, R., 1997, *Ecology, Climate and Empire: Colonialism and Global Environmental History, 1400–1940*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Guha, R., 1989, *The Unquiet Woods: The Ecological Basis of Resistance in the Himalaya*, Oxford: Oxford University Press.
- Hill, P., 1963, *The Migrant Cocoa Farmers of Southern Ghana*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hubert, J., 1994, 'Sacred Beliefs and Beliefs of Sacred Sacredness', in Carmichael, et al., eds., *Sacred Sites*: 9-19.
- Hughes, J. D., and Chandran, M. D. S., 1998, 'Sacred Groves around the Earth: An Overview', in P. S. Ramakrishnan, K. G. Saxena, and U. M. Chandrashekara, eds., *Conserving the Sacred for Biodiversity Management*, New Delhi: Oxford and IBH Publishing.

- Ilegbune, C. U., 1976, 'Concessions Scramble and Land Alienation in British Southern Ghana, 1885–1915', *African Studies Review*, Vol. 19, No. 3, pp. 17–31.
- Kwamena-Poh, M. A., 1973, *Government and Politics in the Akuapem State 1730–1850*, London: Longman.
- Kwamena-Poh, M.A., n.d., 'The Basel Mission Period 1828–1918: The Planting of the Presbyterian Church in Mamfe Akuapem, 1858–1993', in *Dedication of Emmanuel Presbyterian Chapel*, Accra: Akan Printing Press, pp. 11–22.
- Law, R., ed., 1995, *From Slave Trade to Legitimate Trade Commerce*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Lentz, C., 2000, 'Of Hunters, Goats and Earth Shrines: Settlement Histories and the Politics of Oral Tradition in Northern Ghana', *History in Africa*, Vol. 27, pp. 191–214.
- McCaa, J. C., 1999, *Green Land, Brown Land, Black Land: An Environmental History of Africa*, Portsmouth: Heinemann.
- McCaskie, T. C., 1990, 'Nananom Mpow of Mankessim: An Essay in Fante History', in David Henige, and T. C. MacCaskie, eds, *West African Economic and Social History*, Madison: University of Wisconsin.
- Carmichael, D. L., Hubert, J., Reeves, B., and Schanche, A., eds., 1994, *Sacred Sites, Sacred Places*, London: Routledge.
- O'Neal-Campbell, M., 2005, 'Sacred Groves for Forest Conservation in Ghana's Coastal Savannas: Assessing Ecological and Social Dimensions', *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 6, No. 2, pp. 151–169.
- Ormsby, A., and Edleman, C., 2010, 'Community-based Ecotourism at Tafi Atome Monkey Sanctuary, A Sacred Natural Site in Ghana', in Bas Vershuuren, et al., eds, *Sacred Natural Sites: Conserving Nature and Culture*, London: Earthscan, p. 233.
- Pandey, H. N., 2009, *Sacred Forests: Their Ecology and Diversity*, Delhi: Regency Publications.
- Rajan, R., 2006, *Modernizing Nature: Forestry and Imperial Eco-development, 1800–1950*, Oxford: Clarendon Press.
- Sheridan, M. J., 2008, 'The Dynamics of African Sacred Groves: Ecological, Social & Symbolic Processes', in Michael J. Sheridan, and Celia Nyamweru, eds., *African Sacred Groves: Ecological Dynamics and Social Change*, Athens: Ohio University Press.
- Sheridan, M. J., 2009, 'The Environmental and Social History of African Sacred Groves: A Tanzanian Case Study', *African Studies Review*, Vol. 52, No. 1, pp. 73–74.
- Smith, N., 1966, *The Presbyterian Church of Ghana, 1835–1960*, Accra: Ghana University Press.
- Vershuuren, B., Wild, R., Neely, J. A, and Oviedo, G., 2010, 'Introduction: Sacred Natural Sites the Foundations of Conservation', in Vershuuren, et al., eds, *Sacred Natural Sites: Conserving Nature & Culture*, New York: Earthscan, pp. 1–15.
- Von Hellermann, P., and Usuanlele, U., 2009, 'The Owner of the Land: The Benin Obas and Colonial Forest Reservation in the Benin Division of Southern Nigeria', *Journal of African History*, Vol. 50, pp. 223–246.
- Wright, S. J., 2010, 'The Future of Tropical Forests', *Annals of the New York Academy of Sciences*, p. 1195.



La revue *Afrika Zamani* et la vulgarisation de l'histoire africaine (1972–2001)

Eugène Désiré Eloundou*
et Jonasse Roland Nkada Mvondo**

Résumé

Dans l'objectif de se doter d'un support en vue de la valorisation et de la promotion de l'histoire africaine, les historiens africains réunis au congrès de l'Association des historiens africains à Dakar, en décembre 1972, décident de créer la revue *Afrika Zamani*. En dépit des énormes difficultés rencontrées lors des premiers moments de son existence, la revue va, au cours des trois premières décennies de son existence, relever le défi initial et permettre l'affirmation de la personnalité historique africaine.

Abstract

In order to have a Journal for the valorization and the promotion of African history, African historians came together during the Congress of the Association of the African Historians which took place in Dakar in December 1972, and decided to create the Journal named *Afrika Zamani*. In spite of the numerous difficulties of all sorts encountered at the beginning of its existence, the Journal was able to stand up to the challenge of the first three decades of its existence and hereby ensure the assertion of the African historical personality.

Introduction

L'Afrique a connu des événements remarquables au lendemain des années soixante, notamment ceux concernant l'affirmation de son identité culturelle à travers la tenue des congrès. Notons que c'est au lendemain des indépendances africaines que les Africains vont intensifier des stratégies en vue de se libérer totalement de la domination étrangère et de contribuer au développement de leur continent. C'est dans le contexte d'une Afrique qualifiée de barbare par les européocentristes, d'un continent prétendument sans

* Maître de conférences, Département d'histoire, École normale supérieure de Yaoundé 1, Cameroon. Email : elde10@yahoo.fr

** Professeur d'histoire au lycée de Mbankomo, Cameroon.
Email : rolyberenger@gmail.com

histoire à leurs yeux, que les intellectuels africains, dans le souci de promouvoir leur passé, vont organiser le premier congrès de l'AHA (Association des historiens africains) à Dakar en 1972. C'est au terme de ce congrès que les participants décident de créer la revue *Afrika Zamani*. Cette dernière est ainsi un outil de vulgarisation, une revue scientifique devant faire connaître au monde entier le passé des peuples d'Afrique. Il nous incombe dans cet article de présenter la contribution de la revue *Afrika Zamani* à la vulgarisation de l'histoire africaine entre 1972 et 2001. Autrement dit, quel rôle a joué *Afrika Zamani* dans la lutte pour la diffusion et la valorisation de l'histoire africaine ? Cette interrogation suscite les questions suivantes : quelles sont les raisons qui ont favorisé la création de la revue et quel était son but ? Comment a-t-elle fonctionné et quelle place a-t-elle occupée dans la promotion de l'histoire africaine ? Quelles sont les raisons qui ont motivé la délocalisation du siège de la revue du Cameroun au Sénégal ? Telles sont les préoccupations qui entourent ce thème et auxquelles nous apporterons des éléments de réponses.

Genèse de la revue *Afrika Zamani*

Plusieurs raisons expliquent la création de la revue *Afrika Zamani* : le désir de mettre un terme à la conception européocentriste concernant l'histoire africaine ; la nécessité de valoriser l'histoire africaine et de résoudre ses problèmes ; l'urgence pour l'Afrique de mettre en place un outil d'information historique endogène.

Les raisons de la création d'Afrika Zamani

Le désir de mettre fin à la conception raciste de l'histoire africaine

Le continent africain fut mis à l'écart pendant longtemps par certains Occidentaux, surtout dans le domaine de la science historique. En effet, ces derniers ont estimé que les Africains constituaient un peuple sans civilisation, car non seulement cette dernière n'existait pas sur les écrits, mais le peu d'écrits disponibles avait été rédigé par les colons ; l'histoire africaine était alors celle écrite par les Occidentaux qui, bien sûr, l'ont rédigée selon leurs intérêts. Les européocentristes vont affirmer et soutenir durant des années, voire des siècles, que l'Afrique n'a pas eu d'histoire. Ce courant, dont le principal initiateur est sans doute le philosophe allemand Hegel, qui soutenait que « L'Afrique n'est pas une partie historique du monde¹ », fut suivi par de nombreux penseurs. Nous constatons que l'Europe voulait dominer et rester au centre du monde et c'est pour cette raison qu'elle se considérait comme le premier continent de notre planète.

Les européocentristes estimaient que les Africains étaient des « sauvages », des « barbares », des gens qui ne pouvaient pas réfléchir et ne pouvaient rien

produire ; ces peuples d'Afrique n'avaient pas de documents écrits (sources écrites), donc a priori l'on ne pouvait pas dire qu'ils avaient une histoire. À ce sujet, Coupland affirme : « On peut dire que l'Afrique proprement dite n'avait pas eu d'histoire. La majorité de ses habitants était restée, durant des temps immémoriaux, plongée dans la barbarie². » Les Africains étaient ainsi considérés comme improductifs, point de vue soutenu par Delafosse. Les Africains, d'après ces allégations, ne pouvaient pas réfléchir, produire, créer, et tout ce que les Africains possédaient comme œuvres émanait des Arabes. C'est cette raison fondamentale qui amène les Africains à réagir au lendemain des indépendances, surtout dans les années soixante-dix, d'autant plus que bon nombre d'entre eux avaient été dans les écoles occidentales où l'on enseignait que l'Afrique est un continent des ténèbres sans passé, car dépourvu de sources écrites probantes. Les Africains qui avaient fait des études historiques dans les grandes écoles occidentales allaient par conséquent décider de mettre en place des stratégies afin de prouver que l'Afrique avait un passé, et le principal combat des historiens africains serait de montrer que l'histoire s'écrit aussi avec les sources archéologiques et orales, car l'oralité constitue une source fondamentale qui a permis à l'Afrique de retracer sa véritable histoire. L'affirmation de Hegel deviendra célèbre et va inciter les intellectuels africains, et particulièrement les historiens, à s'insurger contre son auteur, car, ainsi qu'il nous a été rapporté par Kangé Ewané,

Les Africains ayant été pour la plupart dans ces écoles qui faisaient l'orgueil des Occidentaux et dans lesquelles l'on enseignait l'inexistence d'une histoire africaine avaient été les plus motivés à se révolter contre ces enseignements sur l'Afrique, tels que prônés par Hegel. C'est de cette façon qu'on va penser à la naissance d'une revue scientifique qui devait être spécialisée sur l'histoire de notre continent³.

L'Afrique fut victime des préjugés racistes vis-à-vis de son histoire, et ce, pendant des siècles. C'est pour cette raison qu'il fallait créer un outil de vulgarisation à travers lequel les historiens allaient publier leurs travaux de recherche et montrer au monde entier que l'Afrique a connu des civilisations. *Afrika Zamani* fut créée en vue de montrer et de prouver aux eurocentristes l'existence des civilisations africaines. Ntoné Kouo affirme à ce sujet :

Certains Occidentaux considéraient l'Afrique et surtout la race noire comme inférieure, primitive, et affirmaient ainsi que les Africains ne pouvaient pas écrire une histoire parce qu'elle n'a jamais existé... J'ai été déçu par le discours de Nicolas Sarkozy en 2006 et surpris de constater que certains Occidentaux continuent à croire que l'Afrique n'a pas connu un passé. La rencontre qui eut lieu à Dakar nous a amenés à mettre en place *Afrika Zamani*, revue spécialisée qui allait permettre jusque dans l'avenir de montrer que l'Afrique

a eu un passé et de trancher le débat concernant l'existence ou non de notre histoire. L'existence d'*Afrika Zamani* devrait déjà donner une réponse aux européocentristes et c'est pour cette raison même qu'elle fut créée, elle était comme une réplique qu'on donnait à certains Occidentaux⁴.

C'est dans cet ordre d'idées que Bah Thierno Mouctar confie que « La revue *Afrika Zamani* a été créée dans le but de défendre et d'illustrer l'histoire africaine⁵ ». À cet argument s'ajoute aussi la nécessité de résoudre les problèmes liés à l'écriture, à l'enseignement de l'histoire africaine, et celle de la publication des travaux des jeunes chercheurs qu'il fallait former.

La nécessité de valoriser et de résoudre les problèmes de l'histoire africaine

La création d'une revue spécialisée allait permettre aux historiens africains de résoudre les problèmes auxquels ils faisaient face dans le domaine de l'histoire africaine au lendemain des indépendances. Il était notamment question de mettre en place un outil de propagande. Ces problèmes étaient liés à l'écriture, à l'enseignement de l'histoire africaine et à la publication des travaux des jeunes chercheurs. Il fallait à l'Afrique un périodique qui allait revaloriser l'histoire africaine, encourager son enseignement, montrer comment l'écrire. Il fallait un organe de relais qui allait non seulement inciter les pays à introduire l'histoire africaine dans les programmes éducatifs, mais aussi servir d'outil de vulgarisation pour la formation des jeunes chercheurs et la publication des travaux de ceux qui pouvaient déjà écrire l'histoire telle qu'enseignée par les maîtres. L'on enseignait aussi aux jeunes chercheurs recrutés la méthode qu'ils devaient appliquer pour écrire les articles en histoire et, par conséquent, il fallait une revue dans laquelle ces articles seraient publiés, afin de les encourager à la recherche et à se faire connaître sur la scène mondiale.

Un autre objectif était centré sur les stratégies qui devaient permettre d'apprendre aux jeunes chercheurs la pédagogie et la didactique afin que ceux-ci puissent enseigner l'histoire selon les règles de l'art, le nombre d'enseignants étant encore très insuffisant. Les historiens avaient pensé créer une revue qui allait encourager l'intérêt pour la recherche historique et l'écriture de l'histoire africaine, puisque tout le monde n'avait pas la possibilité de publier dans les maisons d'édition qui existaient et que la publication nécessitait des moyens financiers pas toujours disponibles. Kangé Ewané confie à ce propos :

Afrika Zamani a été mise en place tout simplement parce qu'il fallait en Afrique une revue qui allait être spécialisée sur les questions de l'histoire africaine. Une revue qui devait former les jeunes chercheurs à écrire, à enseigner l'histoire africaine et à publier leurs travaux. En effet, les jeunes chercheurs rédigeaient des articles qu'ils nous soumettaient afin de les

corriger avant qu'ils ne soient publiés. Cela permettait de les former à rédiger, puisqu'on leur apprenait les critères de rédaction, et seuls les articles remplissant les canons méthodologiques étaient publiés⁶.

Les Africains créent ainsi une revue dans le but de permettre à l'Afrique de résoudre les problèmes liés à l'histoire africaine, c'est-à-dire son écriture, son enseignement, sa vulgarisation, en formant les jeunes historiens, en les encourageant à publier leurs travaux, ce qui allait accroître le volume des travaux concernant l'histoire de l'Afrique et contribuer ainsi à son historiographie. Cette revue a donc été fondée parce qu'elle allait permettre l'engagement des Africains à contribuer à la renaissance culturelle du continent⁷.

La nécessité de mettre en place un outil d'information historique

Les historiens africains avaient aussi pensé mettre en place un bulletin de liaison, un outil communicationnel entre les Africains, un outil qui devait informer. Une revue devait être créée afin de diffuser les activités qui allaient se tenir sur le continent et même à l'extérieur concernant l'histoire africaine. L'information sur les réunions, colloques, congrès était aussi une raison de créer une revue panafricaine. *Afrika Zamani* devait alors être un périodique de sensibilisation, d'édification, d'information. Tout cela conduit Ghomsi Emmanuel à affirmer que « La mise en place de la première revue panafricaine devait permettre de diffuser les travaux de recherche. Elle devait être un outil d'information, de formation pour les jeunes historiens, un bulletin de liaison⁸ ». Cette revue devait aussi être un outil de consolidation de l'unité entre les pays africains. Voilà les raisons qui amènent les historiens africains à se rendre au congrès de Dakar en 1972 afin de mettre en place une revue panafricaine spécialisée sur les questions d'histoire africaine.

Le congrès des historiens africains de Dakar et la création d'*Afrika Zamani*

La mise en place de la revue s'est faite sous les auspices de l'Association des historiens africains (AHA). En effet, c'est au moment de la tenue du premier congrès des historiens africains qu'on a assisté à la mise en place de l'AHA. Les historiens africains, conformément aux raisons évoquées plus haut, avaient décidé d'organiser un colloque qui, par la suite, prendra le nom de congrès, afin de mettre en place des stratégies qui allaient leur permettre de trancher le débat sur l'histoire africaine et d'apporter des réponses à un certain nombre de positions soutenues par les Occidentaux. Ce congrès, tenu à Dakar du 27 au 30 décembre 1972, avait des objectifs précis dont le plus important était la création de la revue *Afrika Zamani*.

Le congrès des historiens africains⁹ avait aussi pour objectif de réunir tous les États africains, les chercheurs et principalement les historiens, dans

l'optique de réécrire et de valoriser l'histoire des peuples africains et son enseignement. Ki-Zerbo a reconnu l'importance de ce congrès et affirme que « Le congrès de Dakar en 1972 a été le congrès de prise de conscience où il fallait s'unir en tant qu'historiens et en tant qu'Africains pour assumer les responsabilités qui nous incombent à ce double titre¹⁰ ». Il fallait rassembler l'Afrique, mais surtout les historiens, afin qu'ils prennent conscience de la nécessité et de la responsabilité qu'ils portaient vis-à-vis du passé de leur peuple. L'objectif majeur était la revalorisation de l'histoire africaine, qui faisait face à des préjugés racistes, et la résolution des problèmes liés à l'enseignement, à l'écriture de l'histoire africaine. C'est pourquoi le congrès avait pour principale thématique : « La réflexion sur l'enseignement de l'histoire africaine ».

Léopold Sédar Senghor, qui était chef de l'État du pays hôte, avait accepté le projet de rassembler les États africains dans le pays qu'il dirigeait, tout simplement parce que lui-même avait une vision qui prônait un fédéralisme africain ; c'est ce qui explique son implication à ce congrès, car l'occasion permettait aux États africains de se rassembler afin de discuter des problèmes du continent, ce qui faisait partie de sa vision. Parmi les pays présents à Dakar, on trouvait le Sénégal (le pays d'accueil et qui avait pris en charge l'hébergement des participants au congrès et le transport¹¹) ; la Haute-Volta (actuel Burkina Faso) ; la Mauritanie ; le Niger ; la Côte d'Ivoire ; le Bénin ; le Togo ; le Cameroun ; le Gabon ; le Congo-Brazzaville ; le Zaïre (actuelle République démocratique du Congo). Le congrès regroupait en majorité les pays de la zone francophone. Au départ, c'était juste en somme une réunion rassemblant quelques pays d'expression française qui avaient décidé de discuter sur l'enseignement de l'histoire africaine et c'est pendant ladite réunion que ceux des historiens qui étaient présents ont décidé de s'organiser en mettant en place une association africaine, malgré l'absence de l'ensemble des pays. Le congrès de Dakar était une initiative du gouvernement sénégalais qui, malgré ses efforts, n'avait pas pu convoquer tous les pays africains compte tenu de moyens limités¹². C'est en raison de l'absence des autres pays à ce congrès qu'il fut décidé que le bureau élu devait préparer le prochain congrès, prévu à Yaoundé, afin de réunir toute l'Afrique et de donner une dimension panafricaine à l'AHA et à la revue. À la rencontre de Dakar, on remarque la présence de :

Joseph Ki-Zerbo (Haute-Volta) ;

Ntoné Kouo (Cameroun) ;

Bah Thierno (Cameroun) ;

Barry Boubakar (Sénégal) ;

Cheikh Anta Diop (Sénégal) ;

Sékéné Mody Cissoko (Sénégal) ;
Oumar Kane (Sénégal) ;
Ghomsî Emmanuel (Cameroun) ;
Baba Ibrahimî Kaké (section française de l'association) ;
Henriette Diabaté (Côte d'Ivoire) ;
Pierre Agossou (Dahomey) ;
Amouzovi Akakpo (Dahomey).

Au terme de ce premier congrès, plusieurs décisions sont prises : la création et l'élargissement de l'AHA, la préparation du second congrès, la sensibilisation des États, la recherche des appuis auprès des organisations internationales, et enfin l'une des clauses majeures, qui était la création de la revue.

Il fut convenu au congrès de 1972 que l'Afrique de l'Ouest devait abriter le siège de l'association, notamment le Sénégal qui avait accepté d'accueillir le colloque, tandis que celui de la revue serait en Afrique centrale, précisément au Cameroun qui, en 1972, accepte à son tour d'accueillir le second congrès. C'est lors de ce congrès qu'on a mis en place un bureau qu'il a fallu élargir avec le temps. Celui élu à Dakar était constitué de¹³ :

Sékéné Mody Cissoko (le président) ;
Baba Ibrahimî Kaké était vice-président ;
Barry Boubakar, secrétaire général ;
Oumar Kane, trésorier général ;
Ntoné Kouo, vice-président chargé de la revue *Afrika Zamani* ;
Ghomsî Emmanuel, premier secrétaire général adjoint chargé de la revue *Afrika Zamani* ;
deuxième secrétaire général adjoint, Henriette Diabaté ;
troisième secrétaire général adjoint, Pierre Agossou ;
les deux commissaires aux comptes étaient Amouzovi Akakpo et Éli-sée Soumonni.

La revue *Afrika Zamani* : de 1972 à 2001

La revue africaine spécialisée sur l'histoire africaine a connu deux directeurs, à savoir Ntoné Kouo Martin, qui la dirigea pendant trois ans, de 1972 à 1975, et Ghomsî Emmanuel pendant 26 ans, de 1975 à 2001.

Afrika Zamani sous la direction de Ntoné Kouo Martin (1972-1975)

La revue créée en 1972 avait été confiée à Ntoné Kouo Martin, un historien camerounais qui, au moment du choix, était le chef de département d'histoire et géographie de l'École normale supérieure du Cameroun. Le siège de la revue était alors basé à Yaoundé au Cameroun, au bâtiment de l'ancien département d'histoire et géographie de l'ENS du Cameroun. Le premier numéro parut en 1973 et la revue avait un comité de rédaction de qualité et un comité scientifique international. Ntoné Kouo, pour diriger la revue, était entouré d'autres historiens comme : Emmanuel Ghomsi, qui était le secrétaire général, Adalbert Owona, Engelbert Mveng, Thierno Mouctar Bah, Prince Dika Akwa, Martin Njeuma, Léopold Eze, Albert Dikoumé, Ali Saleh... et il avait des collaborateurs comme Boubakar Barry.

Sous la direction de Ntoné Kouo, la revue coûtait 500 FCFA¹⁴ le numéro en Afrique, et 600 FCFA dans les autres continents ; les historiens avaient publié quatre numéros dans lesquels on retrouvait dix-huit articles. Elle fonctionnait de manière artisanale, voire archaïque. Les responsables de la revue connurent de nombreuses difficultés qui fragilisèrent le fonctionnement de la revue, et c'est ce qui explique cette publication limitée de numéros et d'articles. Notons que la revue paraissait une fois par semestre. Les difficultés rencontrées par les responsables de la revue étaient surtout d'ordre financier, car les moyens étaient très insuffisants pour publier régulièrement la revue et acheter le matériel. De plus, les pays absents au congrès de Dakar avaient refusé de contribuer, car ils estimaient n'avoir pas été impliqués et soutenaient que la revue appartenait aux pays francophones qui avaient pris part au congrès à Dakar. En dehors de cela, il y avait aussi des querelles entre les dirigeants et cela explique le départ de Ntoné Kouo de la tête de la direction de la revue et son remplacement par Emmanuel Ghomsi lors du second congrès des historiens africains tenu à Yaoundé en 1975.

La revue Afrika Zamani sous la direction d'Emmanuel Ghomsi (1975-2001)

Le congrès de Dakar avait seulement regroupé les pays en majorité francophones ; c'est pour cette raison qu'un second congrès fut organisé à Yaoundé en 1975, et celui-ci regroupa les pays des quatre coins du continent ; ceci permettait de donner à la revue un caractère véritablement africain, car tous les pays y étaient désormais impliqués et la revue fut dès lors publiée en français en anglais en arabe... La revue recevait alors des contributions qui venaient de l'Unesco et des États africains, comme le présente le tableau ci-contre :

Tableau présentant les subventions reçues par les responsables d'*Afrika Zamani* (en CFA) de 1972 à 2001

Année	Montant reçu	Donateur	Destination	Nombre d'exemplaires	Montant diffusion	Montant achat matériel
1972	500 000	Sénégal	Impression du numéro 1	255	-	-
1975	2 000 000	Cameroun	Impression du numéro 5	1 021	-	-
1977	3 000 000	Algérie	Impression des numéros 6 et 7	1 500	-	-
1985	3 840 000	Unesco	Impression des numéros 14 et 15	1 500	600 000	900 000
1986	3 695 000	Unesco	Impression des numéros 16 et 17	1 018	800 000	900 000
	3 321 000	Unesco	Organisation du colloque de 1986	-	-	-
	13 069 000	Université de Yaoundé ; I'ISH ; présidence du Cameroun	Organisation du colloque de 1986	-	-	-
1991	1 960 000	Unesco	Impression	1 000	-	-
1993	980 000	CODESRIA	Impression	500	-	-

Source : Tableau réalisé sur la base des documents d'archives retrouvés au domicile de Ghomsi Emmanuel

Ce tableau présente quelques subventions reçues par les responsables d'*Afrika Zamani*. Nous constatons que ces aides venaient des États, institutions de recherche, organisations internationales, à l'instar de l'Unesco qui a apporté son appui au fonctionnement de la revue. D'autres appuis se présentaient sous la forme de matériel de bureau (papier, encre, local...).

Notons que c'est en 1975 que Bah Thierno Mouctar devient le secrétaire général d'*Afrika Zamani*, au moment où Ghomsy Emmanuel en devient le directeur. Le comité de rédaction était constitué du directeur de la revue et de cinq membres choisis par lui. La liste du comité entre 1975-2001 variait selon les années. Le comité de rédaction s'occupait de réceptionner en deux exemplaires les articles dactylographiés dont chacun avait un maximum de vingt-cinq pages et les soumettait au comité scientifique pour évaluation ; et c'est par la suite que le comité scientifique sélectionnait les meilleurs articles et les envoyait au comité de rédaction pour publication. Ce comité traduisait les résumés des articles sélectionnés pour large diffusion, les relisait et les classait par ordre chronologique ou par thème¹⁵. Il s'occupait aussi de la parution et de la distribution de la revue dans les sections nationales. Ce comité était constitué de¹⁶ :

Bah Thierno Mouctar ;
Dika Akwa ;
Elango Lovett ;
Essomba Joseph Marie ;
Fanso Verkijika ;
Kaptué Léon ;
Mveng Ayi Maurice ;
Njeuma Zachary Martin ;
Ntoné Kouo Martin ;
Owona Adalbert ;
Sah Léonard Israel ;
Bonfeng Chem Langhee ;
Kangé Ewané Fabien.

Le comité de rédaction travaillait en collaboration avec le comité scientifique. Le comité scientifique s'occupait de la lecture afin de s'assurer de la qualité et du respect des normes scientifiques des articles qui devaient être publiés. Il veillait au respect des normes méthodologiques, scientifiques, et c'est lui qui évaluait et sélectionnait les articles qui allaient être publiés et ce, après avoir vérifié qu'ils respectaient les canons scientifiques de la discipline. Les articles sélectionnés sur la base de leur pertinence étaient envoyés au comité de rédaction pour relecture et publication. Les articles étaient choisis en fonction du respect de la méthodologie, et l'on prenait aussi en compte la variation des thèmes et la représentativité sous-régionale, car il fallait varier les thèmes ainsi que les auteurs afin que tout le monde se sente impliqué. Ce comité scientifique était international, mais aussi constitué de grands historiens, ce qui explique la qualité des articles publiés dans la revue¹⁷. Plusieurs critères intervenaient dans le choix des membres de ce comité : il fallait avoir une notoriété en termes de production historique, bref, il fallait être un maître du savoir historique. On avait¹⁸ :

Abbé Kagamé Alexis (Rwanda) ;
A. Ogot Bethwell (Kenya) ;
Diop Cheikh Anta (Sénégal) ;
Fynn John Kofi (Ghana) ;
Hamadou Hampaté Ba (Côte d'Ivoire) ;
Kaddache Mahfoud (Algérie) ;
Ki Zerbo Joseph (Haute-Volta) ;
Kola Folayan (Nigeria) ;
Laroui Abdallah (Maroc) ;
Mveng Engelbert (Cameroun) ;
Semakula Kiwanuka (Ouganda) ;
Wondji Graba Christophe (Côte d'Ivoire).

La revue bénéficiait aussi de l'apport des collaborateurs qui accompagnaient les comités dans l'exercice de leurs fonctions. Parmi eux :

Lazare Digombé (Gabon) ;
Louise Marie Diop Maes (Sénégal) ;

Nze Feh Peter Stanley (États-Unis) ;

Pierre Kipré (Côte d'Ivoire) ;

Abiola Félix Iroko (Dahomey) ;

Moyangar Maidéyam (Tchad) ;

Elikia M'bokolo (professeur d'histoire à l'École pratique des hautes études de Paris) ;

Amouzouvi Akakpo, assistant à la Faculté des lettres de l'Université de Lomé au Togo ;

Boubakar Barry, assistant à la Faculté des Lettres de l'Université de Dakar au Sénégal ;

André Saliou, qui était au bureau régional de l'Unesco à Dakar.

La revue était aussi ouverte aux africanistes (Robert Cornevin), afin de ne pas faire de la revue une chasse gardée des Africains¹⁹.

Le Cameroun fut une fois de plus choisi pour abriter le siège de la revue, au regard des appuis de l'État camerounais et du bilinguisme en vigueur dans ce pays. De même, le Cameroun disposait d'une maison d'édition, CEPMAE (actuel CEPER), ce qui permettait d'imprimer les numéros en anglais, en français et en d'autres langues. Durant cette période, *Afrika Zamani* avait connu deux locaux : de 1975 à 1990, c'est l'Institut des sciences humaines basé à Tsinga à Yaoundé qui servait de local, tandis que de 1975 à 2001, les locaux furent transférés au ministère de la Recherche scientifique. En fait, la revue n'avait pas véritablement de local fixe, c'est le bureau du directeur qui jouait ce rôle.

Face aux difficultés financières, la revue paraît désormais une fois par an ce, en deux numéros sous forme d'un volume. Le CODESRIA apporte son appui à partir de 1993 et les historiens travaillent de manière bénévole, mais bénéficient de dotations pour frais de déplacement²⁰ ; cependant, le fait de publier dans la revue permettait de se faire connaître à l'international et de dialoguer avec les historiens des autres pays.

Pour diffuser la revue, il existait des sections dans les pays africains et même dans les autres continents ; cela entraîna un rayonnement mondial de l'histoire africaine et la revue sera reconnue comme la première revue internationale concernant l'Afrique en 2000 à Oslo en Norvège, lors d'une rencontre organisée par le comité international des sciences historiques²¹. Les dirigeants de la revue entretenaient de bonnes relations avec les organismes internationaux et les États. Ceux-ci apportaient leur contribution à la revue

en invitant les responsables à participer à des colloques et congrès afin de faire connaître davantage la revue. C'est ainsi qu'ils participaient à l'organisation des rencontres scientifiques, notamment des congrès et colloques qui consistaient en une réflexion sur les questions liées à l'histoire africaine. Sous la direction de Ghomsi Emmanuel, les dirigeants de la revue sont invités aux congrès de Bucarest en 1980, Stuttgart en 1985, Madrid 1990, Oslo en 2000, et c'est à cette occasion que le comité international des sciences historiques recommande *Afrika Zamani* comme organe officiel de l'AHA, et ce, à l'attention des comités nationaux des sciences historiques du monde entier. En 1986, le bureau directeur organise un colloque à Yaoundé sur l'archéologie au Cameroun, avec l'appui de l'Unesco et de l'ISH. Le rédacteur en chef de la revue, Bah Thierno Mouctar, est associé au congrès international sur la paix dans l'esprit des hommes organisé par l'Unesco en 1989. Un article est publié à cet effet dans les numéros 20 et 21 de juillet 1989.

Au nom d'*Afrika Zamani*, l'Afrique participe à diverses manifestations scientifiques sponsorisées par l'Unesco : c'est le cas du symposium régional d'histoire tenu en 1989 à Ndjamena sur le thème « Quelle histoire pour l'Afrique de demain ? », puis du congrès de Ouidah en 1994 qui inaugure le projet international de la route de l'esclave. Dans le cadre des relations internationales et de la coopération, l'Unesco finance les projets des pays africains ; toutes ces rencontres permettaient de discuter des questions liées à l'histoire africaine afin de leur donner de nouvelles orientations. C'est également l'occasion pour les dirigeants de nouer des relations avec le monde extérieur qui contribuent à renforcer les relations entre les chercheurs, mais aussi entre les États et organismes. Bref, *Afrika Zamani* promeut l'histoire africaine, l'unité africaine et favorise le dialogue interculturel des pays africains, car, comme le disait Ki-Zerbo, « l'histoire constitue le levier fondamental de notre prise de conscience nationale pour la réalisation de cette unité²² ». Pour Ghomsi Emmanuel, la revue avait eu des implications internationales²³. *Afrika Zamani* permit non seulement la valorisation de l'histoire africaine à travers le monde, mais aussi le dialogue culturel entre les pays africains et même entre l'Afrique et le monde ; l'histoire africaine traversa les frontières. La revue que Ghomsi Emmanuel dirigea pendant 26 ans est transférée à Dakar en 2001 lors du troisième congrès de l'Association des historiens africains.

La place d'*Afrika Zamani* dans la valorisation de l'histoire africaine

Afrika Zamani, revue panafricaine, a été publiée en trente-trois numéros²⁴, cent soixante articles abordant une diversité de thématiques (islam, christianisme, crise économique, civilisation des grands empires ouest-africains, éducation, archéologie, tradition orale, diplomatie...). Ces thèmes

couvrent les périodes pré-coloniale, coloniale et post-coloniale. Les articles, publiés majoritairement en français et en anglais, et minoritairement en arabe, permettent à l'Afrique de faire rayonner son passé à travers le monde. Ces thèmes riches et mettant un accent particulier sur des questions méthodologiques et pédagogiques ont permis de montrer comment écrire, enseigner l'histoire et même offrir une parfaite connaissance sur le passé des Africains. Cependant, au-delà de la vulgarisation du passé africain, la revue contribue d'une certaine manière au renforcement de l'unité africaine, au dialogue interculturel.

Malgré le fait que la revue contribue au rayonnement de l'histoire africaine à travers le monde, notons que les responsables connaissent de nombreuses difficultés, notamment la crise financière qui oblige le transfert de la revue au CODESRIA en 2001²⁵. C'est le CODESRIA qui s'occupe aujourd'hui de la parution des numéros de la revue. Il est alors fondamental que le CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) fasse publier la version électronique de la revue en créant un site web dans lequel l'on retrouverait tous les numéros.

Conclusion

Afrika Zamani a été la première revue panafricaine spécialisée dans le champ de l'historiographie africaine. Malgré les aléas, elle a permis de faire savoir au monde que l'Afrique a connu de brillantes civilisations. Elle a contribué à ce que le combat mené par les historiens en vue de montrer que l'oralité et l'archéologie constituent des sources fondamentales de l'histoire soit un succès. L'histoire africaine a été vulgarisée sur toutes les périodes, c'est-à-dire de la période pré-coloniale jusqu'à la post-colonie à travers des thèmes riches et variés qui ont permis à l'Afrique de s'imposer tout au moins dans l'écriture de l'histoire. Sous un autre aspect, elle a permis aussi à l'Afrique de s'affirmer, de nouer des relations avec le monde extérieur et avec les organisations internationales, à l'instar de l'Unesco. Elle a contribué à renforcer l'unité africaine et a permis aux chercheurs de s'affirmer et de se faire connaître à travers leurs travaux diffusés dans le monde. Nous retenons que c'est cette revue qui a impulsé l'enseignement de l'histoire africaine au lendemain des indépendances africaines.

Notes

1. G. W. F. Hegel, 1965, *La Raison dans l'histoire, Introduction à la philosophie de l'histoire*, tr. K. Paipaioannou, 10/18, Paris, p. 252.
2. J. Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Présence africaine, 1972, p. 10.
3. Entretien avec F. Kangé Ewané, Yaoundé, le 18 juillet 2014.

4. Entretien avec M. Ntoné Kouo, Douala, le 6 août 2014.
5. Entretien avec T. Mouctar Bah, Yaoundé-Dakar (via Internet), le 12 décembre 2014.
6. Entretien avec F. Kangé Ewané, Yaoundé, le 17 juillet 2014.
7. Entretien avec T. Mouctar Bah, Dakar, le 12 décembre 2014.
8. APG, l'édition de revues d'histoire en Afrique : contraintes et opportunités. Le cas d'*Afrika Zamani*, 2001 », p. 1.
9. Entretien avec M. Ntoné Kouo, Douala, le 6 août 2014.
10. *Afrika Zamani*, n° 5, Yaoundé, AHA, 1975, p. 5.
11. Entretien avec M. Ntoné Kouo, Douala, le 6 août 2014.
12. Entretien avec M. Ntoné Kouo, Douala, le 6 août 2014.
13. APN, « Liste du bureau des historiens africains élu au Congrès de 1972 », p. 1. Voir aussi la page de garde ou la première page d'*Afrika Zamani*, n° 3, 1974.
14. Entretien avec Ntoné Koua Martin, Douala, le 6 août 2014.
15. Entretien avec T. Mouctar Bah, ancien rédacteur d'*Afrika Zamani*, Dakar-Yaoundé (via Internet), le 13 mai 2015.
16. APG, « Liste des membres des comités de rédaction et scientifique d'*Afrika Zamani* entre 1975 et 2001 », p. 1.
17. Entretien avec J. Tanga Onana, ENS Yaoundé, le 30 juillet 2014.
18. « APG, liste des membres des comités scientifiques et de rédaction de la revue *Afrika Zamani* entre 1972 et 1975 », p. 1.
19. Entretien avec M. Ntoné Kouo, Douala, le 6 août 2014.
20. Entretien avec M. Bah Thierno, Dakar, 12 décembre 2014.
21. APG, « L'édition des revues d'histoire en Afrique : contraintes et opportunités. Le cas d'*Afrika Zamani*, 2001 », p. 18.
22. *Afrika Zamani*, revue d'histoire africaine, n°s 6 et 7, Alger, CNEH, 1977, p. 1.
23. APG, « Rapport d'*Afrika Zamani* entre 1975 et 2001 », p. 7.
24. APG, « Rapport du bilan d'*Afrika Zamani* entre 1975 et 2001 », p. 9.
25. « Rapport de l'atelier I, portant sur les statuts « finance, et règlement intérieur de l'Association des historiens africains et de la revue *Afrika zamani*, tels que définis à Bamako », 2001, p. 21.

Sources et bibliographie

Sources primaires

Sources d'archives

Archives privées Ghomsi (APG)

Allocution de Joseph Ki-Zerbo, président sortant de l'Association des historiens africains au congrès de Bamako en 2001.

Discours d'Alpha Oumar Konaré, président de la République du Mali à l'ouverture officielle du troisième congrès des historiens africains à Bamako en 2001.

Discours du président Ahmadou Ahidjo au deuxième congrès de l'Association des historiens africains concernant l'Association et *Afrika Zamani* en 1975.

- Discours prononcé par Joseph Ki-Zerbo au second congrès des historiens africains de 1975.
- Discours prononcé par Paul Biya dans la séance de clôture des travaux du second congrès des historiens africains de Yaoundé en 1975.
- Document fixant les modalités de vente des numéros d'*Afrika Zamani*, 1976.
- Document sur l'apport de la revue *Afrika Zamani* au développement de la recherche et de l'enseignement des sciences historiques en Afrique.
- L'apport de l'Association des historiens africains au développement de la recherche et de l'enseignement des sciences historiques en Afrique, 2001.
- L'édition des revues d'histoire en Afrique : contraintes et opportunités. Le cas d'*Afrika Zamani*, 2001.
- Lettre d'information et de convocation des historiens africains à la préparation au Mali du troisième congrès, 1999.
- Lettre d'invitation adressée à Ghomsi Emmanuel, directeur d'*Afrika Zamani*, le 10 août 1999 par le président de l'Association des historiens du Mali en vue de la réflexion sur les problèmes de l'histoire africaine et de la préparation d'un troisième congrès.
- Lettre de Ghomsi Emmanuel, directeur d'*Afrika Zamani* adressée au recteur de l'Université de Yaoundé I le 26 septembre 1999.
- Liste alphabétique des participants au congrès des historiens africains tenu au Mali en 2001.
- Liste ayant le nom du nouveau directeur de la revue *Afrika Zamani* au congrès de Bamako en 2001.
- Liste des membres des comités de rédaction et scientifiques d'*Afrika Zamani* entre 1975 et 2001.
- Liste des membres des comités scientifiques et de rédaction de la revue *Afrika Zamani* entre 1972 et 1975.
- Liste des membres élus à la tête de l'Association des historiens africains et des membres du bureau exécutif de la revue *Afrika Zamani* au congrès de Dakar en 1972.
- Liste des membres élus des bureaux de l'Association des historiens africains et d'*Afrika Zamani* pour l'exercice 1975-2001.
- Liste des participants au congrès de l'Association des historiens africains à Dakar en 1972.
- Liste des participants au congrès de l'Association des historiens africains de Yaoundé en 1975.
- Liste des participants au congrès des historiens africains de Yaoundé en 1975.
- Liste du bureau de l'Association des historiens africains et d'*Afrika Zamani* élus le 19 décembre 1975.
- Liste du comité exécutif élu au nouveau bureau de l'Association des historiens africains et d'*Afrika Zamani* en 2001.
- Motions de remerciement des congressistes au président malien et à son épouse pour leurs efforts fournis au congrès de 2001.
- Rapport de l'atelier I portant sur les statuts finance, et règlement intérieur » de l'Association des historiens africains et de la revue *Afrika Zamani* tels que définis à Bamako, 2001.
- Rapport de la commission finances et publications du congrès de l'Association des historiens africains, 1975.
- Rapport de la réunion préparatoire du deuxième congrès de l'Association des historiens africains de 1975.
- Rapport du bilan financier d'*Afrika Zamani* entre 1975-2001.

- Rapport du congrès de l'Association des historiens africains de 1972 au Sénégal.
 Rapport du Deuxième congrès des historiens africains de Yaoundé en 1975.
 Rapport du fonctionnement de l'Association des historiens africains et de la revue *Afrika Zamani* entre 1972 et 1975.
 Rapport du troisième congrès de l'Association des historiens africains à Bamako en 2001.
 Rapport sur l'atelier 2, banque de données, échange, réseau concernant le nouveau fonctionnement de la revue *Afrika Zamani* au congrès de 2001 à Bamako.
 Rapport sur la production des exemplaires de la revue *Afrika Zamani* pour les années 1976, 1990, 1993.
 Règlement intérieur de l'Association des historiens africains et de la revue *Afrika Zamani* arrêté au congrès de 2001.
 Statuts de l'Association des historiens africains, y compris les articles concernant *Afrika Zamani*, 1975.

Archives privées Ntoné (APN)

- Liste du bureau de l'Association des historiens africains et d'*Afrika Zamani* au congrès de 1972.
 Rapport du congrès de Yaoundé, 1975.
 Rapport du fonctionnement d'*Afrika Zamani* entre 1972-1975.

Les sources orales

N°	Noms et prénoms	Âge	Genre	Qualité	Date et lieu de l'entretien
1	Abwa Daniel	62 ans	M	Historien, actuel vice-recteur de l'Université de Yaoundé I	Yaoundé, le 31/12/2014 ; Yaoundé, le 29/04/2015
3	Bah Thierno Mouctar	70 ans environ	M	Historien, ancien rédacteur d' <i>Afrika Zamani</i>	Yaoundé, le 9/12/2013 ; Dakar, le 12/12/2014
4	Essomba Phillipe Blaise	61 ans	M	Historien	Yaoundé, le 22 07/2014
5	Eyézo'o Salvador	58 ans	M	Historien	Yaoundé, le 6/03/2014, le 4/06/2015
6	Fanso Verkijika	68 ans	M	Historien retraité	Yaoundé, le 21/07/2014

7	Kangé Ewané Fabien	83 ans	M	Historien retraité	Yaoundé, le 22/07/2014
8	Madiba Essiben	62 ans environ	M M	Historien retraité et ancien membre d' <i>Afrika Zamani</i>	Yaoundé, le 17/07/2014
9	Ntoné Kouo Martin	75 ans	M	Historien retraité	Douala, les 6, 7, 8, 9, 10/08/2014
10	Tanga Onana Joseph	56 ans	M	Historien	Yaoundé, le 16 /07/2014

Les sources secondaires

Les ouvrages

1. Amengual, M., *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, Dakar, NEA, 1975.
2. Baba Kaké, I., *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence africaine, 1982.
3. Hegel, *La Raison dans l'histoire, Introduction à la philosophie de l'histoire*, Paris, Paipainnou, 1965.
4. Ki-Zerbo, J., *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Présence africaine, 1972.
5. Ki-Zerbo, J., *Histoire générale de l'Afrique : méthodologie et préhistoire africaine*, volume I, Paris, Unesco, 1980.
6. Niane Djibril, T, 1985, *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique du XII^e au XVI^e siècle*, volume IV, Paris, Unesco.
7. Obenga, T., *La dissertation historique en Afrique*, Dakar, NEA, 1980.

Les revues

1. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 2, Yaoundé, AHA, 1974.
2. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 3, Yaoundé, AHA, 1974.
3. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 5, Yaoundé, AHA, 1975.
4. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 6 et 7, Alger, AHA, 1977.
5. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 8 et 9, Yaoundé, AHA, 1978.
6. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 10 et 11, Yaoundé, AHA, 1979.
7. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 12 et 13, Yaoundé, AHA, 1981.
8. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 18 et 19, Yaoundé, AHA, 1987.
9. *Afrika Zamani, Revue d'histoire africaine*, n° 20 et 21, Yaoundé, AHA, 1989.

Sources numériques

1. Alandé, J., « L'art africain et l'imaginaire des autres entre le XVI^e siècle et le début du XX^e siècle. Essai d'analyse diachronique d'un processus de globalisation », *Afrika Zamani* online, n° 9 & 10, nouvelle, série, Dakar, CODESRIA, 2001, www.CODESRIA.org/spip.php?rubrique48&lang=en, consulté le 1^{er} mai 2015.
2. Le congrès des historiens africains de 2001 à Bamako, <http://www.wikipedia.org/AfrikaZamani>, consulté le 12 juin 2014.
3. Somé Magloire, « Les cultures africaines à l'épreuve de la colonisation », *Afrika Zamani*, n° 9 & 10, nouvelle série, CODESRIA, 2001, [www.CODESRIA](http://www.CODESRIA.org), consulté le 3 mai 2015.





From the Hub of Lagos: Horizontal Integration for the Southwest Region of Nigeria, a Developmental Imperative

Kenneth Chukwuemeka Nwoko*
and Omon Merry Osiki**

Abstract

In Nigeria, the experiment at federalism has demonstrated that no meaningful development could be achieved with the present structure of economically and politically weak federating units and a dominating strong centre. The imperative for economic development, therefore, calls for the strengthening of the federating state units. This article investigates the nexus between horizontal integration of the southwest states of Nigeria into a regional bloc within the Nigerian state and the socio-economic development of the region, in relation to the long-term economic development plan of Nigeria. It argues that this horizontal integration is the major catalyst necessary for the attainment of the vision 20:2020 goal of the country. The success of this integration in the southwest would serve as a model for the other regions of the country. This study is an attempt to encourage regional integration and from it regional planning as a critical element of the new economic development strategies of the federating state units in Nigeria in order to provide the spatial development framework for other strategies to succeed.

Keywords: development, horizontal integration, federalism, regionalism, underdevelopment

Résumé

Au Nigéria, l'expérience du fédéralisme a démontré qu'aucun développement significatif ne pourrait être réalisé avec la structure actuelle composé d'unités fédératives économiquement et politiquement faibles et d'un gouvernement central fort et dominant. Le développement économique nécessite donc le renforcement des unités étatiques fédératives. La présente étude examine le lien entre l'intégration horizontale des États du sud-ouest du Nigéria dans un bloc

* Department of History & International Studies, McPherson University, Seriki-Sotayo, Abeokuta, Ogun State, Nigeria. Email: nwokokenneth@yahoo.com

** Department of History & Strategic Studies, University of Lagos, Akoka. Email: omonosiki@gmail.com

régional au sein de l'Etat nigérian et le développement socio-économique de la région, par rapport au plan de développement économique du pays à long terme. Elle soutient que cette intégration horizontale est le principal catalyseur nécessaire à la réalisation de la vision 20: objectif 2020 du pays. Le succès de cette intégration dans le sud-ouest servirait de modèle aux autres régions du pays. Cette étude vise à encourager l'intégration régionale et, par conséquent, la planification régionale en tant qu'élément essentiel des nouvelles stratégies de développement économique des unités étatiques fédératives au Nigéria dans le but de fournir un cadre de développement territorial propice à la réussite d'autres stratégies.

Mots-clés: développement, intégration horizontale, fédéralisme, régionalisme, sous-développement.

Introduction

While it is incontrovertible to say that the contemporary structure and practice of federalism in Nigeria has continuously emasculated development within the federating components, it is also true that this experience has continuously engendered poverty and underdevelopment of the different Nigerian peoples. In other words, the total disconnect between the political and economic structures made it impossible for the centre to develop or help develop the federating units. Therefore, the imperative of development rests squarely on the federating units and in the contemporary Nigerian political compartments, represented as geopolitical zone or regions, namely, southwest, south-south, southeast, northwest, northeast and north-central regions. In the southwest region, comprising Ogun, Ondo, Oyo, Osun, Ekiti and Lagos states, apart from the common historical antecedence and geopolitical factors, the imperatives of economic growth and development driven by the people themselves have necessitated a well-articulated strategy for the creation of a solid socio-economic foundation for the region and her upcoming generations. Scholars and studies around the world have shown that the economic growth and development of the most advanced regions were founded on basic community integration programmes which allowed for joint harnessing of resources and ideas for collective good (Badinger 2005; Feng and Genna 2003; El-Agraa 2009). In other words, small-scale integration of socio-economic processes remains the major factor that underpins gradual but large-scale development.

In construing Europe, Latin America, Africa and Asia as regions, factors such as historical, cultural and ideological affinities were taken into cognizance, and in turn, smaller, geographically and historically similar spaces were constructed into sub-regions (Garcia 2008:55) such as West Africa, Southern Africa, Central America, etc. These technocratic constructs called regions and sub-regions became new analytical units for reconstruction and development economics (ibid.). Following the successes recorded in

coordinating the war efforts during WW II, construction development and reconstruction economics advocated the creation of regional economic communities to harness the advantages of economies of scales and complementarities to boost economic reconstruction and development. Hence, the creation of the European Economic Community, the European Free Trade Association and other regional blocs all over the world (ibid.). In the contemporary world economic order, regional economic and trade agreements as well as micro-economic blocs have become operational economic units. These have become the new building units for economic growth and development. Studies have shown the effectiveness of these micro units in economic coordination and as development centres for larger economic units (Feng and Genna 2003; Haughton and Counsell 2004).

This study is straddled between historical and contemporary issues relating to federalism, regionalism, development architecture and regional integration. Therefore, the qualitative method and from within it the historical method is adopted. This covers the use of both primary and secondary sources. The primary sources include oral information, focused-group discussions and newspaper reports. Journal articles, books, published government documents and online materials constitute the secondary sources. However, the analysis and presentation have followed the multidisciplinary approach, using concepts and analyses from economics, politics, sociology and political economy. The presentation is both analytical and thematic.

The Dictates of the National Development Blueprint (Nigeria Vision 20:2020)

The Nigeria Vision 20:2020 (NV 20:2020) is an economic transformation blueprint with a long term plan for stimulating Nigeria's economic growth and launching the country onto a path of sustained and rapid socio-economic development (ibid.). This blueprint articulates Nigeria's economic growth and development strategies, for the eleven-year period between 2009 and 2020 (ibid.). The blueprint is expected to be implemented using a series of medium-term national development plans with these commencement periods respectively: 1st Implementation Plan from 2010 to 2013, 2nd Implementation Plan 2014 to 2017, and 3rd Implementation Plan concludes from 2018 to 2020 (Usman 2010).¹ The 2020 targets are based on a dynamic comparative analysis of the country's potential growth rate and economic structure vis-à-vis those of other top forty economies in the world.²

Designed to capture the interest of Nigerians, using a bottom-up approach which is anchored on a deep grasp of the aspirations of Nigerians, and knowledge of the needs of the country, this economic blueprint was put in place to position Nigeria among the top twenty biggest economies in the

world by the year 2020. The Vision has two basic broad objectives: optimising human and natural resources to achieve rapid economic growth, and translating that growth into equitable social development for all citizens.³ This vision is encapsulated in four broad dimensions, namely, social, economic, environmental and institutional dimensions.

The expectation from this blueprint is encapsulated in its vision statement thus: 'By 2020, Nigeria will have a large, strong diversified, sustainable and competitive economy that effectively harnesses the talents and energies of its people and responsibly exploits its natural endowments to guarantee a high standard of living and quality of life to its citizens.'⁴ This aspiration rests on three pillars of: 'guaranteeing the productivity and wellbeing of the people; optimizing the key sources of economic growth; and fostering sustainable social and economic development.'⁵

Though well-articulated and promising, these strategies have been trailed by pessimism from several quarters. From the first National Development Plan, 1962–68, not less than five development plans have been enunciated, yet none was realised. The pessimism that trailed the NV20:2020 therefore, was understandable if the record of performance of these past economic or development plans were anything to go by. Nevertheless, a further boost to the articulation of the blueprint came with the report in 2005 of Goldman Sachs, which predicted that if Nigeria was able to sustain the reforms, it could emerge the strongest economy in Africa, overtaking South Africa and Egypt and would by 2020 be amongst the twenty-five biggest economies in the world and also could by 2025 make it to the top twenty in the world (Ayodele, Obafemi and Ebon 2013:144). The report also predicted that Nigeria had the propensity to become the twelfth largest economy in the world ahead of Italy, Canada and South Korea by 2050.⁶

Moreover, the NV20: 2020 First National Implementation Plan has three volumes: Regional/Geopolitical zone development occupies the second part of the third volume, while State Investments Plans occupy the third part of the same volume. It is against the vital positions of these dynamics in the blueprint that this paper articulates the need to pay more attention to horizontal rather than vertical federal integration if Nigeria is to realise the objectives of the Vision 20:2020 especially in major issue areas as factors that can enhance horizontal integration of Southwest Nigeria – a process that will provide a model for the rest of the country.

It is on the basis of the imperatives of the national development plan (Vision 20:2020) and the success story arising from the integration of micro socio-political and socio-economic units that the call for the integration of the southwest region of Nigeria as a catalyst for effective economic coordination and development in the region is made and by extension other

regions of the federation with the resultant synergies across broad segments for an improved national economy. Following this, debates on the functionality, nature and future of the integration of the southwest region of Nigeria have dominated economic and political discourse in recent times especially on national dailies.⁷

Review of Relevant Literature

The concept of regional or sub-regional integration can be defined either in term of geographical or socio-economic and political boundaries. Although the concept has been widely used, yet its understandings vary considerably from one author to another. Indeed, some have seen it as ‘a chaotic concept ... used by many but understood differently by most’ (Ager and Strang 2008:166–191). This explains why some writers believe it is an elusive concept to define (Adetula 2009:18). However, the literature on integration is generally linked to the desire for economic integration by a group of different entities. For instance, Joseph Nnanna believes that the desire for economic and monetary integration in West Africa was propelled by the need to create a common economic space that would foster trade, promote growth, reduce poverty and enhance prosperity among member states (Nnanna 2009:174–178). This relationship between integration and economic activities is also emphasised by Fritz Machlup when he stresses the levels of integration such as common markets, production, goods and services, resources, and so forth (Machlup 1976).

Moreover, the different approaches to integration have emphasised economic issues. For instance, the customs union approach to economic integration popularised by Jacob Viner focuses on production effects as well as the realisation of more efficient utilisation of productive resources (Viner 1950). Indeed, the Vinerian approach argues that the desire for trade creation can be achieved if member countries are initially competitive but potentially complementary in trade (Adetula 2009:19). The issue of competitiveness may be absent in some integration efforts in Africa, but the comparative advantage concept, which the approach emphasises is relevant to the understanding of the integration process in the southwest region of Nigeria.

On the other hand, the dependency school calls for a re-conceptualisation of the purpose of regional integration, especially as it affects the less developed regions of the world. Specifically, it argues that economic integration should aim at creating economic stimulus among member states, an alternative development strategy that will enhance rapid economic development and eliminate underdevelopment (Adetula 2009:19–21). Proponents of this school have emphasised the need for policy makers to consider the politics of integration in order to fully understand the concept (Asante 1989). However,

dependency theorists have advised against transplanting market conditions in Africa by imperialist agents such as the IMF, the World Bank and others (Adetula 2009:21).

Lastly, it is also important to stress that integration is different from cooperation in the sense that the latter may indicate loose forms of interstate activity designed to meet some commonly experienced needs, the former refers to a much more formal arrangement that has to do with political and economic interest as well as commitments and processes to actualise the interest (*ibid.*, p. 18). Hence, we can say that regional cooperation is a phase in the process of regional integration.

In all, whatever model of integration is chosen, there is the need for all stakeholders to develop a mechanism for the distribution of losses and gains, obligations and benefits if integration is to succeed. Interestingly, the southwest is an example of a regional grouping in Nigeria that has a geographical context and whose members share common historical and cultural ties (Abitogun 2011). This should be an advantage in their integration efforts and processes.

Character of the Nigerian Federation and the Underdevelopment of its State Units

A political system or arrangement is considered a federation if the arrangement is established by 'compact with a minimum of two "arenas", "planes", "spheres" "tiers", or "levels" of government, each endowed with independent legitimacy and a constitutionally guaranteed place in the overall system, and possessing its own set of institutions, powers, and responsibilities' (Elazar 1985:22). This could be said to be true of Nigeria's federalism adopted in the 1954 Constitution, with power exercised between two tiers of government, one tier controlling the foreign relations, defence, currency, and common legislative and other external policies, while the other (the subordinating states) taking care of local affairs. Nigeria's federal system comprised a national government and three regional governments at inception namely: Eastern, Northern, and Western (Adamolekun 1991:1). These were somehow built around people of similar socio-cultural and linguistic orientation. The regions, however, became self-governing in different periods. The Eastern and Western Regions became self-governing in 1957, followed by the Northern Region two years later in 1959. At independence in 1960, this form of government was maintained following its adoption in the Independence Constitution of 1960 which replaced that of 1954 and its continuous adoption in subsequent constitutions. In 1963, however, the number of the federating units was increased to four as the Mid-West Region carved out of the Western Region was added to the Federation.

The exigencies of the Nigerian Civil War led to the replacement of the regions with the creation of twelve states as successor units to the four regions of the country. Six of the states were created in the Northern Region while the same number was shared between the Eastern and Western Regions. By 1976 when a three-tier federal structure was put in place, seven additional states were created and by 1989, two more were added bringing the total to 21 states and 304 local government areas (*ibid.*, p. 3). On the eve of the 1989 Constitution, the number of local governments was increased to 453. By 1991 due to the clamour for more states (Ekekwe 1986) additional nine states were created bringing the total number of states in Nigeria to thirty. Five years later in 1996, six more were added. As at 2016, Nigeria has 36 states including the Federal Capital Territory and 774 local governments.

The fragmentation of the federating state units itself has raised some controversies. While some believed that it has advanced the goal of national stability and decentralised political and administrative power in the country, (Olowu 1991:161) others see it as creating an imbalance in the share of national resources accruing to the major ethnic and minority groups and reducing the viability of the federating states or units and their capabilities (Phillips 1984:93–102; Akande 1988:219–237). However, as Olowu observed, the problem is not really about the size of the federating units, but the strongly centralised federal system, the consequent fiscal centralisation and concentration of resources in the federal government (Olowu 1991:161). This situation led to the underdevelopment of the federating state units, which are left with inadequate resources for development. This situation is worsened by their inability to develop other revenue generation sources because of their heavy dependence (up to 65 per cent) on intergovernmental transfers (Akanle 1985; Olowu 1990; Phillips 1984:93–102) and the dearth of healthy competition and rivalry.

From independence in 1960, certain events in the body polity of the country had influenced the evolution of Nigeria's federal structure. These include the experiment with the Westminster-style parliamentary system, the attempt at replacing the federal system with a unitary government by the military in 1966 and the practice of the United States' presidential system. The impact of the first and third events is derived from the centrality of political party structure in those systems, while the second event is insightful in the understanding of the concentration of power at the centre and power structure of Nigeria's Federalism, which is an 'up-to-bottom' power structure instead of the reverse, drawing from the unitary structure of power as a result of the dominance of the military in the country's political history.

With regards to power and economic context, a point to note which significantly contrasted with the US federalism and which makes the Nigerian model peculiar is that in the US context, the states or federating units created the centre or federal, while for Nigeria, the federal created and dictated the federating units, thereby dictating and appropriating disproportional powers to itself. Among other effects, this reduced the expected healthy rivalry and competitiveness among the federating units in Nigeria's federating system. The healthy competition, which Awolowo described as the 'soul of development and progress' (Awolowo 1966:57) would have allowed the units to develop at their own speed and removed the overdependence on a monthly allocation from the centre. In fact, the evolution of the federal system and within it this form of fiscal federalism as practised today in Nigeria was consolidated by the dominance of the federal government in national economic management throughout this period (Adamolekun 1991:6).

Imperatives for Southwest Regional Integration

In this context, integration of Southwest Region simply refers to the continuous removal of all barriers within the region for articulated and accelerated economic development. It primarily focuses on economic, institutional, joint development and geopolitical issues. Regional economic exchanges such as trade and investment, transportation, economic structures, as well as geographical and demographic factors are high on the list of variables articulated upon in this context. Other areas of integration and cooperation include tourism, agricultural economy, construction of dams and bridges in contiguous border communities, housing, sanitation, environmental management, traffic/vehicular management, education – common curricular, common admission examinations, common admission policies, exchange of teachers, etc. Others include, communication – common radio and television programmes that support the integration philosophy, joint celebration of festivals by government agencies and traditional rulers, promotion of sister cities/communities for the purpose of fostering unity among the different Yoruba groups and communities, among others. These require gradual but systematic and diligent implementation. Since all these issue areas would be difficult to undertake at the same time, the implementation should be in phases.

Three key factors that constitute the context upon which the integration is to be fostered remain: geopolitical, economic and cultural-historical factors. However, how these are managed is crucial to the formation of a functional regional identity and the articulation of a political project of regional integration. The contemplation of economic integration in the Southwest Region of Nigeria as a growth and development strategy is heightened by various factors. First,

in spite of fragmentation and political differences, there has always been a common economic interest among the states of the region, with the exception of Lagos, which revolves round the Odua conglomerate (Abitogun 2011), a tradition of regional associations that stems from cultural and historical affinities. Second, the attempts at bonding into regional coordination and effective integration as articulated in the post-independence regional arrangement reinforced the drive for regional coordination within the context of nation building in Nigeria. Third, this development strategy draws from the vintage vision of late Chief Obafemi Awolowo, the first Premier of the old Western Region, who attempted to strengthen and develop the people through the integrated social and economic development of the region.

Chief Awolowo, even before his emergence as the Premier of Western Region, had a blueprint for the development of the region. His development plan was anchored on the development of the human person and hence the centrality of education as a critical strategy for realising this objective.⁸ Besides education, Chief Awolowo convincingly articulated his ideas on democracy, politics and governance, federalism, regional development and others. The success and whole notion of free education in Nigeria which started in the Southwest under Awolowo was a basic aspect of his development vision, that only an educated mind can 'play a full and meaningful role in the affairs of society'.⁹ Free education was therefore, offered to the people, 'so that every man and woman can stand up for himself or herself and find the way for the good of society'.¹⁰ In a public lecture delivered to a union of teachers in 1947, titled 'Education as a Means to National Liberation', Awolowo equated education and democracy as not only integral and inseparable but also irreducible components of any society's development.¹¹ Chief Awolowo's free education policy, which was implemented in 1955, was revolutionary in the context of the national development plan.¹² Just as he did in education, Awolowo also improved the healthcare system of the Western Region through the provision of massive health infrastructure: 10 general hospitals, over 165 dispensaries, 170 additional maternity centres (Baffour 2015). His administration also pioneered technological milestones such as the first television station network, the Western Nigeria Television (WNTV), Ibadan, established in 1959, making it the first in the whole of Africa (ibid). Among his plethora of achievements were the reforms of the electoral system, women empowerment, massive infrastructural provision, regional cooperation especially in investments, etc. These were considered revolutionary at the time.¹³

The imperatives for economic integration of the Southwest Region are enormous as these boost economic activities within the region, including employment generation and economies of scale, especially in manufacturing. Opportunities to exploit economies of scale in an increased market are stressed

by Balassa as a propelling force of economic integration (Balassa 1961). Similarly, quick, efficient and effective conflict resolution, common political will to act in an ethnically and culturally diverse country and values to solve immediate and long-term problems, exchange of ideas and policies for effective administration, the pulling up of resources for prioritised development as well as peace among the inhabitants of the southwest (Abitogun 2011) are other benefits that may accrue from this model. Indeed, integration of the southwest would ensure joint ventures in areas of mutual benefits and comparative advantages in a globalised and competitive world. It would also assist the region to optimally harness the resources of the states having comparative advantage. This would be significant especially in the provision of infrastructure, power generation, commerce, agriculture and other areas. This was the development model of the old Western Region under Chief Obafemi Awolowo, which made it the most successful region during this period.

Theoretical Framework

Understanding the process of integration whether at the global, regional, state or intra-state levels requires the understanding of integration theories. To this end, the most dominant paradigm developed is undoubtedly functionalism, and from within it the proliferation of modified versions known as neo-functionalism. In David Mitrany's pioneering work on functionalism (1966), he propounded the theory of functionalism, in response to the ever-growing quest for ways to stop wars especially those on the magnitude of the two World Wars. In this work, Mitrany put forward the philosophy of state collaboration in the non-political field as the solution to the occurrences of war. According to him, where states form the habit of functional cooperation in economic, technological and social areas, the practice is bound to have political effects, reducing economic disparities and eventually eliminating any pretext for war. An instance of this effect is the transition from the European Coal and Steel Community of 1951 to the European Union of the contemporary times. Mitrany also posited that by forming cooperation with international bodies especially on daily social activities which cut across state boundaries and which were hitherto performed separately by states outside the area of high politics states would gradually relinquish some of their sovereignty to these international bodies of technical experts.

From Mitrany's functionalist tradition, there evolved other variants of the functionalist paradigm, which were critical of some of the positions and omissions of Mitrany's postulations. These were referred to as the neo-functionalists; chief amongst them was E. B. Haas. In his work *Beyond the*

Nation- State, Functionalism and International Organisations, (1964), Haas subscribed to the economic factor in the incidences of war and international insecurity (ibid., p. 11) but criticised Mitrany's silent position on the mechanism of allocation of scarce resources, which he considered a political decision among states that were engaged in the integration process.

The thesis of Haas' postulation remained the concept of 'spill-over' and 'automaticity'. By these, he argued that the success in any one technical area will automatically cause a spill over into another and this would cause the integrating members to continue in the process until they gradually attained a full integration. Other exponents of neo-functionalism include Philippe Schmitter (1970), and Leon Lindberg and S. Scheingold (1970).

Like the functionalist paradigm, the neo-functionalism's position as represented by Haas also received a knock. The chief criticism against the neo-functionalism position was the one raised by Joseph Nye (1968) on Haas' 'automaticity and spill-over'. According to him, Haas' 'automaticity and spill-over' was not practicable especially looking at the experiences in Europe. Other critics of Haas' position also included Roger Hansen (Hansen 1974:1). Despite some of its criticisms, the functionalist paradigm especially on the collaboration or association of states, still offers a good theoretical explanation to this study especially as it provides an insight into the outcome of this collaboration, the role of integrating states within them, the social and economic benefits as well as other derivable benefits. While the concern of the functionalist and the neo-functionalism positions are on states in the international system, the same concerns can be extended to the subject of the present study, and the theoretical basis also applied to it. The present study is concerned with the integration of the six federating state units which make up the Southwest Region of Nigeria, with the view to forming a functional regional bloc in the troubled Nigerian federation.

Regional Transportation and Traffic /Vehicular Management

While there are several issue areas for possible integration and accelerated groundwork cooperation, the imperative to act on some of these areas are more pressing. One of the major problems confronting the road sub-sector in Nigeria remains the near total lack of maintenance at all levels (federal, state and local government) and the absence of a national planning and road investment system based on economic criteria, except for recent efforts in Lagos State under the Fashola Administration. This is where a regional approach can prove effective. The implementation of an effective regional transportation system is the key to the development of trade, agriculture and other economic activities within the region. This is central to the easy

movement of goods, agricultural produce, essential services and people. Indeed, due to the agrarian nature of the region, of great significance is the movement of agricultural produce because of the perishable nature of most of the agricultural produce, which means that very little gets to the urban markets. A good road network surely brings with it a reduction in the prices of foodstuffs in the market where the forces of demand and supply dictate the pace (Abitogun 2011). This is because the transportation of farm produce from the rural areas to the urban centre would be unhindered. However, this involves mass infrastructural development in particular in road construction, including building of bridges and railway construction, in the short term, and in the long term, the creation of a jointly owned airline. While the construction of interstate roads falls within the jurisdiction of the federal authorities, local governments manage 67 per cent of urban roads, state governments 27 per cent and the federal government 6 per cent only.¹⁴ In this regard, concerted effort by the Southwest Region perhaps on the basis of counterpart funding or build-and-reimburse arrangements with the federal government will accelerate the provision of a good road network within the region and by extension, easy movement. The same applies to railway construction in the region. In the latter, however, the involvement of private partnerships remains most plausible and profitable in the linking of the Southwest Region through rail lines. These arguably would have significant positive social and economic impacts. First, the problems associated with the haulage of cargo, in particular petroleum products, into the region would be reduced if not eliminated as large consignments of these would be delivered by rail, thereby removing the incidences of road mishaps associated with petroleum tankers going ablaze, trailers falling over in transit and all other forms of big vehicular accidents on the road.

Similarly, coordinated traffic/vehicular management under a regional traffic authority heightens the propensity to efficiently manage the movement of people and goods across the entire region. This reduces the rates of automobile breakdown on the highways, accidents, as well as the burden on the health sector created by road traffic accidents. Indeed, proper and effective management of a good road network as an infrastructure not only ensures a longer life span of these facilities but also stimulates greater economic activities in the region.

Regional Tourism

In tourism, the cultural affinities of the region even advance greater imperatives for regional tourism. This is on the basis of a cultural industry that would thrive with the growth and revolution in telecommunications centred on the internet. The development and promotion of historical sites,

parks and monuments, festivals and other regional cultural heritage, values and diversities are critical for the success of this regional tourism industry. Indeed details of various events, a calendar of local festivals and their classification based on their popularity should be placed on the internet and marketed to international tour operators by the regional tourism industry. This imperative is further heightened by the fact that over 50 per cent of the Africans in the diaspora from countries like Brazil, Cuba and the Caribbean trace their origin to Nigeria¹⁵ and in particular Southwest Nigeria. The exploitation of this fact, therefore, should be the major focus of this industry. Indeed, attracting these over three million descendants of the Yoruba race to their roots as well as other tourists, domestic and international, offers not only attractive opportunities for capital inflow into the region, job creation, but also investors in the multimillion Naira industry. Integrating cultural festivals and events such as the Eyo masquerade in Lagos State and all other Egungun festivals practised by the Yoruba, Osun Osogbo and Olojo festivals in Osun State, Ojude Oba festival in Ijebu Ode, Ogun State and all other similar festivals in Yoruba land as well as tourism and historic sites and monuments in a yearly calendar which would be promoted by Southwest Tourism Board would be a first step in redirecting, building and exploiting the huge tourism potentials that abound in the Southwest.

Electricity Generation

Nigeria is currently experiencing severe challenges in electricity generation and supply despite the privatisation of the sector. This has undoubtedly stalled socio-economic development in the country despite the nation's vast natural resources. According to the Nigeria Vision 20/2020 Report,¹⁶ facilities for power generation are either dilapidated or poorly managed. Also, the transmission and distribution networks are poorly maintained and inefficiently operated, thereby hindering power transmission from generation sites to consumption points. Further, analysis of the power generation capacity vital to support the economic vision suggests that, based on the assumption that the country will take a low energy intensity (less than 0.4) growth path, midway between the energy intensity of India (0.18) and China (0.91), Nigeria will need to generate electricity in the range of about 35,000 MW by 2020. Therefore, the overall target for the power sector is to raise installed power generation capacity from 6,000 MW in 2009 to 20,000 MW by 2015 and 35,000 MW installed by 2020.¹⁷ Apart from the strategic roadmap to meeting the target in the power sector suggested by the report,¹⁸ additional generation capacity is solicited by the report. This is encouraged by the implied provision of incentives and concessions to be granted to new entrants, especially for

renewable power generation. Since this capacity expansion is capital intensive, the report proposed that the significant capacity expansions envisaged for the power sector would be driven largely by the private sector. Private capital will be attracted into the power sector by creating a deregulated and competitive electric power sector underpinned by a viable commercial framework, which promotes transparency, guarantees security of investment and a reasonable rate of return on investments.

In the light of the above, therefore, a regional integrated power programme especially in the alternative, renewable energy resources (including wind, solar, hydro and biomass) is a viable issue area. A key element of this project would be its commercial viability while first and foremost focusing to serve Southwest Regional domestic needs. To ensure efficiency in planning and management, it is suggested that a Southwest Regional energy corporation be established to draw up modalities for this. The experience of the River State Government with gas turbine power generation as well as a mini power generation project at the *Redemption Camp*, Mowe, Ogun State, Nigeria¹⁹ are pointers to the feasibility of the project, first for domestic consumption and later for supply into the national grid on agreed terms with Power Holding Corporation of Nigeria (PHCN). The commercial viability of this project is based on the vision 20:2020 strategic objective for the power sector, which is to ensure the ability of the sector to 'efficiently deliver sustainable adequate, qualitative, reliable and affordable power in a deregulated market, while optimizing the on- and off-grid energy mix'.²⁰ It is expected that the electricity supply industry will be private sector led with government providing an appropriate legal and regulatory environment for private capital investment. Similarly, it is hoped that the legal impediments stalling power generation by individual investors and states would have been removed by the privatisation of the sector and by legislative instruments.²¹

The Centrality of Lagos in the Integration Process

While one of the most important and greatest challenges facing any regional cooperation and integration project is the similarity of the economies of the integrating units which leads to unhealthy rivalry, the mainly agricultural economies of the Southwest Region, which produces similar agricultural produce, may be an exception in an ambience of increased demand for food and agricultural raw materials for exports and for local industries. The establishment of regional marketing boards and the revitalisation of the Odua Conglomerates remain the obvious strategy needed to overcome the challenge. This is because these could handle the marketing, export and processing of agricultural produce. Perhaps the only state in this region with an economy

that transcends agricultural production is Lagos. This is made possible by the relatively increasing physical growth and development of the state largely due to its expanding economic and political roles, aided by its rapid and explosive population growth (Filani n.d., p. 5). In addition to these is the strong and effective leadership, which has been an asset for the state in recent times. Consequently, this largest market city in the region has gradually grown her population overtime. Estimated at 25,000 in 1866, 40,000 in 1901 and 74,000 inhabitants by 1911, the population of the city exploded geometrically. By 1931, it grew to 126,108 inhabitants and by 1952, the census put the population of metropolitan Lagos at 272,020 (ibid). Subsequent headcounts of 1963 and 1991 put the population of metropolitan Lagos at 665,000 and 5.8 million respectively. In 2006, the population of Lagos State was 9.1 million, although this figure was contested following an independent census by the Lagos State government, which came up with a figure of 17 million for the state (ibid). With an estimated population of 24.6 million inhabitants, it was projected to become the third-largest megacity in the world by 2015 (UN-HABITAT 2006). In fact, the World Bank statistics reveals that as at 1996, the state accounted for about 30.8 per cent of the national urban population, with a very high population density of over 4,000 persons per square kilometre (Adebola 2006:1).

These figures seem to have been growing over time and with it the rate and level of economic activities and infrastructural developments. Right from independence, up until when the capital of the country was finally relocated to Abuja in 1992, much of Nigeria's wealth and economic activities were concentrated in Lagos, with sectors such as manufacturing and service delivery, banking, and telecommunication services taking the lead. Indeed, metropolitan Lagos alone accounted for 38 per cent of total manufacturing employment in Nigerian cities and over 60 per cent of the total value (Filani n.d.:5). As the only southwest state with functional port and export facilities, Lagos easily serves as the window through which joint investment and trade opportunities could be explored.²² The opportunity which Lagos, the Nigerian commercial hub, presents in this direction is significant. Having over 80 per cent of national and multinational corporations located and driving its economy, the megacity status of the Lagos economy offers the Southwest Region a huge economic and infrastructural base necessary for sustaining a horizontal integration of this magnitude.²³ Indeed, the free export zone in Lekki as well as the industrial and commercial facilities offered by the Lagos economy in contrast to those of the other southwest states places it as the driver of this cooperation.²⁴

Conclusion

In modern times and in the light of the prevailing global economic order, emphasis is on new regional approaches as imperative for dealing with some of the effects of globalisation and the attendant restructuring of the powers of the state and corporations (Porter 1990). In addressing the deficiencies in the Nigerian federalism and, in particular, underdevelopment, which this economic and administrative structure has engendered across the federating units, the devolution and redistribution of power and resources, therefore, call for regional strategic planning and regional economic development, hence the need to restructure the federating states or units in Nigeria to make them viable and competitive. The imperative of southwest regional economic integration, therefore, lies in the fact that this will improve the regional economy's overall efficiency, as the constituent member states not only completely liberalise their intra-trade relations, but also introduce common institutions with considerable supra-state competencies and common or coordinated policies in several important areas such as tourism, agriculture, joint investment, competition, energy, etc. (Badinger 2005:50–51).

The success of this model would catalyse resource democratisation in Nigeria.²⁵ This will bring about general participation in wealth creation or generation. It also provides the necessary environment for states and regions to create and own their resources.²⁶ Consequently, this model would engender a change from the federal allocation regime to state or regional allocation of resources to the centre and, by implication, a weak centre and strong federating units. Similarly, this model provides a vista of opportunity to achieve a lateral to vertical redistribution of resources and also addresses fundamental problems associated with Nigeria's federalism, including issues of resource control, sharing formula and the economic dominance from the centre.²⁷ Consequently, this study is an attempt to encourage regional integration and from it regional planning as a critical element of the new economic development strategies of the federating state units in Nigeria in order to provide the spatial development framework for other strategies to succeed.

Notes

1. Nigeria Vision 20:2020, the 'First Implementation Plan (2010–2013)', a paper presented at the Validation Workshop on the First Four-Year Implementation Plan for NV 20:2020 at Eko Hotel and Suites, Lagos, 5 August.
2. Nigeria Vision 20:2020, Economic Transformation Blueprint National Planning Commission.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.

6. Ibid.
7. For example, see Abitogun, N., 15 March 2011, 'Integrating South-West's Economy for Development', *General NBF Topics*. Available online at <http://www.nigerianbestforum.com/generaltopics/?p=96031>. Accessed 20 Dec 2011; Kodilinye Obiagwu, 'S/West should build on regional integration based on shared values, says Mimiko', *The Guardian*, Friday, 10 June 2011. See also Segun Balogun, 'Southwest to form regional bloc', *Next*, 10 July 2011. Available at <http://234next.com/csp/cms/sites/Next/News/index.csp>. Accessed on 20 December 2011; Emmanuel Oladesu, 'Regional economic integration on course in Southwest', *The Nation*, 30 August 2011, p. 1; and Sulaiman Salawudeen, 'A quest for regional integration in Southwest', *The Nation*, 15 July 2011, p. 1.
8. Oral interview: Akinjide Osuntokun, Professor of Diplomatic History and Head Department of History & Internationals, Redeemer's University, Mowe, Ogun State, Nigeria (20/09/12).
9. The free education scheme in the context of Obafemi Awolowo's vision and governance – 1', *Tribune* Wednesday, 21 January 2015. Available at <http://www.latestnigeriannews.com/news/1079609/the-free-education-scheme-in-the-context-of-obafemi-awolowos-vision-and-governan.html>. Accessed on 16 February 2017.
10. Ibid.
11. Ibid.
12. Oral interview: Akinjide Osuntokun, Professor of Diplomatic History and Head Department of History & Internationals, Redeemer's University, Mowe, Ogun State, Nigeria (20/09/12).
13. Ibid.
14. S. I. Oni, and K. R. Okanlawon, Nigeria's Transport Infrastructural Development: An Integral Part of The National Economic Empowerment and Development Strategy (NEEDS), Department of Geography, University of Lagos, Akoka, Lagos. Available at <http://docplayer.net/40153857-Nigeria-s-transport-infrastructural-development-an-integral-part-of-the-national-economic-empowerment-and-development-strategy-needs.html>. Accessed on 22 February 2017.
15. National Tourism Policy for Nigeria, (2005), Federal Republic of Nigeria , p. 5.
16. Nigeria Vision 20:2020: Economic Transformation Blueprint, 2009, p. 138.
17. Ibid, p.139.
18. Ibid.
19. The Redeemed Christian Church of God Camp in Mowe, Ogun State, Nigeria, currently generates electricity for its local consumption since electricity supplies from the Power Holding Company of Nigeria (PHCN) has been epileptic.
20. Nigeria Vision 20:2020: Economic Transformation Blueprint, 2009, p. 139.
21. This is because, according to the Nigerian Constitution, power generation falls under the exclusive list of the federal government.
22. Oral Interview: Lateef Raji, former Special Assistant on Information and Strategy to the Executive Governor of Lagos State, 23 February 2017.
23. Ibid.
24. Ibid.

25. Focused Group Discussion: Bernard Fyanka, Lecturer, Redeemer's University Ede, Osun State, and Visiting Lecturer McPherson University, Seriki Sotayo, Ogun State, Nigeria, 24 February 2017.
26. Ibid.
27. Focused Group Discussion: Olusegun Bolarinwa, Senior Research Fellow, Nigeria Institute of International Affairs (NIIA) at McPherson University, Seriki Sotayo, Ogun State, Nigeria.

References

- Department of Environment, Transport and the Regions (DETR), 1998, *Regional development agencies' regional strategies* The Stationery Office, London.
- Haas, E. B., 1964, *Beyond the Nation- State. Functionalism and International Organisations* Stanford: Stanford University Press.
- Lindberg L. and S. Scheingold, 1970, *Europe's Would Be Polity*, New Jersey:Prentice Hall.
- Mitrany, D., 1966, *A Working Peace System* Chicago: Quadrangle Books.
- Nye, J. S., 1968, 'Comparative Regional Integrative Concept and Measurement', *International Organisation*, Vol. 22, No. 4.
- Obiagwu, K., 2011, 'S/West should build on regional integration based on shared values, says Mimiko' *The Guardian*, Friday, 10 June 2011.
- Oladesu, E., 2011, 'Regional economic integration on course in Southwest', *The Nation*, 30 August 2011, p.1.
- Olowu, D., 1990, *Lagos State: Governance, Society and Economy*, Lagos: Malthouse Press.
- Olowu, D., 1991, 'The Literature on Nigerian Federalism: A Critical Appraisal', *Publius*, Vol. 21, No. 4, p. 161.
- Oni, S. I., and Okanlawon, K. R., n.d, 'Nigeria's Transport Infrastructural Development: An Integral Part of The National Economic Empowerment and Development Strategy (NEEDS)', Department of Geography, University of Lagos, Akoka, Lagos. Available online at <http://docplayer.net/40153857-Nigeria-s-transport-infrastructural-development-an-integral-part-of-the-national-economic-empowerment-and-development-strategy-needs.html>. Accessed on 22 February 2017).
- Phillips, A. O., 1984, 'State-Creation, Revenue Allocation and Nigeria's Development', in *Management Development in Nigeria*, ed. Nigerian Institute of Management, Vol. 2, Akure, Nigeria: NIM, pp. 93–102.
- Porter, M., 1990, *The competitive advantage of nations*, Macmillan, London;
- Salawudeen, S., 2011, 'A quest for regional integration in Southwest', *The Nation*, 15 July 2011, p. 1.
- Schmitter, P. C., 1970, 'A Revised Theory of Regional Integration', *International Organisation*, Vol. XXIV, No. 4. pp. 836–868.
- UN-HABITAT, 2006, *Lagos: Bridging the Urban Divide*, Nairobi: United Nations Human Settlements Programme.
- Usman, S., 2010, 'Nigeria – Vision 20:2020, the First Implementation Plan (2010–2013)', a paper presented at the Validation Workshop on the First Four-Year Implementation Plan for NV 20:2020 at Eko Hotel and Suites, Lagos, 5 August 2010.
- Viner, J., 1950, *The Customs Union Issues*, New York: Carnegie Endowment for International Peace.



La politique de la culture de maïs et de riz en campagne sèche : atouts et achoppements au Burkina Faso (2001–2016)

Zara Dao*

Résumé

Exposé aux péjorations climatiques, le Burkina Faso a développé l'irrigation, qui se présente comme une alternative pour intensifier les productivités agricoles du pays et lutter contre le changement climatique. Pratiquée d'abord en saison humide, l'irrigation a ensuite été étendue à la période de saison sèche afin d'accroître la disponibilité céréalière, surtout du maïs et du riz. En se fondant sur la politique d'irrigation ainsi que sur la recherche scientifique et technologique, la culture de « contre-saison » offre une meilleure productivité et constitue un atout dans la lutte contre les crises alimentaires. Cependant, de nombreux obstacles, comme le problème de l'eau et le problème foncier, entravent la vulgarisation de la campagne sèche.

Mots-clés : politique agricole, campagne sèche, maïs, riz, atouts, achoppements, Burkina Faso.

Abstract

Facing climatic adverse, Burkina Faso has developed irrigation as an alternative to intensify productivity and fight against climate change. Initially practiced in the rainy season, irrigation has been initiated in the dry season in order to increase cereal availability mainly of maize and rice. Based on irrigation policy and scientific and technological research as well, the practice of growing off-season crops offers many advantages such as better productivity and help fight against food crises. However, many obstacles, such as problems related to water and land tenure, impede the extension of farming in the dry season.

Key words: agricultural policy, dry season, maize, rice, strengths, weaknesses, Burkina Faso.

* Département d'histoire et archéologie à l'Université de Koudougou, Burkina Faso.
Email : daozeha1981@gmail.com

Introduction

Le Burkina Faso, pays sahélien, est sujet à des crises alimentaires à répétition. Les aléas climatiques compromettent de façon récurrente la production agricole et, subséquemment, la sécurité alimentaire des populations. L'éradication de ces crises alimentaires passant par une bonne productivité agricole, la politique de développement a été orientée, entre autres, vers l'irrigation. Après l'instauration de l'irrigation à grande échelle, une promotion de la petite irrigation a été mise en œuvre. Celle-ci, pratiquée surtout pendant la saison pluvieuse dans les périmètres aménagés, a permis d'accroître les productions, surtout de riz et de maïs.

Dans le contexte du changement climatique, le Burkina Faso a fait le choix de produire en saison sèche pour compléter sa production de saison humide grâce à une maîtrise croissante de l'eau, facteur essentiel pour sécuriser l'agriculture en toute saison. Depuis les grandes sécheresses des années 1970, la politique consistant à « se servir de la saison sèche » commence à prendre de l'ampleur, surtout en matière de culture du riz, puis du maïs.

Une littérature relativement fournie existe sur l'irrigation, notamment en saison humide. Nous pouvons citer, entre autres, Dao 1987, Zoungrana 1994, Piveteau 1995. En revanche, les écrits sur l'irrigation en campagne sèche nous semblent encore peu répandus. Ainsi, nous avons formulé la question de recherche suivante : quels sont les atouts et les obstacles de la politique de la culture du maïs et du riz en campagne sèche au Burkina Faso de 2001 à 2016 ?

Identifier les principaux centres d'intérêt de cette problématique suppose au préalable la définition de quelques termes. La politique de la culture du maïs et du riz se réfère à la politique agricole qui vise à assurer le bon fonctionnement de l'économie en garantissant un approvisionnement régulier en denrées alimentaires saines à moindre coût (Bikienga & Zoundi 2008:32). Ainsi, la politique constitue l'ensemble des actions menées par l'État dans l'objectif d'accroître la production ainsi que la disponibilité de ces céréales et l'accessibilité à celles-ci. Le choix opéré sur le maïs et le riz s'explique par le fait que ce sont exclusivement ces céréales qui sont cultivées en campagne sèche. Cette dernière correspond à la pratique de l'agriculture en saison sèche. L'objectif de cette étude est de porter une critique sur les atouts et les difficultés de la politique d'irrigation en saison sèche.

Le cadre géographique se confond avec le territoire burkinabè qui est la zone d'intervention de cette politique. Cette analyse historique porte sur la période de 2001 à nos jours. Le 2 novembre 2001 correspond à l'année du lancement du Programme de la petite irrigation villageoise qui a pour objectif de développer la culture de « contre-saison ». De cette date à nos jours, le développement de la culture de la campagne sèche connaît une évolution contrastée.

Pour bâtir notre analyse, nous avons eu recours aux archives ainsi qu'aux rapports du ministère en charge de l'Agriculture, qui ont surtout fourni des données statistiques sur la période étudiée. L'enquête orale auprès des personnes-ressources a permis de constater les réalités de l'irrigation en campagne sèche. Les sources audiovisuelles et électroniques ont aussi été utiles, ainsi que les informations fournies par les travaux académiques. Nous examinons d'abord la politique de production de la campagne sèche, ensuite les atouts et enfin les achoppements de ces politiques d'irrigation.

La politique de production de la campagne sèche

L'irrigation est une nécessité pour le développement des cultures agricoles au Burkina Faso. Ainsi, nous examinons, d'une part, la politique d'irrigation et, d'autre part, les recherches agronomiques et techniques sur l'irrigation.

La politique d'irrigation à grande et petite échelles

La politique d'irrigation ne constitue pas une nouveauté au Burkina Faso. Un regard rétrospectif permet de constater que déjà à la période coloniale, précisément en 1927, il existait des champs sous irrigation comme celui de Sakabi (3 km de Bobo-Dioulasso) (Archives nationales du Burkina Faso n° 38). En 1930, l'administration coloniale a tenté de convaincre les paysans de s'adonner à la culture intensive et extensive du riz dans tous les cercles, car « sa production accroîtra leurs ressources vivrières et constituera pour eux un sérieux appoint à l'époque toujours difficile de la soudure » (Kane 2010:154). La population du sud de la Haute-Volta, plus consommatrice de riz, était une grande zone de production, avec 6 275 t sur 8 992,75 t pour toute la colonie en 1949 (Kane 2010:153). Pendant la colonisation, cette culture irriguée n'a pas connu un grand succès pour des raisons budgétaires et d'habitudes alimentaires.

L'indépendance marque une rupture dans la politique d'irrigation. Deux raisons expliquent cette décision. Premièrement, dans l'optique de sécuriser et d'intensifier la production agricole, le gouvernement a engagé depuis le début des années 1970, notamment au lendemain de la grande sécheresse de 1973, la construction de retenues d'eau à vocation hydro-agricole pour favoriser le développement de l'agriculture irriguée. Deuxièmement, des statistiques montrent une augmentation de la facture d'importation de riz. Au début des années 1980, le Burkinabè a consommé 4,5 kg de plus de riz et de blé (céréales importées) et 2,8 kg de moins de mil, de sorgho et de maïs par rapport aux années 1960 (MESSRS/ORSTOM 1994:19). Ces chiffres, à l'échelle nationale, donnent une idée de l'ampleur du changement des habitudes alimentaires et le phénomène n'est pas près de s'arrêter en raison de la

croissance urbaine. Les importations céréalières étaient de 712 millions de FCFA en 1971 et de 6,057 milliards en 1978 (Banque mondiale 1981:258). Pour réduire l'importation de ces céréales, qui pèse sur la balance commerciale, la politique de mise en valeur des vallées a été développée. Les sites hydro-agricoles aménagés pour cette irrigation à grande échelle concernent, entre autres, les barrages de Bagré (la superficie pouvant être aménagée varie entre 21 000 et 25 000 ha), de la Kompienga (16 000 à 20 000 ha), du Sourou (8 000 ha) et de Ziga (7 000 à 10 000 ha) (CILSS 2008:6).

Dans la mesure où ces projets hydro-agricoles concernent une population minimale du monde rural et vu le coût élevé de mise en valeur de l'exploitation des grands et moyens périmètres, un accent particulier a été mis sur la petite irrigation à partir du début des années 2000. C'est ainsi que la Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée (PNDDAI) fut mise en œuvre en 2001. Celle-ci se fonde sur un projet d'irrigation plus large qui est le Programme de petite irrigation villageoise (PPIV), tourné vers la culture de « contre-saison ».

Officiellement lancé le 2 novembre 2001 (Ouédraogo 2009:42), le PPIV a pour objectif global l'accroissement de la production alimentaire par la culture de céréales et de légumineuses en saison sèche. Ce programme devrait, à terme, résorber les déficits céréaliers structurels par l'aménagement de petites retenues d'eau et de bas-fonds favorables à la culture de « contre-saison » sur l'ensemble du territoire. Le PPIV est mis sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, piloté par une direction créée à cet effet. Il s'agit de la direction de la promotion de la petite irrigation, créée en 2002 et qui a d'abord évolué en direction du développement de l'irrigation en 2006, ensuite en direction des aménagements et du développement de l'irrigation en 2008, puis en direction générale des aménagements et du développement de l'irrigation en 2012 et, enfin, en direction générale des aménagements hydrauliques et du développement de l'irrigation en 2016¹.

Cette direction a pour principales missions de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'aménagements hydrauliques et d'irrigation ; de promouvoir le partenariat public-privé dans l'irrigation et la mise en valeur des terres agricoles aménageables ; de promouvoir les technologies et techniques de résilience face aux effets du changement climatique, ainsi que l'utilisation des techniques et technologies d'irrigation.

Cette volonté politique de développement de l'irrigation se fonde sur le fait que, selon le ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques (MAHRH), en 2004, les terres aménageables au Burkina Faso pour l'agriculture irriguée étaient évaluées à 233 000 ha, dont 32 258

aménagés, représentant 14 pour cent des terres irrigables (MAHRH 2004:16). L'intérêt du politique se manifeste par le lancement du début de la campagne sèche par le ministre de l'Agriculture chaque année entre le 15 novembre et le 15 décembre, selon les recommandations des structures de recherche agronomique. Les semis précoces ou tardifs s'expliqueraient par la disponibilité hydrique couplée au phénomène de la forte évapo-transpiration observée dans les retenues d'eau.

Les recherches agronomiques

La consommation croissante du riz a conduit les institutions de recherche à développer la culture du riz par la recherche de semences améliorées. Pendant la période coloniale, cette tâche incombait aux stations agricoles de Kamboinsé (Archives nationales du Sénégal) et de Farako-Bâ (Bantenga 2012:111). Celles-ci sont ainsi transformées en directions régionales de recherches environnementales et agricoles sous l'égide de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA)². Cet institut intervient en amont de la production agricole, notamment dans la création, la sélection, les études et l'expérimentation des variétés, la production des semences de base, ainsi que la définition du paquet technologique accompagnant la diffusion des semences sélectionnées.

Dans le cadre de la décentralisation de la recherche sur la base de critères agro-écologiques, cinq directions régionales de recherches environnementales et agricoles (DRREA) et un centre de recherches environnementales, agricoles et de formation (CREAF) à Kamboinsé sont créés. Ce sont : les DRREA du Centre, siège à Saria (Koudougou), de l'Est à Kouaré (Fada-Ngourma), du Nord-Ouest à Di (Tougan), du Sahel à Kantchari (Dori) et de l'Ouest à Farako-Bâ (Bobo-Dioulasso) (Kaboré 2004:12). La dernière citée comprend deux stations secondaires, à savoir celle de Niangoloko et celle de Banfora, et trois antennes à Balla, Dindéresso et dans la vallée du Kou.

Ainsi, pour les différentes recherches, ces DRREA proposent des semences améliorées adaptées à chaque région du Burkina Faso. Ces semences contribuent, à hauteur de 30 pour cent à 40 pour cent, aux rendements des productions (Savadogo 2005:20). Pour faciliter la disponibilité des semences améliorées en 2005, 17 fermes semencières sont créées. Le tableau ci-dessous fournit quelques indications sur les différentes semences améliorées pour la culture irriguée proposée et leurs rendements par les DRREA.

Tableau 1 : Les variétés améliorées de maïs et de riz au Burkina Faso pour les périmètres irrigués

Céréales	Cycle variétal en jours après semis	
	Intermédiaire 95-110 jours après semis	Tardif + de 110 jours après semis
Maïs, agriculture traditionnelle : potentiel 2-3 t/ha	Massayomba Irat 80	
Maïs, agriculture améliorée : potentiel 5-6 t/ha	Irat 171 Poza Rica 7 822 Irat 200 *** SR22 SR21 FBPC 1 FBMS 1 ** FBPC2	
Maïs, agriculture intensive : potentiel 5-7 t/ha	FBH1 FBH33 FBH 33 st FBH 34 st FBH 35 SR OBA Super 2 Espoir Bondofa	Irat 81
Riz	FKR43 Paddy (4-5 t)	FKR62N (5-7 t) FKR56N (5-7 t) FKR19 (5-6 t)
Situation hydraulique	Pluies >900 mm Périmètre irrigué	Périmètre irrigué

** Variété de maïs sucré *** Variété de maïs à griller

Sources : Sanou 1997:7 ; Ouattara, 6 février 2003, et nous avons recensé, lors la foire des semences organisée par l'INERA du 11 au 13 mai 2012, d'autres semences améliorées

L'observation de ce tableau permet d'affirmer que les rendements de maïs varient entre 2 et 7 t selon le niveau d'intensification et ceux de riz entre 5 et 7 tonnes. Ces semences sont adaptées pour les zones où la pluviométrie est supérieure à 900 mm ou pour les périmètres irrigués. Dans l'optique d'une meilleure utilisation de ces semences, il faut une vulgarisation de ces recherches. Cependant, le constat est que de nos jours, la recherche agronomique a, dans beaucoup de domaines, pris une large avance sur la vulgarisation agricole. L'insuffisance de cette vulgarisation conduit au non-respect des paquets technologiques de ces semences améliorées par les paysans qui, en plus des facteurs de perte (sécheresse, inondation, acridien...), influencent considérablement les rendements de ces céréales sur le terrain. Quelles sont les techniques développées dans le domaine de l'irrigation ?

Les techniques d'irrigation

Un ensemble de matériel accompagne cette recherche agronomique. Il s'agit du matériel technique utilisé dans le cadre de l'irrigation. L'eau, pour cette irrigation, peut être en surface (barrage, lac) ou en profondeur (nappe souterraine). Pour disposer de cette eau, les matériels généralement utilisés sont la pompe à pédale et la motopompe.

La pompe à pédale (photo 1) peut tirer l'eau d'une profondeur de 7 à 8 m. Fabriquée au Burkina Faso, sa capacité est de 2 à 3 m³/heure selon l'énergie de la personne qui l'actionne. Elle permet d'irriguer généralement de petites superficies.

La motopompe (photo 2) est utilisée dans le cadre des grandes superficies et permet de disposer d'une quantité importante d'eau en moins de temps.

Photo 1 : Une pompe à pédale



Photo 2 : Une motopompe



Sources : Photos 1 et 2 prises par nous le 22 mars 2005 à Zampa-usinage à Ouagadougou

Le ministère de l'Agriculture soutient la vulgarisation de ces matériels par leur subvention. Ainsi, la pompe à pédale est subventionnée à 90 pour cent et la motopompe à 65 pour cent. Le coût d'achat est de 6 000 FCFA pour la pompe à pédale et, pour la motopompe, entre 50 000 et 150 000 FCFA³.

Pour faciliter l'irrigation des périmètres, les semis sont effectués en ligne. Plusieurs techniques permettent d'irriguer les champs grâce à la pompe à pédale ou à la motopompe : il s'agit de la technique traditionnelle et de la technique du goutte-à-goutte.

Dans le cadre de la technique traditionnelle (photo 3), l'eau est libérée par les tuyaux afin d'irriguer les champs. L'eau s'écoule entre les lignes des semis.

La technique du goutte-à-goutte (photo 4), encore appelée micro-irrigation, permet d'irriguer directement les racines des plants par des tuyaux, puis des goutteurs⁴. La meilleure technique d'irrigation est l'écoulement d'un litre/heure. Les avantages sont, entre autres, la rationalisation de l'eau par son utilisation efficace, dont la gestion peut atteindre 90 pour cent, la diminution considérable de l'envahissement du champ par les mauvaises herbes, car l'eau est appliquée à la racine des plantes⁵, et le peu de main-d'œuvre nécessaire à l'entretien de la superficie aménagée. Par exemple, 3 à 4 personnes suffisent pour travailler 10 ha⁶.

Photo 3 : Technique traditionnelle



Source : Radiodiffusion et télévision du Burkina/ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2011, « Le goutte-à-goutte au Burkina Faso », 26 minutes

Photo 4 : Technique du goutte-à-goutte

Source : Radiodiffusion et télévision du Burkina/ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2011, « Le goutte-à-goutte au Burkina Faso », 26 minutes

Ce système de goutte-à-goutte est surtout développé dans les cascades, qui disposent des 400 sur 500 ha aménagés au Burkina Faso.

Les atouts de la production en campagne sèche

Plusieurs atouts ont conforté le politique dans sa volonté de développer la campagne sèche pour la culture du maïs et du riz. Il s'agit de la productivité de ces céréales, de l'intérêt de la production de la campagne sèche dans la lutte contre les crises alimentaires et de l'incidence socioéconomique de cette campagne pour la population rurale.

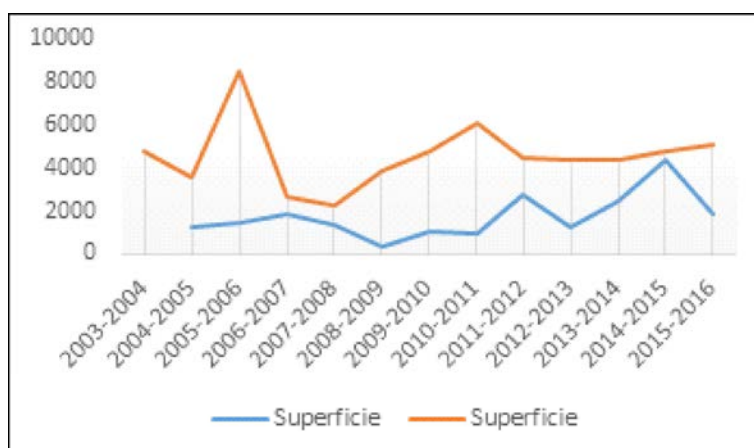
Une productivité prometteuse

La superficie (graphique 1) et la production (graphique n° 2) du maïs et du riz en campagne sèche ont évolué en dents de scie de 2003 à 2015. En moyenne entre 2003 et 2015, 1 747 ha sont emblavés par an pour le maïs et 4 571 pour le riz, soit une superficie irriguée totale en campagne sèche de 6 318 ha. Quant à la production, elle est de 7 464, 5 t pour le maïs et de 19 540,3 t pour le riz, soit une production totale en campagne sèche de 26 014,8 t (cf. annexes).

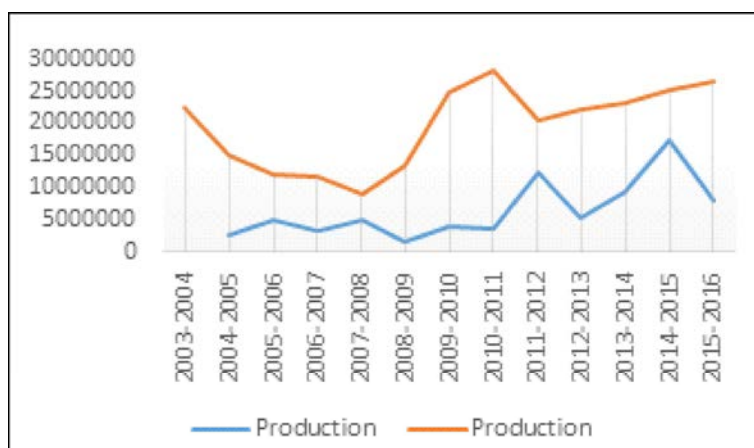
Les régions du Centre-Est, des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun et des cascades sont les grandes zones de production de culture de « contre-saison » du riz et du maïs. Ces quatre régions ont produit 22 936 t de riz en 2009, soit 92,8 pour cent de la production nationale et 25 288 t, soit 95,

8 pour cent en 2015. Concernant le maïs, 2 976 t ont été produites en 2009, soit 75,2 pour cent de la production nationale et 7 899 t, soit 99,4 pour cent en 2015 (Maah 2010).

Graphique 1 : La superficie du maïs et du riz en ha



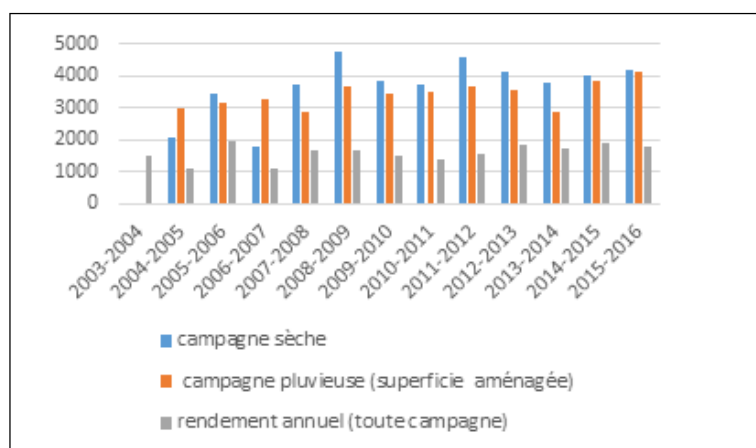
Graphique 2 : La production du maïs et du riz en kg



Sources : (Graphiques 1 et 2) Ministère de l'Agriculture (MA)/direction de la prospective et des statistiques agricole et alimentaire (DPSAA)/direction générale de la promotion de l'économie rurale (DGPER), les statistiques agricoles de 2003 à 2015

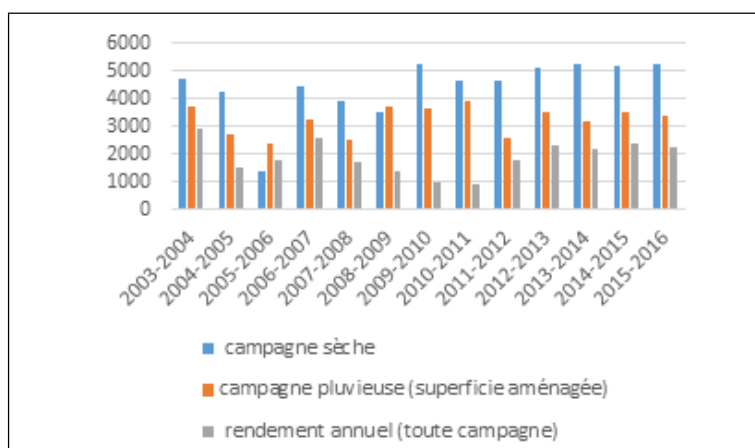
Ces données sont infimes en comparaison des superficies et productions de la campagne pluvieuse. La moyenne des superficies de 2010 à 2014 était de 800 314 ha pour le maïs et 144 261 ha pour le riz, et la moyenne de production de 1 357 011 t pour le maïs et 296 759 t pour le riz (Maah 2016:60). Cependant, en comparant les rendements de ces céréales en cultures irriguées en campagnes sèche, pluvieuse et non irriguée (toute campagne), on observe une nette différence.

Graphique 3 : La comparaison des rendements du maïs



Source : MA, DPSAA/DGPER, les statistiques agricoles de 2003 à 2015

Graphique 4 : La comparaison des rendements du riz



Source : MA, DPSAA/DGPER, les statistiques agricoles de 2003 à 2015

Ces deux graphiques montrent une évolution en dents de scie des rendements de maïs et de riz. On s'aperçoit que les rendements de la campagne sèche, que ce soit pour le maïs ou le riz, sont la plupart du temps plus élevés que ceux de la campagne pluvieuse en irrigué. Quant aux rendements, entre ceux non irrigués et ceux de la campagne sèche, ces derniers sont deux, voire trois fois plus élevés que les premiers. Ainsi, les rendements de la campagne sèche sont prometteurs.

En plus d'une bonne productivité, deux récoltes sont faites pendant la campagne sèche. Lors de la tournée du ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques en mars 2006 dans les régions du Centre-Ouest, du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun, le constat est fait que « sur la plupart des sites, les récoltes ont été effectuées pour le premier cycle de production au moins, et les producteurs sont engagés dans leur dernier cycle de production » (Bulletin d'information sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso n° 7:10). Cette donne augmente la production de la campagne sèche.

Pour le Burkina Faso, sujet à des péjorations climatiques, les deux récoltes par an et les rendements de l'irrigation en campagne sèche constituent un atout fondamental dans la lutte contre les soudures alimentaires difficiles.

La lutte contre les crises alimentaires

La production du maïs et du riz en campagne sèche présente des avantages certains, si minimes soient-ils, dans la lutte contre les crises alimentaires.

Premièrement, les récoltes sont effectuées en février-mars et en juillet-août. La moisson de ces cultures de « contre-saison » se déroule pendant la période de soudure, qui varie généralement entre mars et août selon les zones et l'intensité de la crise alimentaire.

Le gouvernement, faisant partie des acteurs qui interviennent en temps de crises alimentaires aux côtés des ONG et associations, dispose de deux stocks (d'intervention et de sécurité alimentaire) gérés par la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (SONAGESS) en temps de crise. Grâce aux dons et à la vente à prix social dans les boutiques témoins, ces stocks atténuent les effets de ces crises. Dans l'optique de renflouer les magasins des stocks céréaliers de la SONAGESS et d'accorder un maximum d'opportunités à ces producteurs pour écouler leur production de campagne sèche, un protocole d'accord a été signé entre le Programme de petite irrigation villageoise (PIIV) et la SONAGESS (Bulletin d'information sur la sécurité alimentaire 2006:10).

La récolte de ces céréales permet de résoudre le besoin alimentaire des familles, d'une part, et leur écoulement, d'autre part, procure des revenus aux acteurs pour préparer la campagne agricole pluviale.

La récolte pendant ces périodes de soudure contribue enfin à baisser les cours de ces produits sur les marchés locaux et urbains, améliorant ainsi la disponibilité de ces céréales et l'accessibilité à celles-ci. La baisse du cours pouvait atteindre 100 à 150 pour cent par rapport aux prix de 1999, 2000 et 2001 (MAHRH 2006:43). La baisse sur le marché entraîne parfois des méventes dans certaines certaines boutiques témoins de la SONAGESS. Par exemple, en 2014, ce constat a été fait dans certaines communes des régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts-Bassins et des Cascades, zone de grande production en saison sèche, car les prix du marché étaient souvent inférieurs au prix social proposé (MASA 2014:29).

Les incidences socioéconomiques

La production agricole en saison sèche a de nombreux impacts socio-économiques sur les populations rurales du Burkina Faso. Cette activité peut constituer un frein et/ou un régulateur de l'exode rural pendant la saison sèche. Le Burkina Faso, ayant été un réservoir de main-d'œuvre pour l'Afrique de l'Ouest pendant la colonisation, demeure un pays de migration interne et internationale. En 1985, les déplacements internes représentaient 13,9 pour cent des mouvements ; ils ont baissé à 12,9 pour cent en 1996 et à 10,7 pour cent en 2006 (INSD 2008:29). Les migrations internes revêtent deux formes principales : les migrations entre zones rurales et les migrations des campagnes vers les villes ou exodes ruraux. Des migrations internes s'effectuent pendant la saison sèche, considérée comme une période morte par les populations agricoles. C'est ainsi que la volonté de mettre à profit cette période dite morte suscite beaucoup d'intérêt de la part des populations agricoles qui y voient l'opportunité de rester actives ainsi que de se procurer des revenus financiers servant, entre autres, à préparer la campagne humide. Cet intérêt manifeste des populations pour cette activité (toutes spéculations confondues) est illustré par le nombre croissant d'actifs impliqués, qui est passé de 9 616 en 2002 (MAHRH 2006:43) à 164 967 en 2006, avec une représentation féminine de plus de 30 pour cent (MAHRH 2006:35), soit un taux de croissance de 1 615,5 pour cent de 2002 à 2006.

De plus, elle engendre le développement d'activités connexes. En effet, les artisans, par la fabrication des pompes à pédale et des pièces de rechange, les petites entreprises de forage manuel, les commerçants et vendeurs de motopompes et accessoires, améliorent leurs chiffres d'affaires. Les femmes vendeuses de maïs frais dans les villes et campagnes trouvent également là une activité génératrice de revenus⁷.

Les achoppements du développement de la production en campagne sèche

La production de maïs et de riz en campagne sèche présente de nombreux atouts dans les rendements et dans la lutte contre les crises alimentaires. Cependant, de nombreux obstacles limitent la production de la campagne sèche.

La problématique de l'eau et la dégradation de l'environnement

L'eau et la sauvegarde de l'environnement sont fondamentales pour le développement de la culture de « contre-saison », car elles constituent des éléments importants du processus de mise en œuvre du développement durable de l'agriculture. Ces achoppements se rapportent à la disponibilité de l'eau et à la pollution des eaux et des sols.

L'eau est le facteur clé du développement de la campagne sèche. La pluviométrie, qui est en baisse, ne facilite pas le remplissage des retenues d'eau. La moyenne pluviométrique était de 567,74 mm à Dori, de 872,34 mm à Ouagadougou et de 1 146,7 mm à Bobo-Dioulasso de 1952 à 1979, et elle est passée respectivement de 1980 à 2007 à 455,8 ; 705,2 et 991,8 mm (ORSTOM 1966:1-42⁸). Cette baisse de la moyenne pluviométrique dans les trois zones peut être considérée comme un indice du changement climatique. Le changement climatique est une mutation du climat qui est attribuée directement ou indirectement à une activité humaine, altérant la composition de l'atmosphère mondiale, et qui vient s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables (CILSS/centre régional AGRHYMET 2010:4).

Plusieurs types d'aménagements hydro-agricoles ont été réalisés en vue d'optimiser les retenues d'eau. Il s'agit notamment de l'aménagement de grandes plaines (vallée du Sourou, vallée du Kou, site de Bagré) et de la construction de nombreux petits barrages en terre et avec des avals aménagés. Les résultats à ce jour restent cependant insuffisants face aux besoins grandissants d'une production agricole sécurisée. L'irrigation, bien qu'incontournable pour le développement de l'agriculture, demeure une pratique marginale du point de vue des surfaces aménagées. Les superficies aménageables sont véritablement en proportion réduites par rapport à la superficie totale. Elles constituent 2,59 pour cent des superficies agricoles (MAHRH 2008:44). C'est donc dire que le potentiel irrigable demeure infime. En dépit de la grande volonté d'accroître la capacité productive en irrigué du pays, les superficies actuellement aménagées et exploitées étaient estimées à 28 410 ha en 2006, ce qui représente seulement 12,2 pour cent (*ibid.*) du potentiel irrigable. L'une des raisons de cette situation est le coût élevé de l'hectare aménagé (7 à 10 millions par ha aménagé pour les grands et moyens périmètres) (*ibid.*).

De plus, l'ensablement des retenues d'eau constitue une problématique qu'il faut résoudre. Généralement, en moins de 15 ans, pas moins de 1,5 à 2 m de sable se trouve enfoui dans les barrages, selon I. Zampaligré⁹. Ce phénomène est constaté dans les barrages tels que la Kompienga et Bagré. Plusieurs raisons expliquent cela, mais le non-respect des réglementations en matière culturale en est la principale cause : la norme est de cultiver à 100 m des berges. Mais au fur et à mesure que l'eau recule, les agriculteurs utilisent les lits et les bassins des lacs. En 2007, des aménagements maraîchers ont été faits dans la cuvette de la Kompienga¹⁰. En outre, l'érosion des berges et l'évaporation sur fond de changement climatique font que les conditions sont réunies pour que d'ici à 50 ans les barrages hydro-agricoles de la Kompienga et de Bagré voient leur exploitation menacée, ce qui pourrait conduire même à leur assèchement, comme ce fut le cas du barrage de Mogtedo en 2008¹¹.

Qu'en est-il de la pollution de l'environnement ? L'eau et les sols, éléments essentiels de l'environnement, sont exposés à la pollution. L'utilisation des pesticides, l'érosion et l'exploitation de l'or influent négativement sur l'environnement et, par ricochet, sur l'économie, fondée sur l'agriculture et l'élevage. « Les pesticides sont mis en cause dans la dégradation de l'état écologique des eaux douces de surface et des eaux côtières, dans la réduction de la biodiversité terrestre constatée dans les zones agricoles et dans les milieux naturels¹² ». En plus, l'équilibre environnemental est remis en question en raison de l'érosion provoquée par le vent, l'eau et l'action de l'homme. Par ailleurs, le secteur minier, qui a connu une recrudescence à partir de 2007 au Burkina Faso, pose le problème de la pollution des eaux et des sols par le déversement des eaux usées et l'infiltration des produits chimiques. À titre illustratif, en 2009, un camion a déversé des produits chimiques dans le lac de Djibo par suite d'un accident, polluant ainsi l'eau¹³. Même s'il existe des lois en vigueur comme la loi n° 005/97/ADP du 30 janvier 1997 du secteur minier (Code de l'environnement au Burkina Faso) régissant la question de l'environnement, force est de constater que leur application n'est pas systématique. En plus de cette problématique de l'eau et de la dégradation de l'environnement, le problème foncier constitue également un défi pour la campagne sèche.

Le problème foncier

À la période post-coloniale, la réforme agraire et foncière (RAF) de 1985 fut le premier texte adopté qui définit clairement les droits et obligations des exploitants et usagers de la terre et prévoit à l'échelle de chaque village la délimitation de quatre zones distinctes, à savoir les zones d'habitation, de culture, d'élevage et de bois de village ou de forêt (Zagré 1994:112). Constatant

le peu d'outils juridiques pour gérer le foncier rural, le Burkina Faso s'est lancé dans la Politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural (PNSFMR), adoptée en octobre 2007, et le régime foncier rural¹⁴ de juin 2009 (Hochet *et al.* 2012:37) consacre la fin de la propriété exclusive de l'État. Il prévoit des instances et des actes pour reconnaître les droits et les pratiques foncières locales. Ainsi, l'État partage le foncier avec les collectivités territoriales et les particuliers, ce, afin de réduire les conflits.

Cependant, de nos jours, la question de la sécurisation foncière en milieu rural demeure un des grands enjeux conditionnant le devenir de l'agriculture burkinabè. L'accroissement de la population agricole et l'occupation des superficies dans l'agro-business présagent des problèmes fonciers, surtout dans les plaines aménagées. Par exemple, le projet pôle de croissance de Bagré est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2011. Cependant, la difficulté majeure est l'offre de terres aménageables (18 000 ha) qui est largement insuffisante par rapport à la demande en terres exprimée (88 000 ha) (Bassépé 2014:38).

En règle générale, il n'y a pas de discrimination dans l'attribution des parcelles sur les périmètres irrigués au Burkina Faso. Les grands périmètres que sont la vallée du Sourou et la vallée du Kou sont peuplés de personnes venant d'autres contrées. Toutefois, il y a une tendance croissante à l'attribution des superficies des grands périmètres aux agro-business men, aux hommes politiques ou aux entrepreneurs désireux de se lancer dans l'activité agricole (GRAF 2007:9). En plus, la quasi-totalité des terres irriguées sur les périmètres est affectée aux hommes, car les modalités d'attribution favorisent nettement les hommes comme chefs d'exploitation par rapport aux femmes. Le pourcentage de la superficie exploitée par les hommes est de 92 pour cent (*loc. cit.*:4). La pression foncière conduit à une série de conflits pouvant exister entre agriculteurs et éleveurs, autochtones et migrants, etc. La résolution de la problématique du foncier aboutirait à un début de solution à la question du développement agricole durable. Qu'en est-il de la vulnérabilité économique des populations ?

Conclusion

Le Burkina Faso a développé la politique d'irrigation à grande échelle pour accroître sa production agricole et lutter contre le changement climatique. Par la suite, la petite irrigation, tournée vers la culture de « contre-saison », a été lancée en appui à la production de la saison pluvieuse. Cette étude révèle d'abord que la politique consistant à se servir de la saison sèche est une continuation de la politique d'irrigation à grande échelle commencée après les grandes famines des années 1970. Des recherches agronomiques et des

techniques d'irrigation, menées ou développées par les chercheurs des directions régionales de recherches environnementales et agricoles accompagnées par les autorités nationales, ont conduit à la mise à la disposition auprès des paysans de semences améliorées ainsi que du paquet technologique adapté. Ensuite, le constat est que plusieurs atouts motivent la pratique de la campagne sèche. Il s'agit d'une meilleure productivité, de son apport à l'atténuation des crises alimentaires et de ses incidences socioéconomiques. Cependant, de nombreux obstacles limitent la vulgarisation de la culture de campagne sèche, notamment la problématique de l'eau, de la dégradation de l'environnement, le problème foncier et la vulnérabilité économique des populations rurales.

Des cultures autres que les céréales, telles que les cultures maraîchères, de tubercules, de légumineuses et de fruits, sont également pratiquées pendant la saison sèche. Toutes ces productions en saison sèche constituent un avantage certain pour l'atteinte de la sécurité et la souveraineté alimentaire. Ces aspects constituent des perspectives de recherche.

Au-delà des obstacles qui limitent la production irriguée, le choix porté sur les cultures vivrières (céréales, légumineuses, tubercules et fruits) en campagne sèche n'illustre-t-il pas une volonté d'atteinte de la souveraineté alimentaire ?

Notes

1. BF, les organigrammes du ministère en charge de l'Agriculture de 2002 et 2016.
2. www.cnrst.bf, *Institut de l'environnement et de recherche agricole*, 22/11/2012.
3. Ouédraogo, O., agent du MAH, Ouagadougou, 07/07/2014.
4. Radiodiffusion et télévision du Burkina/ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, 2011, *Le goutte-à-goutte au Burkina Faso*, 26 minutes.
5. Galla, G., agent du service vente de Diacfa, division matériaux, Ouagadougou, 20/09/2013.
6. Dao, S., utilisatrice de la technique goutte-à-goutte, Ouagadougou, 20/01/2012.
7. Ouédraogo, G., vendeuse de maïs grillé, Ouagadougou, 21/07/2016.
8. Nikiema, M., chargé des statistiques à la direction de la météorologie, Ouagadougou, 18/06/2012.
9. www.lefaso.net, Ouédraogo, D., *L'ensablement des barrages*, 14/04/2014.
10. www.lefaso.net, *op. cit.*, 14/04/2014.
11. www.lefaso.net, *idem*, 14/04/2014.
12. www.observatoire-pesticides.fr, *Pesticides, agriculture et environnement : réduire l'utilisation des pesticides et en limiter l'impact environnemental*, 10/10/2014.
13. Sagnon, M., ingénieur au service cadastre minier à la DGMG, Ouagadougou, 30/06/2014.
14. Loi 034-2009 portant régime foncier rural.

Sources

Sources écrites

- Archives nationales du Burkina Faso n° 38, « Rapport sur l'enseignement agricole de 1929 ».
- Archives nationales du Sénégal 2G 53/197, Haute-Volta, Plan FIDES, « Rapport semestriel sur l'exécution du programme FIDES 2^e semestre de la tranche 1952-1953 ».
- Banque mondiale, 1981, « Haute-Volta : étude des questions agricoles, Ouagadougou », 298 p.
- Banque mondiale, 2003, « Lutte contre la pauvreté au Burkina Faso, l'importance de l'écart urbain-rural des indicateurs de seuil de pauvreté », Washington DC, 44 p.
- « Bulletin d'information sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso », n° 7, juin 2006, 12 p.
- CILSS, 2008, « Profil de la sécurité alimentaire du Burkina Faso, rapport final », Ouagadougou, 26 p.
- CILSS/Centre régional AGRHYMET, 2010, « Le Sahel face aux changements climatiques : enjeux pour le développement durable », Niamey, 43 p.
- Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2003, « Burkina Faso : la pauvreté en 2003 », Ouagadougou, 34 p.
- INSD, 2008, « Résultats définitifs du recensement général de la population et de l'habitation de 2006 », Ouagadougou, 55 p.
- Loi 034-2009 portant régime foncier rural.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques (MAHRH)/ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique (MAH)/ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire (MASA)/ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydrauliques (MAAH), « Résultats définitifs de la campagne agricole et de la situation alimentaire et nutritionnelle de 2003 à 2016 », Ouagadougou.
- MAHRH, 2004, *Politique nationale de développement durable de l'agriculture irriguée*, Ouagadougou, 36 p.
- MAHRH, 2005, *Dimension alimentaire de la pauvreté au Burkina Faso : mise en œuvre d'un modèle de mesure de l'insécurité alimentaire et d'estimation de la population des groupes vulnérables*, Ouagadougou, 92 p.
- MAHRH, 2006, ... *Parce que le développement rural est une œuvre de longue haleine...*, Ouagadougou, 64 p.
- MAHRH, 2008, *Évolution du secteur agricole et des conditions de vie des ménages au Burkina Faso*, Ouagadougou, 96 p.
- MAHRH, 2010, *Annuaire de statistiques agricoles*, Ouagadougou, 459 p.
- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)/institut national de la statistique et de la démographie (INSD), 2009, *Mesure et cartographie de la pauvreté*, Ouagadougou, 215 p.
- Ministère des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique (MESSRS)/Organisme de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), 1994, *Développement agricole au Burkina Faso : un survol*, Ouagadougou, 51 p.
- ORSTOM, 1966, *République de Haute-Volta : précipitations journalières de l'origine des stations à 1965*, Paris, CIEH, 125 p.
- Ouédraogo, M., et al, 2011, *Analyse de la compétitivité du riz local au Burkina*, Ouagadougou, INERA, 8 p.
- Sanou, J., 1997, *Variété de semences améliorées*, Ouagadougou, INERA, 24 p.

Source audiovisuelle et sources électroniques

Radiodiffusion et télévision du Burkina (RTB)/MAH, 2011, « Le goutte-à-goutte au Burkina Faso », 26 minutes.

www.cnrst.bf, institut de l'environnement et de recherche agricole, 22 novembre 2012.

www.lefaso.net, compte rendu du conseil des ministres du 11 mai 2016.

www.lefaso.net, institut national de la statistique et de la démographie (INSD), l'enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM), 4 mars 2013.

www.lefaso.net, Ouédraogo, D., *L'ensablement des barrages*, 14 avril 2014.

www.lefaso.net, Sankara, R., L'enquête intégrale sur les conditions de vie et des ménages (EICVM) 2009 et l'enquête démographique de santé (EDS) 2010 : près de 44 pour cent de ménages souffrent de la pauvreté au Burkina, 18 mars 2013.

www.observatoire-pesticides.fr, Pesticides, agriculture et environnement : réduire l'utilisation des pesticides et en limiter l'impact environnemental, 10 octobre 2014.

Sources orales

Dao, S., 39 ans, utilisatrice de la technique goutte-à-goutte, 20 janvier 2012.

Galla, G., 44 ans, agent du service vente de Diacfa division matériaux, Ouagadougou, 20 septembre 2013.

Nikiéma, M., 43 ans, chargé des statistiques à la direction de la météorologie, Ouagadougou, 18 juin 2012.

Ouattara, I., 47 ans, agronome, Ouagadougou, 6 février 2003.

Ouédraogo, G., 28 ans, vendeuse de maïs grillé, Ouagadougou, 21 juillet 2016.

Ouédraogo, O., 39 ans, agent du MAH, Ouagadougou, 7 juillet 2014. Sagnon M., 41 ans, ingénieur au service cadastre minier à la DGMC, Ouagadougou, 30 juin 2014.

Bibliographie

Bantenga, M. W., 2012, « Le coton et l'arachide dans le jeu d'intérêts entre administration coloniale et population dans la colonie de Haute-Volta (1924-1960) », dans I. Mandé (Éd.), *Le Burkina Faso contemporain, racine du présent et enjeux nouveaux*, Paris, L'Harmattan, p. 99-116.

Bikienga, I. M. & S. J. Zoundi, 2008, *Analyse des politiques agricoles : guide pratique à l'usage des organisations professionnelles agricoles*, Paris, L'Harmattan, 109 p.

Dao, O., 1987, « Agriculteurs de l'ORD de la Volta noire (Burkina Faso) : un effort de développement économique », thèse de doctorat d'État en géographie, Université de Bordeaux III, 615 p.

Dao, Z., 2006, *La production du maïs : la politique de développement pour la sécurité alimentaire au Burkina Faso*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Ouagadougou, 140 p.

Hochet, P., J.-P. Jacob & S. Kossodo Ouédraogo, 2012, « Les enjeux de la mise en œuvre de la loi portant régime foncier rural au Burkina Faso », *Des expérimentations nationales* n° 57, janvier-mars, p. 35-37.

Kaboré, F., 2004, « La station de Saria », *Sidwaya*, n° 4988, 22 avril, p. 12.

- Kane, S. O., 2010, « La production agricole à la reconstitution de la colonie de Haute-Volta en 1947 », dans M. W. et al. (Éds), *La reconstitution de la Haute-Volta*, Paris, L'Harmattan Burkina, p. 142-176.
- Ouédraogo, K., 2009, *Contribution de la petite irrigation villageoise à la sécurité alimentaire des ménages de Dabo, province du Sanmatenga*, mémoire de maîtrise en géographie, UFR/SH, UO, 91 p.
- Piveteau, A., 1995, « Aménagements rizicoles d'une ONG au Burkina Faso : un impact économique inattendu », in *Colloque international : quel avenir sur les rizicultures en Afrique de l'Ouest*, Bordeaux, Regards/Maison des SUDS, p. 1-15.
- Savadogo, V. A., « Les fermes semencières », *Sidwaya*, n° 5419 du 12 octobre 2005, p. 20.
- Zagré, P., 1994, *Les politiques économiques du Burkina Faso : une tradition d'ajustement structurel*, Paris, Karthala, 332 p.
- Zoungrana, T. P., 1994, « L'hydraulique agricole dans la plaine centrale du Burkina : acteurs et stratégies », *Cahiers CERLESHS*, n° 10, p. 226-263.